



No. 163
AVRIL 1936

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

LE CAIRE

Revue de la Société Royale
d'Économie Politique
de Statistique et de Législation

XXVII^e ANNÉE



LE CAIRE
IMPRIMERIE NATIONALE, BOULAC
1936

Prix P.T. 20

Les numéros non réclamés par les Membres et Abonnés dans le délai d'un mois à partir de la date de leur publication, ne leur seront remis que contre payement du prix.

Les opinions émises par les collaborateurs n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente Revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit remis à "L'Egypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

SOMMAIRE :

ETUDES ECONOMIQUES ET JURIDIQUES

	PAGES
S. Em. CHEIKH MOLLAMED SOLIMAN.—Mise en harmonie de la nouvelle législation égyptienne avec le concept de la loi musulmane	271-287
S. Em. CHEIKH ABBAS EL GAMAL.—La Mission de l'Azhar au XXe siècle	307-384

MISE EN HARMONIE DE LA NOUVELLE LEGISLATION EGYPTIENNE AVEC LE CONCEPT DE LA LOI MUSULMANE ⁽¹⁾

PAR

S. Em. EL CHEIKH MOHAMED SOLIMAN

Vice-président de la Haute Cour Charéi

Le Gouvernement vient d'instituer deux Commissions pour la révision et l'unification des Codes Egyptiens : une Commission pour élaborer le Code Civil et une autre pour élaborer le Code Pénal. Je ne parle pas des Codes de Procédure, civile ou criminelle, parce que les Codes de Procédure sont des lois qui touchent à la forme plutôt qu'au fond. Or, c'est le fond qui nous intéresse aujourd'hui et qui forme le sujet de ma conférence.

Chaque peuple a son individualité propre, sa croyance, ses coutumes, ses usages, ses habitudes, ses mœurs, sa culture propre, sa manière de vivre et sa conception des choses de la vie.

Or, pour que les lois soient bonnes, il faut qu'elles s'adaptent à l'esprit du peuple, à ses croyances, à ses mœurs, à ses coutumes, à sa façon de vivre et à sa conception. Ce sont toutes ces choses qui impriment aux lois leur caractère. Ce ne sont pas les lois qui façonnent les peuples, ce sont les peuples qui façonnent les lois.

Or, quelques éminents hommes de loi égyptiens, tels que : Abd-el-Aziz Pacha Fahmy, Président de la Cour de Cassation ; Mourad Pacha Sid Ahmad, Président de la Commission de la Réforme du Code Civil ; Abd-el-Hadi Bey el Guindi, ancien Président de la Cour d'Appel d'Assiout, qui ont eu la tâche de rendre la justice dans ce pays, ont constaté et ont proclamé à maintes reprises et à différentes occasions que les Codes Egyptiens actuels ne répondent plus aux besoins du pays et ne sont pas compatibles avec l'état actuel de civilisation, d'instruction et d'éducation de notre pays.

(1) Traduction sommaire de la conférence prononcée le 31 mars 1936 à la Section Juridique de la Société Royale d'Economie Politique, de Statistique et de Législation.

Et voilà que le discours que S.E. Aly Maher Pacha a prononcé à la séance d'inauguration de la Commission de la Réforme des Codes est venu corroborer le point de vue de ces trois éminents hommes de loi en proclamant que les Codes Egyptiens sont des Codes surannés qui ne répondent plus aux besoins du pays et qu'il faut les remplacer par d'autres plus modernes et plus conformes à l'évolution intellectuelle et morale de l'Egypte.

Tandis que ces Codes, empruntés servilement à des législations étrangères et imposés à l'Egypte il y a cinquante ou soixante ans, n'ont pu s'y acclimater, malgré une judicieuse application d'un demi-siècle, notre droit musulman nous offre le spectacle d'une vitalité de treize siècles et demi.

Je vous ferai remarquer que les docteurs musulmans ont une conception très large et très libérale des lois. Et c'est à tort que les auteurs étrangers les ont accusés de fanatisme. Au fond les jurisconsultes musulmans font une distinction entre deux concepts différents : le fanatisme et l'obstination.

Le fanatisme, qui répugne aux jurisconsultes musulmans, consiste à combattre et à dénigrer aveuglement les idées des autres ; l'obstination, au contraire, est l'entêtement à défendre des idées qu'on croit loyalement être bonnes et justes, sans s'attaquer aux idées et aux théories des autres. Les docteurs musulmans estiment que chaque homme doit chercher la vérité là où il la trouve, et, puisque son seul but est de découvrir la vérité, on doit respecter ses idées, même si on pense qu'elles sont erronées.

C'est sur la foi de ce principe que je me permets de faire cette conférence dont le sujet est la justice et le droit dans la législation musulmane, tout en faisant un parallèle entre la loi musulmane et les lois modernes, et, tout en établissant que la loi musulmane n'est pas incompatible avec les idées modernes et que, cela étant, les nouveaux Codes devraient s'inspirer des principes de droit et de justice sur lesquels est fondée la loi musulmane.

Et d'abord, je dois vous dire que la loi musulmane envisage la justice comme le fondement de toute organisation sociale, aussi vous constaterez que le tiers de notre Livre Saint, le Coran, est consacré aux récits historiques des peuples dans l'ancien temps et établit la cause de leur décadence, de leur destruction et de leur anéantissement. Cette cause est toujours la même : l'injustice.

Quant aux peuples qui ont pris comme fondement de leur Gouvernement le droit et la justice, Dieu prend leur défense et leur promet aide et protection.

Les quatre préceptes fondamentaux sur lesquels doit s'établir un bon Gouvernement sont : observer les devoirs religieux, donner au pauvre une part de ses biens, prêcher le bien, s'abstenir de faire le mal.

En observant ses devoirs religieux, l'homme évite les tentations de ce monde; en donnant au pauvre une part de ses biens il aide la société à se relever de ses misères; en prêchant la justice, l'homme assure l'ordre; et en exhortant à s'abstenir d'être injuste envers ses semblables, l'homme prévient une foule de maux à la société. Le Coran, dans ses autres versets, incite l'homme à respecter ses engagements, à craindre Dieu et à craindre le jugement dernier. L'esprit de la justice est poussé jusqu'à conseiller aux musulmans d'être justes mêmes envers leurs ennemis.

Les préceptes nous enseignent que Dieu aidera un Gouvernement bon et juste, même s'il est un Gouvernement d'infidèles et hait et reprouve un Gouvernement injuste, même si c'est un Gouvernement musulman; la justice, même avec des infidèles, vaut mieux que l'injustice avec des fidèles.

Dieu bénit un Gouvernement juste même s'il est non musulman et condamne un Gouvernement injuste même s'il est un Gouvernement musulman, la justice étant la base de tout Gouvernement.

Un des auteurs arabes rapporte que le fameux Holako après avoir conquis Bagdad a réuni les Ulémas et leur a posé la question suivante : "Lequel à vos yeux est le meilleur : un roi impie mais juste, ou un roi musulman mais injuste" ? Tous ont répondu à l'unanimité qu'ils donnaient la préférence au roi impie mais juste.

La sainteté du droit était tellement prêchée parmi les peuplades arabes de l'ancien temps, que notre grand prophète lui-même était traité sur un même pied d'égalité que les plus humbles de ses concitoyens.

Les récits abondent dans ce sens. N'est-ce pas notre prophète qui a dit que Dieu ne bénira pas une nation dans laquelle le plus faible ne pourra pas obtenir son droit du plus fort ? N'est-ce pas lui qui a dit que m'étant défendu d'être injuste, je vous défends d'être injuste ? Ne soyez donc pas injustes les uns envers les autres.

Tous les faits et gestes de notre prophète tendent à considérer l'injustice comme un crime, à tel point qu'il a enseigné que l'homme injuste ne peut pas déposer comme témoin. N'a-t-il pas lui-même maudit les Princes injustes ?

Un de nos grands jurisconsultes Abou Mansour n'avait-il pas proclamé que celui qui dira à un roi injuste qu'il était un roi juste doit être considéré comme impie ?

Je vous citerai encore un fait qui vous prouvera jusqu'à quel point la justice était sanctifiée.

Un Israélite avait actionné le Khalifa Omar devant le Tribunal et lorsque le Khalife s'est présenté devant le Cadi, celui-ci s'étant montré trop respectueux envers le Khalife, ce dernier de lui reprocher cette inégalité de traitement entre deux plaideurs égaux devant la loi.

Bien que la loi musulmane soit une loi universelle, elle n'est pas pour cela immuable. Notre loi évolue avec le temps et avec les lieux. Nos Imams adaptent toujours leurs décisions et leurs opinions aux circonstances de temps et de lieux.

Je me contenterai de citer deux règles admises par les anciens juristes musulmans. En cas de silence, le juge se conformera aux principes du droit naturel et aux règles de l'équité. N'est-ce pas ce même principe qui a inspiré aux législateurs romains et aux législateurs modernes d'édicter dans les lois romaines et dans les lois modernes, qu'en cas de silence, d'insuffisance et d'obscurité de la loi, le juge statuera conformément aux principes du droit naturel et aux règles de l'équité.

Et notre grand Khaouarazmi de poser cette règle générale qui veut que le juge doit chercher à prévenir tout mal possible et toute iniquité. Tant que l'effort du juge tend à faire triompher la justice contre l'injustice, sa décision doit être respectée.

Les jurisconsultes musulmans savent très bien que les actes et faits des hommes peuvent varier, sous mille et mille aspects, que des actes et faits nouveaux peuvent se produire dans un temps où ils n'étaient pas connus du temps de notre Grand Prophète; ces actes et faits ne peuvent pas rester sans sanction et alors le juge puisera dans sa conscience et dans ses lumières la solution juridique qu'il doit donner au problème.

Vous savez que les prescriptions du droit musulman sont tirées du Coran et de la tradition du prophète. Les versets du Coran qui contiennent des dispositions législatives sont au nombre de

150 sur un total de 6000. Des 4000 Hadiths, on compte 500 contenant des dispositions législatives. Les sources législatives de la loi musulmane se chiffrent donc à 650. Or, un seul de nos grands jurisconsultes Mohamed Ibn-el-Hassan a pu appliquer ces 650 prescriptions à 29.000 problèmes.

D'autres juristes ont écrit des milliers d'ouvrages dans lesquels ils ont prévu un nombre incalculable de cas et d'hypothèses auxquels ils ont appliqué ces mêmes 650 dispositions législatives.

Ne perdez pas de vue que la loi musulmane est une loi malléable. Nous avons comme source de droit l'usage. Chez nous, l'usage fait loi. Les opinions varient comme la mode. Chaque temps, chaque lieu a ses mœurs, ses us et coutumes. On ne peut donc pas appliquer une même disposition à tous les peuples et dans tous les temps. Notre droit évolue, à telles enseignes que le Grand Imam Chaféi avait une doctrine à lui pendant qu'il était à Bassora (Mésopotamie) et, lorsqu'il est venu se fixer en Egypte, il a changé toute sa doctrine et en a créé une autre qui s'est adaptée aux mœurs et aux coutumes des égyptiens.

Le Grand Imam Abou Hanifa et ses deux grands disciples, Abou Youssouf et Mohamed, n'ont-ils pas, eux-mêmes, des opinions diamétralement opposées ; et, les Cadis n'ont-ils pas appliqué les opinions professées par Abou Hanifa dans certains cas, les opinions de Abou Youssouf ou celles de Mohamed dans d'autres cas ? Ceci vous prouve à l'évidence que le droit musulman n'est pas un droit rigide, mais tout au contraire un droit malléable, ouvert à toutes les transformations sociales dans tous les temps et dans tous les lieux.

Ne voyez-vous pas que les rites musulmans s'acclimatent dans chaque pays en s'adaptant aux mœurs de chaque peuple et de chaque époque ?

Prenez par exemple le Kadak, le Kerdar, le Mechad el Meska, le Timari et le Hekr. Ce sont des choses qui étaient connues en Egypte avant le Grand Mohamed Aly. Or, aujourd'hui il n'en reste que le Hekr, les autres institutions ont complètement disparu.

On rapporte que le Prophète avait chargé Maaz d'une mission au Yemem. Avant son départ, le Prophète lui demande :—Sur quoi vous baserez-vous pour rendre la justice au Yemem.—Je prendrai comme base le Coran, répond Maaz.—Et si le Coran est muet. Je me baserai sur les traditions du Prophète.—Et en cas de silence ou d'insuffisance ou d'obscurité ?—Je jugerai d'après

les règles de l'équité que m'inspirera ma conscience.—Et le Prophète d'approuver. Tous les auteurs musulmans sont d'accord là-dessus.

Deux autres sources de notre droit musulman : les précédents et les avis des hommes de loi.

Le Grand Khalife Abou Bekr consultait d'abord le Coran. En cas de silence, il avait recours aux Hadiths. En cas d'insuffisance, il convoquait les Grands Ulémas et demandait leur opinion. S'ils tombaient d'accord sur une solution quelconque, il l'adoptait.

Le Grand Khalife Omar consultait le Coran et, faute de dispositions formelles, recourait aux Hadiths, et, en cas d'insuffisance, il consultait les précédents adoptés par Abou Bekr et s'il n'en trouvait pas, il s'adressait aux Ulémas.

C'est ainsi que nous trouvons dans certains pays de l'Islam, en Espagne par exemple, des Meglis composés de seize Conseillers choisis parmi les plus éminents Ulémas du rite Malékite, nommés "Mouchawe", qui tenaient leurs assises à Cordoue et qui donnaient aux Mehkémehs des avis sur les questions de droit les plus difficiles. Il arrivait même que ce Conseil émettait des avis absolument contraire à celui de l'Imam Malek.

J'ai eu la bonne fortune de lire un jugement rendu par ce Conseil. Je vous en donnerai la substance pour que vous ayez une idée de la conception juridique, très large et très subtile des Cadis de ce temps.

Une femme a prêté de l'argent à son mari. Elle lui a donné un délai de cinq ans pour payer sa dette. Un an après, le mari répudie sa femme. La femme lui réclame son dû. Le mari lui oppose la prématurité de la demande. La femme porte le litige devant le Cadi. Le Cadi consulte le Grand Conseil et le Grand Conseil de décider que la dette est devenu exigible, parce que d'après l'intention des parties le délai n'était accordé au mari qu'en raison du lien conjugal qui unissait les deux époux, ce lien étant rompu par le fait du mari, le délai n'a plus sa raison d'être.

On avait également institué une sorte de Jury composé de doctes musulmans qui siégeait aux côté du Cadi pour l'éclairer de ses conseils dans les cas difficiles, auxquels il ne trouvait pas de solution adéquate dans les dispositions législatives. C'était en quelque sorte le système connu de nos jours sous le nom des assesseurs.

Le concept du droit chez les anciens musulmans avait atteint une telle perfection de la science juridique que certains ont prétendu que le Grand Imam Abou Hanifa avait emprunté sa doctrine aux jurisconsultes romains. Et ce, à raison de la grande affinité existant entre les deux doctrines musulmane et romaine. Grande erreur ! Si affinité il y a entre deux doctrines, c'est uniquement parce que les cas étaient similaires ; la conception du droit étant la même, la solution ne pouvait être différente, surtout eu égard à la circonstance que la civilisation des deux pays avait probablement atteint un degré similaire qui explique l'affinité de solutions identiques.

À ce propos je suis heureux de vous dire que lorsque le Khédive Ismail a institué les Tribunaux Mixtes et pris pour base de la nouvelle législation égyptienne le Code Napoléon, il a chargé le Cheikh Makhlouf el Miniaoui de faire une sorte de parallèle entre les dispositions contenues dans le Code Napoléon et les principes de la doctrine du Grand Imam Malek.

Le Cheikh Makhlouf procéda à ce parallèle et arriva à l'art. 2277 du Code Napoléon, il constata une analogie très frappante entre les dispositions du Code Napoléon et les règles professées par le Grand Imam.

Je vous citerai comme exemple l'art. 934 du Code Civil Français qui dispose que la femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, ou, en cas de refus du mari, sans autorisation de la justice. Or, cette disposition est tout à fait conforme aux préceptes admis par les docteurs musulmans.

Pour vous donner une idée de la conformité de vues entre le droit musulman et le droit moderne, je vous citerai encore quelques cas.

D'après le droit moderne, la femme acquiert par le fait du mariage la nationalité de son mari. Mais, le contraire n'est pas vrai, le mari ne suit pas la condition de sa femme.

Or, nos anciens juristes disaient que si une femme "hostis" (Mostamena) épouse en pays musulman, un Zimmi, elle devient Zimmie. Et si l'hostis (Mostamen) domicilié en pays musulman épouse une femme Zimmie, il ne devient pas Zimmi, parce que la femme suit la condition du mari et si elle, en se mariant avec un Zimmi elle devient Zimmie c'est parce qu'elle a consenti à se fixer chez nous ; quant au mari "hostis" s'il se marie avec une femme

Zimmie, ce mariage ne peut pas constituer une veuve qu'il a consenti à se fixer dans le pays de sa femme, il ne peut par conséquent devenir Zimmi.

Autre exemple :

Dans la législation moderne le maître est responsable du dommage causé par ses serviteurs, quand ce dommage a été causé par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Or, ce principe du droit moderne nous le trouvons appliqué il y a treize siècles et demi du temps du Khalife Omar.

Du Temps d'Omar, également, on avait jugé un individu, qui poussé par la faim, avait volé. Le juge l'acquitta. N'est-ce pas ce même esprit qui a inspiré quelques-uns des juges contemporains à considérer non punissable le vol qui n'a eu pour mobile que la faim ? L'impérieuse nécessité, qui annihile le libre arbitre. (Le conférencier a sans nul doute fait allusion au Président Magnaud, de Château Thierry, qui a honoré la France).

Dans le discours qu'il a prononcé à la séance inaugurale de la Commission de la Réforme des Codes, S.E. Aly Maher Pacha a dit, à juste raison, que le législateur doit en légiférant s'inspirer de l'évolution du peuple. Omar Ibn Abdel-el-Aziz a prononcé les mêmes paroles, il y a mille deux cents cinquante quatre ans.

Maher Pacha a recommandé aux membres de la Commission de la Réforme des Codes de prendre en considération l'état actuel du peuple, ses besoins, ses aspirations, son degré de civilisation et l'état social, intellectuel et moral qu'il a atteints. Ces mêmes recommandations nous les trouvons dans nos livres de droit musulman.

Maher Pacha a également convié la Commission de prévoir et d'édictier des sanctions contre les débiteurs de mauvaise foi. Nous trouvons cette même recommandation dans "Mouine-el-Hokkam." Les docteurs musulmans poussent cette sanction jusqu'à l'emprisonnement. Ils font supporter aux débiteurs récalcitrants de mauvaise foi, tout le préjudice subi par le créancier, quelque que puisse être son étendu.

Les docteurs musulmans ont prévu également les immunités diplomatiques telle qu'elles sont enseignées de nos jours et les ont réglementées.

Ils ont de même pensé à la protection des animaux contre les actes de la brutalité.

Les ouvrages du droit musulman citent nombre de cas où les Princes et les Gouvernants sont traités sur un même pied d'égalité avec leurs adversaires devant la Justice. N'est-ce pas là une application des règles modernes qui décrètent l'égalité de tous les citoyens devant la loi ?

Nos livres abondent sur des litiges où Princes et Gouverneurs étaient cités devant les Cadis et traités sur un même pied d'égalité avec le plus humble des plaideurs. Tel fut le cas de Omar Ibn Abd-el-Aziz, de Abd-el-Aziz Ibn Maraouan, Abou Djaffar el Mansour, Mohamed Ibn Omran, le Khalife Maamoun et le Sultan el Zaher Bebars.

Dans l'ancien temps ont connu également l'inaéovibilité des juges. On investissait les Cadis d'une sorte d'auréole qui, à elle seule, était suffisante pour interdire toute immixtion des Princes et gouverneurs dans l'administration de la justice.

On cite le cas de la mère du Sultan El Saleh Ibn Mohamed Kalaoun qui a voulu exercer une certaine pression sur les juges pour se faire rendre une décision favorable à sa cause. Le Cadi la reprimanda et la congédia.

Les Cadis jouissaient d'un prestige tellement grand que les Sultans leur baisaient la main.

Autre preuve du grand prestige qui entourait les Cadis. Quelques Cadis occupaient plusieurs postes très élevés. On rapporte que le Cadi Tag-el-Din en assumait quinze d'ordres différents. Il était, en même temps que Cadi, Ministre, Nazir de Wakf, Président du Conseil des Cheikhs, Président du Département Hesba, etc., etc.

Ceux qui veulent se faire une idée de la législation Charéi telle qu'elle existait en Egypte du temps de l'occupation Française liront avec intérêt le rapport présenté par le Cheikh Ahmed El Arichi au général Bonaparte.

Mon collègue et ami, Cheikh Mahmoud Arnous a découvert une copie photographique du manuscrit du rapport présenté par ce Cheikh au général Bonaparte. Dans ce rapport, Cheikh Arichi a fait un exposé détaillé des Tribunaux fonctionnant dans tout le pays ; au Caire et dans les Markaz.

Le Cadi connaissait de toutes les affaires qui relevaient de la juridiction tant gracieuse que de la juridiction contentieuse.

Des Mehkémehs spéciaux fonctionnaient pour les non musulmans : litiges successoraux, ventes et transactions leur étaient soumis. Ces Tribunaux spéciaux destinés aux litiges entre non musulmans, étaient connus dans le monde musulman. J'eus l'occasion de lire qu'en Espagne, à Cordoue et à Tolède, notamment où ces non musulmans formaient majorité il y avait des Tribunaux spéciaux pour les départager.

L'organisation des Mehkémehs était parfaite. Les anciens Cadis connaissaient la procédure de l'expertise. Dans les cas qui exigeaient une compétence technique spéciale, ils commettaient des experts, des ingénieurs et autres techniciens et un greffier attaché *ad hoc* près les Mehkémehs surveillait les opérations de l'expert.

On connaissait également les principes régissant la matière de la litispendance et du renvoi.

De même la mise en liberté moyennant caution.

On punissait la tromperie sur les poids et mesures.

La procédure de la visite des lieux, le constat, la perquisition domiciliaire, l'autopsie post-mortem, etc., etc., toutes choses qui semblent être des conceptions du droit moderne pour arriver à la manifestation de la vérité étaient de pratique courante.

Voici encore deux questions de droit dont la solution, en France et en Angleterre, est conforme à deux théories adoptées par le Khalife Abou Bakr et le Khalife Omar. Il s'agit des fautes commises par les agents de l'Etat pendant l'exercice de leurs fonctions.

Le Khalife Abou Bakr ne punissait pas ses agents des fautes par eux commises à l'occasion et pendant l'exercice de leurs fonctions. Il se contentait de réparer, des deniers de l'Etat, le préjudice subi par la victime. Aussi, quand son lieutenant Khaled Ibn-el-Walid a tué, par accident, Ibn Nouera, le Khalife ne l'a pas puni et s'est contenté de payer le prix du sang de la victime des deniers de l'Etat.

Par contre, le Khalife Omar tenait ses agents responsables, parce que, dit-il, ils ont outrepassé leurs droits pendant qu'ils exerçaient leurs fonctions et en outrepassant les limites de leurs fonctions, ils ont agi sous leur responsabilité personnelle. Ces deux doctrines sont admises et appliquées en Europe : la première en France, la deuxième en Angleterre.

J'admets qu'en pratique on se heurterait à une grande difficulté : celle de pouvoir consulter aisément les ouvrages du droit musulman.

Je sais parfaitement bien que ces ouvrages ne sont pas écrits d'après une méthode claire et facile, mais je répondrai que devant une pareille difficulté, on ne doit pas abandonner ce précieux monument d'une législation très riche laissée par nos ancêtres. Ces ouvrages ont été écrits selon une méthode et d'après une conception admises et agréées en ce temps-là. Et si les générations postérieures n'y ont apporté aucune modification, c'est parce que ce trésor, de législation et de jurisprudence, a été mis à l'écart, autrement les hommes de loi auraient pensé à les classer, à les codifier et à les rendre à la portée de tout le monde. N'a-t-on pas dit que la fonction crée l'organe ?

Nous avons comme preuve la "Medjallah". Lorsque, en Turquie, on a voulu codifier le droit musulman, on a créé un Code à l'instar des Codes européens modernes et ce Code a été annoté, et en Egypte, bien que cette "Medjallah" n'a pas été appliquée, feu Kadri Pacha a élaboré un Code du droit musulman avec les renvois aux livres de droit dans lesquels il a puisé les différentes dispositions. Et si le droit musulman venait un jour à être adopté et appliqué en Egypte, nous pourrions espérer voir le jour où le droit musulman sera mis à la portée de tout le monde.

A côté de cette objection tirée de la difficulté de consulter les ouvrages de droit musulman, on pourrait également objecter qu'il serait difficile d'appliquer la loi musulmane elle-même telle qu'elle a été faite il y a treize siècles.

Comme exemple on pourrait dire qu'en matière repressive les peines édictées par le droit musulman ne sont pas compatibles ni avec la conception du droit moderne ni avec l'évolution sociale de notre temps.

A cette objection, je répondrais par le mot célèbre de Aïcha, l'épouse de notre Prophète, qui avait dit : "En cas de doute, abstenez-vous. Ne condamnez le musulman que si vous ne pouvez faire autrement. Il serait préférable d'acquitter un coupable, que de condamner un innocent."

Le Khalife Omar, un de nos grands législateurs, n'a-t-il pas dit, lui aussi, que le doute profite à l'accusé et qu'il serait préférable de se baser sur le doute pour acquitter, que de se baser sur le doute pour condamner ?

En droit musulman, l'esprit qui préside dans toutes les matières repressives, est un esprit d'intimidation plutôt qu'un esprit d'exécution.

Le législateur musulman a mis des conditions rigoureuses qui rendent l'application de la peine assez difficile et même dans le cas où ces conditions sont remplies, le législateur n'a pas manqué d'ouvrir des issues au juge pour s'en esquiver. Je veux parler de la théorie du doute. Notre Prophète essayait toujours d'ouvrir la porte à l'accusé, qui avoue son crime, pour lui donner la chance d'échapper à l'application de la peine. Or, en rendant difficile la preuve et en rendant facile le moyen d'échapper à la peine, je ne crois pas que les peines rigoureuses édictées par la loi musulmane et appliquées en fait, aient été nombreuses, car, les peines ont été édictées plutôt dans l'intention d'intimider les gens et de prévenir le mal. On me rapporte que dans les lois anglaises qui sont réputées être parmi les meilleures lois européennes, il se trouve des dispositions législatives très anciennes qui ne sont appliquées qu'exceptionnellement et en cas de nécessité absolue.

Un des Conseillers de la Cour m'avait dit que les législations modernes tendent en matière repressive à ne pas obliger le juge à fixer la durée de l'emprisonnement ou de la détention.

Abu Youssouf, un des disciples d'Abou Hanifa, a dit la même chose en parlant des peines à appliquer aux coups et blessures qui ne sont pas passibles de la peine de mort : le coupable sera condamné à payer les dommages-intérêts dus à la victime et sera mis en prison jusqu'à son amendement. Le juge ne fixera pas la durée de l'emprisonnement. Il la laisse indéterminée jusqu'au jour où le condamné ait fait preuve des meilleurs sentiments en manifestant son repentir. Or, d'après les jurisconsultes musulmans, ce repentir se manifeste par l'éclosion de meilleure sentiments du coupable.

Autre exemple :

Le Khalife Omar avait puni un homme qui avait la manie de troubler l'ordre social, en l'exilant à El-Koufa. Il a ordonné également aux habitants d'El-Koufa de ne pas l'approcher et de ne pas lui parler. Cet homme est resté sous le coup de cette punition sans pouvoir causer avec qui que ce soit jusqu'à ce qu'il ait fait amende honorable. Le gouverneur de la ville ayant écrit au Khalife Omar que le condamné s'est amendé, le Khalife l'a gracié.

On trouve également dans la justice musulmane ancienne des cas qui ressemblent beaucoup à ce qui se passe actuellement en Angleterre et en Amérique. Nous lisons de temps en temps qu'un juge Anglais ou Américain ait condamné une personne à ne pas monter à bicyclette; à une autre, à se fixer dans une ville sans pouvoir la quitter; à une troisième, à ne pas faire telle ou telle chose. Or, le Khalife Omar jugeait de même il y a mille trois cent cinquante ans. N'a-t-il pas ordonné aux habitants d'El-Koufa à ne pas parler avec un condamné? N'a-t-il pas ordonné de raser les cheveux de la tête d'un jeune homme qui paraissait dans les rues dans un état indécent, blessant la pudeur?

Un jour il a surpris un mendiant qui portait sur lui une quantité de provisions plus que suffisantes pour lui. Il lui a enlevé l'excédant et l'a donné à d'autres plus nécessiteux.

On trouve dans les livres de droit musulman une foule de cas analogues dans lesquelles on ne fixait pas au juge un temps déterminant la peine à appliquer. On a laissé au juge un pouvoir discrétionnaire pour déterminer la durée de la peine suivant les nécessités de la défense sociale et le rang social du coupable.

Bien que je préconise l'idée de restreindre le pouvoir du juge en établissant le genre de chaque peine à appliquer à chaque délit, j'aimerais cependant établir des règles qui donneraient au juge une certaine latitude dans l'application des peines en s'inspirant des circonstances de chaque cause. Il ne faut pas que le juge fasse fonction d'une machine. Il faut le laisser libre de choisir la peine qui convient au coupable en s'inspirant des règles de l'équité et des nécessités de la défense sociale.

Du temps du Grand Mohamed Aly, le Sultan envoyait tous les ans en Egypte un Cadi qui l'y représentait pour rendre en son nom la justice. La Turquie, en ce temps, appliquait en général le droit musulman et le Cadi que déléguait le Sultan appliquait lui aussi en Egypte le même droit. Mais Mohamed Aly chercha à se détacher de la Turquie et à acheminer l'Egypte vers l'indépendance.

Et bien que la Turquie ait codifié le droit musulman dans sa "Medjallah," l'Egypte a refusé d'appliquer les dispositions de la "Medjallah"; bien plus, sous le règne d'Ismail, l'Egypte créa de nouveaux Codes Egyptiens inspirés des Codes étrangers.

En ce temps les juridictions principales étaient les Mehkémehs qui appliquaient le droit musulman, et, les Meglis, créés aux côtés

des Mehkémehs qui appliquaient également le droit musulman, fauto de Codes spéciaux.

Les Mehkémehs connaissaient de toutes les affaires Charéi, même des crimes passibles de la peine de mort. Et ce n'est qu'en 1883 que l'Egypte institua les nouveaux Tribunaux Indigènes avec mission d'appliquer des Codes copiés sur les Codes européens ; ce sont ces Codes que le Gouvernement actuel cherche à les remplacer par d'autres plus modernes.

Comme vous voyez, par un trait de plume, toute l'organisation judiciaire ancienne a été supprimée et, par un trait de plume également, toute la législation ancienne qui a fait ses preuves pendant treize siècles a été détruite.

Les Codes égyptiens qui ont remplacé le droit musulman durent depuis cinquante ou soixante ans, et, ce cours laps de temps a suffi pour démontrer qu'ils ne sont pas compatibles avec les mœurs, les habitudes, les us et les coutumes du pays.

Le Gouvernement eu proposant de créer de nouveaux Codes n'a pas engagé les membres de la Commission a prendre comme directive de leurs travaux une base législative quelconque, il leur a donné carte blanche.

Nous avons devant nous une législation musulmane qui a fait ses preuves pendant treize siècles. Pourquoi ne pas la prendre pour base de la refonte des Codes ?

Le Code Pénal peut être élaboré sans restriction aucune. Et pour le faire, le législateur égyptien peut s'inspirer des idées modernes. La loi musulmane ne l'en empêche pas, au contraire, elle laisse aux Souverains la faculté d'édicter les dispositions et les sanctions qu'il leur plaira.

Les Codes de Procédure, civile et criminelle, comme leur nom l'indique, contiennent des règles de procédure sur lesquelles on peut légiférer comme bon leur semblera.

Reste le Code Civil. On peut sans heurt l'élaborer en s'inspirant des préceptes du droit musulman. Une foule de raisons me pousse à faire cette suggestion.

(1) D'abord le sentiment patriotique. Planter des idées étrangères dans un pays, c'est le façonner à la façon du pays, auquel on emprunte ses lois. Or, tout pays doit avoir son cachet national. Sa loi doit s'inspirer de ses croyances, de ses mœurs, de ses habitudes, de ses coutumes et de ses aspirations. C'est l'ensemble de

tout cela qui donne au peuple son individualité propre. Or, vous savez que nos Codes de 1883 ont été copiés sur les Codes Français et voilà qu'après cinquante ou soixante ans, tous nos hommes de loi ont constaté que ces Codes ne répondaient nullement aux besoins et à l'état social du pays. Pourquoi citer Dalloz, Garsonnet, Baudry et autres auteurs étrangers, et ne pas citer Chaféi, Ansary, Kamal et autres ?

N'avons-nous pas ce recueil du "medjallah" élaboré en 1286, c'est-à-dire il y a soixante huit ans, d'après le rite Hanefite ? Au fur et à mesure de l'évolution sociale, on y a introduit des dispositions conformes aux idées modernes, à tel point qu'en 1340 on y a introduit de nouvelles dispositions validant l'achat et la vente par téléphone et par télégraphe, et on a trouvé dans le droit musulman des dispositions qui appuient ces manières de voir.

(2) Dans le discours prononcé devant les Moudirs, S.E. Aly Maher Pacha ne les a-t-il pas conviés à s'en tenir à la langue du pays, aux us et coutumes du pays, au sentiment national du pays et à ne pas négliger les préceptes de notre religion et les dispositions de notre loi musulmane ?

Et c'est cette trilogie : religion du pays, langue du pays, et coutumes du pays, qui forment l'esprit national du pays.

Lorsque nous façonnons notre législation à l'européenne nous façonnons en même temps nos magistrats à l'européenne : langue européenne, étude européenne, conception européenne, ouvrages européens, etc., etc., à tel point que, entre le texte arabe et le texte français de nos Codes, nous ne pouvons pas savoir lequel des deux est la traduction et lequel l'original. Tandis que notre Constitution proclame que la langue arabe est la langue officielle, nous lisons de temps à autre que quelques Tribunaux Indigènes rejettent le texte original arabe, pour s'en tenir uniquement à la traduction française, qui, d'après eux, est celle qui reflète plus exactement la pensée du législateur égyptien.

Comment opposer au fellah égyptien qui ne connaît pas un traitre mot de français, le texte français et lui dire que le texte arabe n'a aucune valeur, lui qui ne comprend que l'arabe seul ?

(3) En revenant au droit musulman et en le prenant comme base de notre législation, nous pourrions infuser un sang nouveau dans les veines de notre jeunesse. Et ceci les aidera à agrandir, par leur effort intellectuel, l'héritage glorieux de leurs ancêtres.

Ceci créera parmi nous un esprit d'indépendance législative et nous affranchira d'un asservissement législatif de l'Europe.

(4) Cet esprit d'indépendance marchera de pair avec notre évolution politique et sociale.

Nous chercherons à nous affranchir d'une occupation étrangère. Or, en supplantant notre législation originaire par une législation étrangère nous ajoutons à l'occupation étrangère, une autre occupation intellectuelle.

Je vous ai bien dit que la législation de chaque pays constitue un élément de son indépendance. Or, prêcher des idées d'indépendance et emprunter en même temps une législation étrangère, c'est tout comme celui qui fait une propagande en faveur d'une cotonnade nationale et achète et consomme en même temps une cotonnade étrangère. Ce sont là choses incompatibles.

(5) Cette raison a sa valeur. L'Egypte est en ce moment à la tête de tous les pays d'Orient. Les autres peuples nous suivent et nous plagient: instruction, organisation, presse, vie sociale, enseignement. Tous nos amis d'Orient suivent de près notre mouvement politique, social et intellectuel et s'y intéressent. Si donc nous créons une législation essentiellement égyptienne, les autres pourront copier notre législation et s'inspirer de nos lois, de nos idées, de nos mœurs, et, le temps aidant, on pourra créer entre tous les peuples d'Orient un esprit d'harmonie qui portera ses fruits.

(6). Ajoutez à cela que la justice en Egypte puise ses principes dans deux sources différentes: le droit musulman et le droit moderne. Or, l'esprit des deux lois n'est pas le même. Il est de l'intérêt de toute législation d'être le reflet d'un même esprit. Cette unité d'esprit créera l'unité de la justice.

(7) L'intérêt d'un pays veut qu'une législation s'inspire de l'histoire du peuple, de sa conception de la vie. Or, comment importer d'un pays étranger une législation qui a été faite par ce peuple étranger et l'appliquer à un pays qui lui est différent par sa religion, ses habitudes, ses coutumes, etc., etc.?

(8) Il faut que le peuple ait la conviction intime que la législation qu'on veut lui appliquer est bien celle qui convient à ses croyances et à ses habitudes. Celui qui la crée doit avoir le sentiment que ce peuple l'acceptera de bon cœur et la suivra sans

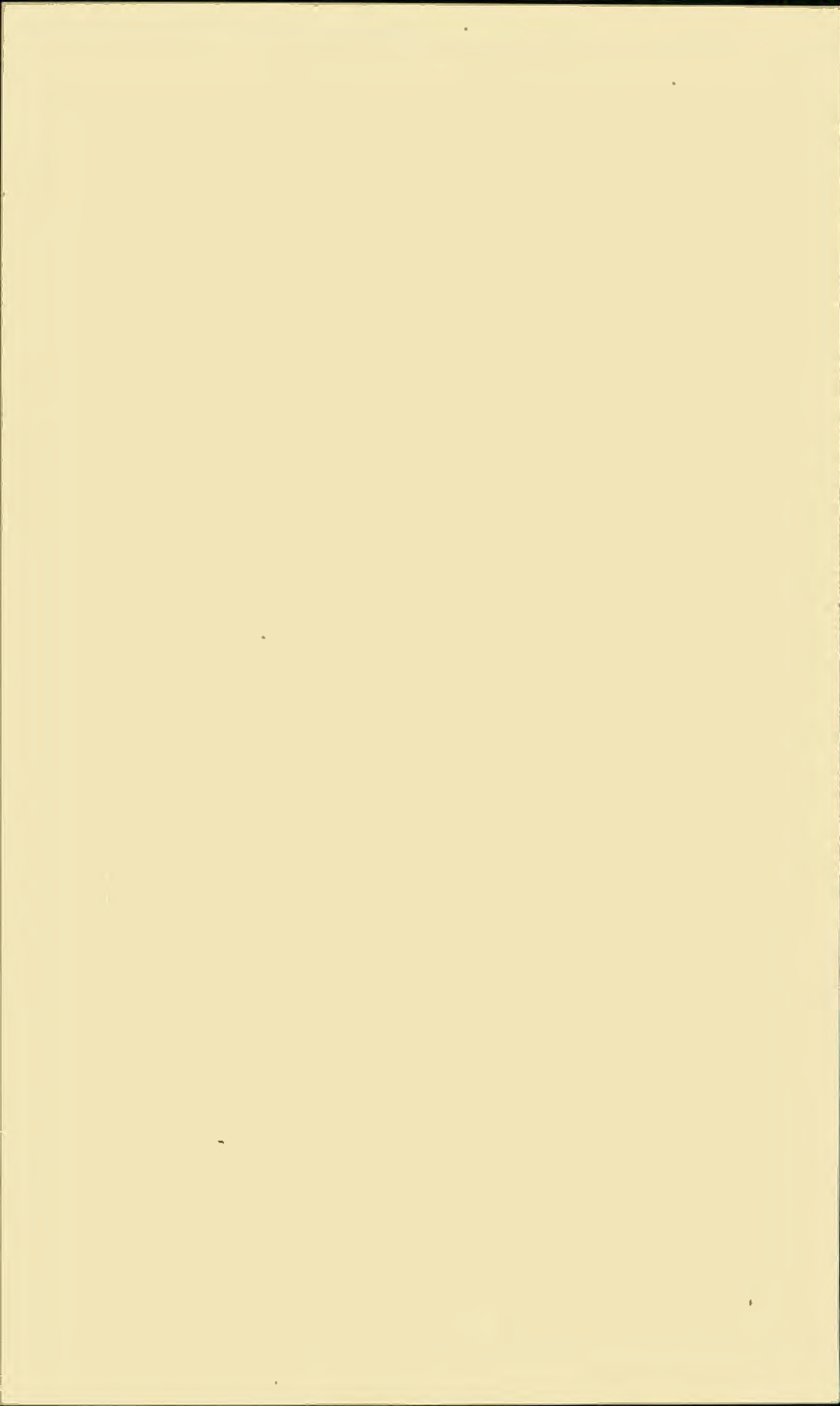
contrainte. Or, il n'y a que le droit musulman qui puisse nous inspirer un pareil sentiment. Une législation égyptienne inspirée de la loi musulmane serait agréée de bon cœur par tous les égyptiens.

Je ne suggère pas d'appliquer la loi musulmane dans toute son intégralité et dans toute sa rigueur. Il suffit de prendre pour base les règles générales, sauf au Gouvernement d'y ajouter les dispositions qu'il croira conformes à l'état social du pays.

Le Coran et le Hadiths nous commandent d'obéir à notre Souverain. Or, le Souverain peut compléter une législation basée sur le droit musulman par des dispositions modernes complémentaires.

(9) Créer une nouvelle législation musulmane aura également un autre avantage; c'est celui de mettre en valeur le trésor de notre science juridique qui depuis quelques siècles est négligé.

Je termine en suggérant de donner à la nouvelle législation égyptienne et aux nouveaux Codes Egyptiens inspirés par le droit musulman, le nom glorieux de FOUAD. A l'instar du Code NAPOLEON, nous aurons notre Code FOUAD.



بأيّ شرع نَحْكُم؟

إِنَّ الْحُكْمَ إِلَّا لِلَّهِ ، يَقُصُّ الْحَقَّ وَهُوَ خَيْرُ الْفَاصِلِينَ

[قرآن كريم]

الدعوة الى اتخاذ شريعة البلاد أساسا للتقنين فيها

بسم الله الرحمن الرحيم

أيها السادة

١ - موضوع الليلة موضوع عظيم الخطر جليل الأثر، حسبه أن يتناول حياة هذا البلد من جهة تشريعه ومن جهة قضائه من حيث حاضره وماضيه ومستقبله ، والدعوة التي أتقدم الليلة بإذاعتها دعوة من صميم الوطنية المصرية ، إن سمعتموها من شيخ ، فإن طيلسانه لا يغطى في الدلالة على وطنية دعوته جنانه ولا بيانه . ولئن كانت عالقة بقلبي من شغاف الهوى ، عالقة بفكرى من تفاريق الصبا ، غالبية على لساني في جميع أزمانى ، فأنما استشارنى للجهر بها في هذا الحشد ، ما يثير اليوم كل وطنى مستنير من تحرك البلاد كلها الى العزم على أن تبلغ المثل الأعلى في حياتها . وإذ يجاهد أولو الأمر وأرباب الرأى في تشييد بناء الوطن على أساس راس لبناء راقٍ ، فقد وجب على البقية من أصحاب البناء أن يعاونوا في بقية جوانبه وفي إعداد ما يشمخ به ويعلو حتى تتساند الجدران من جهاتها في الارتفاع الى علوها ، وتتساوى نواحيه في الإشادة بها ، فلا يتم هؤلاء ما كلفوا به حتى يكون الآخرون قد قابلوه بالتام في البنيان ويلتقى العاملون في نواحي المجد الوطنى وهم يستظلون جميعا بسقيفته التي قد اشتركوا معا في رفعها وإطلال مصر بظلالها .

(١) نص المحاضرة التي ألقاها حضرة صاحب الفضيلة الشيخ محمد سليمان نائب المحكمة الشرعية العليا في قاعة المحاضرات بدار الجمعية الملكية للاقتصاد السياسى والاحصاء والتشريع مساء يوم الثلاثاء .

٨ المحرم سنة ١٣٥٥ هـ - الموافق ٣١ مارس سنة ١٩٣٦

٢ — وإني لسعيد، أيها السادة، أن ألقى من هذه الجمعية رحابة رحاب وكرامة صحاب، وخاصة من جناب مديرها الذي حقق لي معنى اسمها وهي ما أقيمت إلا لخدمة العدل وتشريع سبل الوصول إليه من أقصر سبيل .

العدل الإلهي

أساليب الشعوب في إدراكه

٣ — والعدل أيها السادة لا لون له ولا وطن خاص يستقر به ولا رأى معيناً يتحتم فيه ، بل هو الطلبة التي ينشدها بنو العدل وتفهمها الطوائف الإنسانية كالمقولة بالتشكيك عند المناطقة، فهي معنى عام يتشكل بالرضا لكل شعب يفهمه بوجهة نظره حسبما تكونت آلات فهمه ، ولا يرضى بغير ما يفهمه منه على طريقة فهمه له ، بحيث إن هذا المعنى الإلهي العام يتراضى به عباد الله جميعاً على الوجه الذي يتراءونه منه ولا يرضون بغير ما يرونه منه بديلاً ، على أن المعنى العام في جميع الوجوه والمرأى لا يزال هو معنى العدل المطلق الذي لا يتلون بحال ، وهو نتيجة لازمة للقطرة الإنسانية التي يحس أفرادها بمقتضى القانون الطبيعي فيهم هذا العدل الإلهي .

٤ — فان تعاطفت الأمم جميعاً برحم هذا العدل فانما هو بعاطفة العدل المشترك ، في حين يبقى لكل شعب من هذا المطلق العام ما يكمله عند الشعب الخاص بما يلحظه منه على وجه الخصوصية والامتياز ، وهذه هي الناحية التي تتفرد كل أمة من أمم الدنيا بملحظها من العدل ومطلبها منه . فان بدا لمتتبع العدل في جميع أطواره ظاهرة اشتراك الأمم جميعاً في إدراكها العدل وتشريعها للحصول عليه شرائع قد تتشابه في نتائجها، فانما هي ظاهرة طبيعية نتيجة الاشتراك في الحلقة الآدمية .

٥ — ومع جلال هذه الظاهرة العامة فان كل مشرع في أمة لا يمكنه أن يغفل ناحيتها الخاصة من جهة إدراكها وفهمها وطريقة فهمها لتحقيق هذا المعنى العام حتى يشرع لها على مقتضى ذوقها الخاص ما تصل به الى نتيجة المجتمع التي يتلاقى عند مشرعها جميع الشرائع والأمم .

النظر الى أحوال
كل أمة في
التشريع لها

٦ - ولهذا كان النظر الى احوال الزمان والمكان والبيئة والعادات والتقاليد وجميع مكونات الأمة التي يشرع لها ملحظاً مشرعياً دائماً ، إذ بهذه الملاحظة في التشريع يسهل على الأمة كل السهولة أن تدرك من طريقها الخاص معنى العدل وتحقيقه بلا تعسف ولا اضطراب بين طبيعتها وطبيعته ، وبهذا التلاؤم بين الطبيعتين يتحقق المراد لها من عدل الله في أرضه وتنعم به على أفضل وجوهه ، وما دامت كل أمة لا يحلوها إلا طريقها فمن العبث العام بالعدل ونعمة العدل الاعتساف بأمة وحملها على الوصول إليه أن تسلك له سبيلاً غير سبيلها كما يقول الشاعر :

خذنا بطن هرشي^(١) أوقفها فانه كلا جانبي هرشي لهن طريق

٧ - وفي إدراك المشرعين سر هذا التلاؤم سر نجاح التشريع دائماً وفي تغافلهم عنه أوفى إرادتهم قسره سبب الفشل الحقيقي لكل تشريع مهما كان صالحاً ، وما دام الله قد خلقنا شعوباً وقبائل ، وخالف في خلقنا ألسنة وألواناً وأمكنة وأزماناً ، فانه جلت حكمته قد جعل لكل طور حكماً ، ولكل أمة حالة ، وهذه سنة الله في خلقه ولن تجد لسنة الله تبديلاً ولن تجد لسنة الله تحويلاً .

التعصب والصلابة

٨ - وعلى هذا الأساس أدخل في موضوعي راجياً من كرمكم العفو عما قد يظهر من قصور أو تقصير ، فان قولي ولا شك ناتج من تفكير خاص بمقتضى تربيتي وما تعودت أن أنظر به الى هذا العدل العام من منظار خاص .

(١) نية قرب الخُفّة ميقات أهل الشام للآحرام .

غير أنى أطرح أمام موضوعى كلمة لفقهاؤنا فى التفريق بين التعصب والصلابة . فقد سئل (نحر الإسلام) عن التعصب فقال: الصلابة فى المذهب واجبة ، والتعصب لا يجوز ، والصلابة أن يعمل بما هو مذهبه ويراه حقاً وصواباً ، والتعصب السفاهة والحقفاء فى صاحب المذهب الآخر وما يرجع الى نقصه ولا يجوز ذلك فإن الأئمة كانوا فى طلبه ، وهم على الصواب (١ هـ - ج ٢ ص ٣٣٣ - تنقيح الحامدية) .

فأنا ، يا أيها السادة ، صلب فيما أعتقد حقاً وصواباً ولكن لا أتعصب على من عدائى ، فإن الجميع طلاب حق وعدالة ، وبهذا الروح أناشد رجال القانون أن يسمعوا لى وأن نتعاون جميعاً على أن نقصد الوصول بآمتنا إلى الحق من أقرب سبيل بما يلائمها ويسهل عليها ويتفق مع وجهة نظرها إلى العدالة وتحقيقها .

لمحات عن شريعة البلاد

٩ - وقبل الإبانة عن دعوتى أحب أن أسمعكم كلمة موجزة ذات لمحات وامضة عن شريعة البلاد المصرية التى اعتنقتها وسارت عليها فى بضعة عشر قرناً ، وكان لهذه الشريعة أكبر أثر فى تكوين الأمة إذ كان من حسن حظها أن تستق من دينها وأن تتعلق أحكامها بحباله حتى حسبت فروعها من أصوله ، واشتبكت أغصانها بقلوب بنينا فنمت شجرة الشريعة على ممر القرون تسقى بماء الدين ، وتتفياً الأمة بظلالها على أنها شجرة الجنة واليقين ، وهى لمحات من وجهات متعددة ، لا أستطيع أن أفيها حقها فى مقامى هذا ولكن التيمع قد يغنى عن الوضوء .

نظرها الى العدل والظلم

العدل والظلم في
نظر الشريعة

١٠ — نظرة الشريعة إلى العدالة نظرة اجتماعية صرف . فثلث القرآن الكريم في قص أخبار القرون الأولى وسبب هلاكهم وبيان أنه سبب واحد متكرر ، هو الظلم . ففي سورة هود مثلا حكايات قوم نوح وعاد وثمود وقوم لوط وأصحاب مدين وفرعون وذكر مفاسدتهم ومخالفاتهم ومعاصيهم وابتغائهم الحياة عوجا ، ثم إهلاكهم وأنواع عذابهم . ولما فرغ من قصصهم ختمها بهذه الآية المبدعة ”ذَلِكَ مِنْ أَنْبَاءِ الْقُرَى نَقُصُّهُ عَلَيْكَ مِنْهَا قَائِمٌ وَحَصِيدٌ * وَمَا ظَلَمْنَاهُمْ وَلَكِنْ ظَلَمُوا أَنْفُسَهُمْ“ إلى أن يقول ”وَكَذَلِكَ أَخْذُ رَبِّكَ إِذَا أَخَذَ الْقُرَى وَهِيَ ظَالِمَةٌ إِنَّ أَخْذَهُ أَلِيمٌ شَدِيدٌ“.

١١ — ثم يصف الدولة الناجحة بصفات العدل ، ويجعل العدل قرينا للإيمان . وهذا وصفه مثلا للدولة التي يدافع عنها في قوله تعالى : ”إِنَّ اللَّهَ يُدَافِعُ عَنِ الَّذِينَ آمَنُوا إِنَّ اللَّهَ لَا يُحِبُّ كُلَّ خَوَّانٍ كَفُورٍ“ إلى أن يقول : ”وَلَيَنْصُرَنَّ اللَّهُ مَنْ يَنْصُرُهُ إِنَّ اللَّهَ لَقَوِيٌّ عَزِيزٌ . الَّذِينَ إِنْ مَكَّاهُمْ فِي الْأَرْضِ أَقَامُوا الصَّلَاةَ ، وَآتَوُا الزَّكَاةَ ، وَأَمَرُوا بِالْمَعْرُوفِ ، وَنَهَوْا عَنِ الْمُنْكَرِ ، وَلِلَّهِ عَاقِبَةُ الْأُمُورِ“ وفي آية أخرى : ”إِنَّمَا يَتَذَكَّرُ أُولُو الْأَلْبَابِ الَّذِينَ يُوفُونَ بِعَهْدِ اللَّهِ وَلَا يَنْقُضُونَ الْمِيثَاقَ وَالَّذِينَ يَصِلُونَ مَا أَمَرَ اللَّهُ بِهِ أَنْ يُوصَلَ وَيَخْشَوْنَ رَبَّهُمْ وَيَخَافُونَ سُوءَ الْحِسَابِ . وَالَّذِينَ صَبَرُوا ابْتِغَاءَ وَجْهِ رَبِّهِمْ وَأَقَامُوا الصَّلَاةَ وَأَنْفَقُوا مِمَّا رَزَقْنَاهُمْ سِرًّا وَعَلَانِيَةً يَدْرَعُونَ بِالْحَسَنَةِ السَّيِّئَةِ أُولَئِكَ لَهُمْ عُقْبَى الدَّارِ“

١٢ — فالآية الأولى بينت أوصاف الدولة التي يدافع الله عنها من إقامة الصلاة لتطهير النفس، وإيتاء الزكاة لمعونة المجتمع، والأمر بالعدل، والنهي عن الظلم. والآية الثانية وهى آية ضمان سعادة الدار ترون فيها أحكام المعاملات من الوفاء بالعهد والقيام على الميثاق ممزوجة بالإيمان بالله وخشيته والخوف من اليوم الآخر، وبالعبادة من إقامة الصلاة وصلوة ما أمر الله به، وبالنخير الاجتماعى من الإنفاق مما رزق الله ورد الحسنة بالسيئة.

شريعة البلاد
وحدة

وهكذا تقوم شريعة البلاد وحدة واحدة لا فرق فيها بين ما يعبرون عنه الآن (بالقانون والأخلاق) وما يعبر الفقهاء عنه فيما مضى (بالقضاء والديانة) وهى وحدة قضى مترطها بعدله أن يجعلها سننه فى بقاء هذا المجتمع لا فرق فى تطبيقها على بنه بين مسلم وغير مسلم حتى قال تعالى فى نفاذها على العموم :
”سُنَّةَ اللَّهِ فِي الَّذِينَ خَلَوْا مِنْ قَبْلُ وَلَنْ تَجِدَ لِسُنَّةِ اللَّهِ تَبْدِيلًا وَلَنْ تَجِدَ لِسُنَّةِ اللَّهِ تَحْوِيلًا“.

١٣ — وقد مضى الفقهاء على اعتبار العدل والظلم سببين مستقلين للعمار والدمار حتى قال ابن تيمية فى رسالة المظالم المشتركة : العدل واجب لكل أحد على كل أحد فى جميع الأحوال. والظلم لا يباح بحال حتى إن الله تعالى قد أوجب على المؤمنين أن يعدلوا على أعدائهم فى قوله تعالى : ”كونوا قَوَّامِينَ لِلَّهِ شُهَدَاءَ بِالْقِسْطِ وَلَا يَجْرِمَنَّكُمْ شَنَاَنُ قَوْمٍ عَلَىٰ أَلَّا تَعْدِلُوا، أَعْدِلُوا هُوَ أَقْرَبُ لِلتَّقْوَىٰ“ قال : والمؤمنون كانوا يعادون من عادوهم بأمر الله فقال لهم لا يحملكم بفضمكم للأعداء على ألا تعدلوا عليهم ، بل اعدلوا عليهم فإنه أقرب للتقوى .

وقال فى رسالة الحسبة : أم والناس تستقيم مع العدل الذى فيه الاشتراك فى أنواع الإثم أكثر مما تستقيم مع الظلم وإن لم تشترك فى إثم ، ولهذا قيل :

إن الله يقيم الدولة العادلة وإن كانت كافرة ، ولا يقيم الدولة الظالمة وإن كانت مسلمة . ويقال : الدنيا تدوم مع العدل والكفر ، ولا تدوم مع الظلم والإسلام ، وذلك أن العدل نظام كل شيء فإذا أقيم أمر الدنيا بعدل قامت وإن لم يكن لصاحبها في الآخرة من خلاق ، ومتى لم تقم بعدل لم تقم وإن كان لصاحبها من الإيمان ما يجزى به في الآخرة اه .

وفي كتاب الفخرى أن (هولاكو) لما فتح بغداد أمر أن يستفتى العلماء أيما أفضل ؟ السلطان الكافر العادل ، أو السلطان المسلم الجائر ؟ فجمعوا لذلك بالمدرسة المستنصرية ، وكان على بن طاووس حاضرا وهو المقدم المحترم فتناول الفتيا ووضع خطه فيها بتفضيل العادل الكافر على المسلم الجائر ، ووضع العلماء خطوطهم بعده على ذلك (ص ١٢) .

أمة الحق

١٤ — وهذه النظرة العالية الى العدالة في الشريعة سببها تقديس صاحب الشريعة لها وتعظيمه الحق حتى لا يقدر إلا أمة الحق ، وحتى جعل نفسه هو القدوة العليا في أداء الحق ، وحث أتباعه على أن يكونوا مع صاحب الحق . ففي كتاب "الترغيب والترهيب" للعالم المحدث المنذرى المصرى حديث تقديس الحق رواه من طرق متعددة مجموعها يدل على أن أعرابيا جاء يتقاضى النبي صلى الله عليه وسلم ديننا كان عليه واشتد في الطلب وأبى أن يخرج حتى يقضيه ، فتدخل أصحابه وقالوا : ويحك تدرى من تكلم ؟ فقال إني أطلب حتى ، فاتهرم النبي عليه السلام وقال : هلا مع صاحب الحق كنتم ؟ ثم أرسل الى خولة بنت قيس يقرض منها تمرا يسد به دينه للأعرابي فأبى أن يقبله وقال : إنه دون عمرى ، فقيل له : أترد على رسول الله ؟ قال نعم ومن أحق بالعدل من رسول الله ؟ فاحتلت عيناه صلى الله

عليه وسلم بدموعه وقال : صدقت ، ومن أحق بالعدل مني ؟ ثم أرضى الأعرابي حتى قال له : أوفيت أوفى الله لك ، فقال المصطفى : لا قدس الله أمة لا يأخذ ضعيفها حقه من شديدها ولا يتعته .

١٥ — وهكذا في جميع أحواله صلى الله عليه وسلم كان يأمر بالعدل ويأخذ للعدل من نفسه حتى دعا أصحابه إلى الاقتصاص منه لمن كان له عنده قود ، فقام رجل وقال إنك أصبتني بخضرة على جدي وأنت تسوى الصف ، فقدم له جسده الشريف ليقتص منه .

الذي عليه السلام
يدعو إلى
الاقتصاص
من نفسه

وفي الحديث القدسي : يا عبادي إني حرمت الظلم على نفسي وجعلته بينكم محرما فلا تظالموا . رواه مسلم والترمذي وابن ماجة . ولهذا الإعظام لجرمة الظلم أبي على الظالم أن يقبل منه الشهادة التي هي أصل الإيمان ، ولعن الظالم من الأحكام كما رواه أحمد وأبو يعلى والطبراني والبخاري عنه صلى الله عليه وسلم : إن للأمرء على الرعية حقا مثل حقه على أمتة ما فعلوا ثلاثا : إن استرحموا رحموا ، وإن عاهدوا وفوا وإن حكوا عدلوا ، فمن لم يفعل ذلك منهم فعليه لعنة الله والملائكة والناس أجمعين لا يقبل منه صرف ولا عدل .

وروى الطبراني في الأوسط عن صاحب الشريعة : ثلاثة لا يقبل الله لهم شهادة ألا إله إلا الله . وذكر منهم الإمام الجائر . وروى عنه . (صنفان من أمتي لن تنالها شفاعتي : إمام ظلوم غشوم ، وكل غال مارق) . ومن هنا لا تعجبوا من حكم الفقيه أبي منصور وقد نقله ابن عابدين عن التبرخانية ، فقد أفتى أن من قال للسلطان الذي بعض أفعاله ظلم : عادل ، فهو كافر .

١٦ — وهذا أيها السادة أقوى ما قررته شريعة في تقديس العدل وتحريم الظلم ، وقد درج أتباعها على التمسك بهذه النظرية كل التمسك ، فتجدون كتب التاريخ غاصة بتواصي أبناء هذه الأمة بالحق ، واحترام ملوكها للعدل

أمثلة من العدالة
الكاملة

حتى إن سيدنا علياً لما قاضاه اليهودى قال له عمر "قم يا أبا الحسن وساو خصمك وقضى قضاءه بينهما، ولا حظ عمر أن علياً تألم فسأله . فقال مامعناه : تألمت منك إذ كنتى ولم تكن خصمى فلم تسو بيننا " .

وهذه الظاهرة مشرقة المعان فى جميع أدوار التاريخ الإسلامى حتى فى عصور الظلام ، ولعلكم سمعتم كثيراً من أحاديث العدالة فى أيام الخلفاء الراشدين ، وكذلك ظل حديثها شهياً فى الدول التى تلتها وقد بلغوا بها الأوج حتى لاحظوا فيها ما يكاد صاحبه لا يلاحظه ، فان رجلاً ورد من أذربيجان يشكو لعمر ما لحقه من عامله فقال : أنظروا هل اخلاق له من ثوب أو تقطع له من حذاء ؟ فبلغ ذلك عشرين ديناراً ، فأمر بدفعها إليه ، وكذلك الحضرموتى الذى ورد على عمر بن عبد العزيز يشكو له الوليد وسليمان ابني عبد الملك فانه سأل : هل هلكت له راحلة أم نفذ له زاد أم تمزق له من حذاء ؟ فحسبوا ذلك فبلغ ثلاثين ديناراً دفعت إليه .

وكذلك صنع سيدنا عمر مع الشاكي لعدى بن أرطاه ، وقد سأله عما أنفق فى رحلته فقال له : تسألنى عن نفقتى وقد رددت على أرضا هى خير من مائة ألف ؟ قال : إنما ردها عليك حقك ، أخبرنى كم أنفقت ؟ قال لا أدرى . قال أخرج زوه . فاذا هو ستون درهما دفعت له وزاده عمر عليها من ماله (المحاسن للبيهقى ج ٢ ص ١٤٦) .

إلى أمثال ذلك من نوافل العدالة تضمخ بها التاريخ الإسلامى حتى بقيت دولته ما بقيت ، أخذها المشرعون فى تشريعهم ديناً فكان الحق دائماً مناط نظرهم . وقد اشتق الحق من اسم الحق لأنه هو المطلع على عباده فى آواصهم بالحق وتواصيهم بالصبر على أداء الحق . ومن هذه الركيزة (٢)

الدينية نشبت الشريعة في قلوب المؤمنين ولازمت حياتهم أجمعين . وعلى هذا الأساس كان القضاء الإسلامى هينا فى استخلاص الحق ورده على صاحبه مادام الدافع عليه متوثقا بآربطة القلوب .

نظرها التشريعى

١٧ — وعلى هذا الأساس العام كان النظر التشريعى فى أصل الإسلام ، فالدين وهو دين الفطرة راعت أحكامه سنة الفطرة ، وقد فطر المرء فى هذه الدنيا على حب الخير لنفسه ودفع الأذى عنها ، فهذا الأساس العام المملوء عيونا لا تنظر إلا اصالح البشر ستوغ لهذه الشريعة أن تتشابه مع الأزمنة والأمكنة وأن تتلوى مع الأعصار والأمصار بغية الوصول إلى مطلبها الوحيد ، وهو تقرير الصالح للمجتمع من إيصال حق أو دفع باطل . راعى الفقهاء لهذا فى التشريع أبوابا وسعت أمما ودولا ، وسارت أزمانا وأحقابا ، هى أبواب "المصالح المرسلـة" أى المصالح التى يقتضيها حال المجتمع وقت التقنين وقد أرسلت عن النص فلم يرد فيها حكم خاص من صاحب الشريعة الأول ، فوجب أن يكون حكمها إذ ذاك منطويا تحت الحكم العام الذى جاءت به الشريعة وهو حكم العدل الموصل للحق والدافع للأذى نظرا للصاحبة كما عرفها الخوارزمى فى قوله : "هى المحافظة على مقصود الشرع بدفع المفاسد عن الخلق" .

١٨ — قال النفراوى فى شرح الرسالة : إن المجتهد يجوز له أن يحدد أحكاما لم تكن معهودة فى زمن النبي ولا فى زمن الصحابة بقدر ما يحدثه الناس من الأمور الخارجة عن الشرع ولكنها لو وقعت فى زمن النبي أو فى زمن الصحابة لحكوا فيها بذلك ، نحو الحلف على المصحف أو التحليف

بالطلاق في حق من لم يبالي باليمين بالله، فإن سبب ذلك لم يعهد في زمن النبي ولا غيره من الصحابة ولو وقع في زمنهم لحكوا فيه بمثل ما ذكرنا . وهذه الأحكام المتجددة بتجدد أسبابها ليست خارجة عن الشرع بل هي منه ، لأن قواعد الشرع دلت على أن عدم وقوعها في زمن المصطفى وأصحابه لعدم حصول أسبابها ، وتأخير الحكم لتأخير سببه لا تقضى خروجه عن الشرع .

وقال الطهطاوى في شرح الدر : السياسة استصلاح الخلق وإرشادهم إلى الطريق المنجى ، وهي مقبولة إن كانت عادلة ، وأقوى أدلتها قول الفقهاء : إذا ضاق الأمر اتسع . واختلاف الزمان وكثرة الفساد فلذا قالوا : لو لم نجد إلا غير العدول أقننا أصلحهم للشهادة (ص ٤ : مخلوف) وعقب "معين الأحكام" على هذا فقال : ما أظن أنه يخالف أحد في هذا فان التكليف مشروط بالإمكان ، وإذا جاز نصب شهود فسقة لأجل عموم الفساد جاز التوسع في الأحكام السياسية لأجل كثرة فساد الزمان وأهله — ١٥ (ص ١٧٢) .

أصول الشريعة

١٩ — أيها السادة : أتدرون كم هي الأحكام التي وردت نصوصها في الكتاب والسنة ؟ إن ابن قيم الجوزية في كتابه أعلام الموقعين ، يقول إن عدد الآيات التي هي أصول الأحكام في القرآن مائة وعشرون آية ، مع أن آيات القرآن تزيد عن ستة آلاف آية ، وعدد الأحاديث التي هي أصول الأحكام خمسمائة حديث منتشرة في أربعة آلاف حديث .

فأصول الأحكام في هذه الشريعة من القرآن والسنة خمسون وستائة نصا هي أساس هذا التشريع الإسلامى الضخم الذى بقى إلى يومنا هذا يؤتى

منافعه لأبناء هذه الملة ، وإن مشرعا واحدا ، هو محمد بن الحسن استطاع بفقهه أن يخرج سبعة وعشرين ألف مسألة تشريعية ، وإن غيره من الفقهاء والمجتهدين ملأوا خزائن الكتب بنتائج عقولهم في التشريع مما لا يحصىه إلا الله ومما يصدق القائل لو ادعى أن كل مسألة تحدث لها حكم مسطر ، فإن هذا الفيض التشريعي الذي زحرت به عقول مشرعي هذه الأمة زاد حتى تجاوز إلى التشريع في المستحيلات العادية على فرض وقوعها .

٢٠ — ولا تصدقوا من قال لكم إن باب الاجتهاد أقفل ، فإن القائلين بالاجتهاد باق بهذا القوم لا يعنون إغلاق باب التشريع على الناس ، لأن طبقات المشرعين في كل عصر ظلوا يطبقون الأحكام على النوازل فقط انتقلوا بعد ما كانوا يستمدون أحكامهم من البحر الأعظم صاروا يستمدونها من روافد أصحاب المذاهب والفرق ويطبقونها في كل عصر على ما تقتضيه عادة أهل العصر حيث جعلوا العادة شريعة محكمة ، ونصوا على أن العرف له اعتبار في الشرع ، وبهذا المقياس هيئت أقوال في زمن من منازلها وارتفعت أقوال دونها إلى منازلها بحكم العادة وتغير الزمان . ومتتبع تاريخ التشريع الإسلامي يرى الآراء فيه كالأزياء تعلو وتهبط بحكم العادة والزمان .

٢١ — وقد ألف ابن عابدين رسالة في أحكام العادة سماها "نشر العرف في بناء بعض الأحكام على العرف" ساق بها أمثلة كثيرة جدا تغيرت الأحكام فيها بمقتضى الزمان ، ومنها أمثلة في المبيعات الربوية لا تنطبق على أحكامها الأولى وقد أجازها الفقهاء المتأخرون بحجة أن في إجازتها رفع الحرج عن الأمة عملا بالقاعدة القرآنية : (ما جعل عليكم في الدين من حرج) .

أمثلة على الأحكام المبنية على المصالح المرسلة
 ويطول في المقام لو نقلتها ولكن أنقل قضاء لسيدنا على يدل على
 مبلغ اعتماد الشرع لحكم المصالح المرسلة حتى في الحكم بالحبس المؤبد
 أو القتل .

(أ) فقد روى أن سيدنا عليا قضى في رجل فز من رجل يريد قتله
 فأمسكه له آخر حتى أدركه فقتله ، وبقر به رجل ينظر إليهما وهو
 يقدر على تخليصه لكن نظر إليه حتى قتله ، بأن يقتل القتاتل ،
 ويحبس المسك حتى يموت ، ويعاقب الناظر — لما رآه من
 المصلحة في تعليم الأمة أن يكون جميع أفرادها قوامين بالقسط .

ولما كان مدار هذا الحكم على تقدير المصلحة وكان مرسلًا
 عن النص فإن الامام مالكا رأى القصاص من المسك لا الحبس ،
 لأنه مباشر ومماليء على القتل فيقتص منه (٦٩ — الفكر السامي) .

(ب) ومثل هذا ما روى في الفتاوى الهندية ج ٦ ص ٦ قال أبو حنيفة
 في رجل قطر رجلا فطرحه قدام سبع فقتله ، يعزرو ويضرب ويحبس
 حتى يتوب . قال أبو يوسف : أما أنا فأرى أن يحبس أبدا حتى
 يموت . ولم يقل واحد منهما بالقصاص لأنهما يسيران على قاعدة
 فيه لا تنطبق هنا ، لكن هذا العمل لا يصح إعفاؤه نظرا للمصلحة
 فرأيا عقوبته ، واختلفا في تقديرها إذ لانص .

(ج) وكذلك أخذ بها في المال ، فإن عليا رضى الله عنه قضى في مولود
 ولد وله رأسان وصدران في حق واحد قليل له : أيورث ميراث
 اثنين أم ميراث واحد ؟ فقال : يترك حتى ينام ثم يصاح به ،
 فإن انتبها جميعا كان له ميراث واحد ، وإن انتبه واحد وبقي واحد ،
 كان له ميراث اثنين .

الرحمة في اختلاف الأئمة

أيها السادة

٢٢ — إن من رحمة الله على هذه الأمة اختلاف الأئمة وإن من فضل الله على الناس في هذا الاختلاف تكثير الطرق الموصلة للنجاة ، كما أن قلة الأصول في الحكم نعمة أخرى قصدها صاحب الشريعة حتى كان ينهى أصحابه أن يكثرُوا من سؤاله لتبقى الأشياء على أصلها وهو الحل والإباحة (ص ١٠٩ ج ١ — ابن عابدين) .

٢٣ — وهذه الأمة العظيمة على كثرة مشرعها ليس على إنسان فيها أن يأخذ بمذهب معين (٧٧ — ابن عابدين) .

لا يلزم الأخذ
بمذهب معين

٢٤ — ورؤساء مشرعها كانوا لا يرون غضاضة من هذا الخلاف ، بل إن أبا حنيفة كان يقول لأصحابه دائماً : إن توجه لكم دليل فقولوا به (٧٩ — ابن عابدين) .

٢٥ — ونظر أتباعه في أقواله وأقوال صاحبيه فقررُوا أن الفتوى على قوله في العبادات ، وعلى قول أبي يوسف في القضاء والشهادات ، وعلى قول محمد في ذوى الأرحام . إلى آخر ما هناك من التقارير الملحوظ فيها تجربة كل منهم ونفاذ ذهنه في استخراج الحق بالمرون والتجربة . فكان المشرع منهم لا يأنف إذا رأى المصلحة أن يرجع إليها . فأبو حنيفة كان يفضل الصدقة على حج التطوع ، فلما حجج ورأى مشقته عاد عن قوله هذا إلى تفضيل الأخير ، ولمحمد رأى في التجاسات عدل لما ذهب إلى "مرو" ورأى

بلوى الناس بها ، وأبو يوسف فى الأوقاف وزكاة الحضرات لما قابل مالكا بالمدينة وسمع منه عدل عن قوله إمامه إلى قوله وقال : رجعت إلى قولك أبا عبد الله ، ولو رأى صاحبي ما رأيت لرجع كما رجعت .

أصل مذهب
أبي حنيفة

٢٦ - وينقل أخونا الأستاذ الشيخ محمود عرنوس فى كتابه (تاريخ القضاء فى الإسلام) عن أصل مذهب أبي حنيفة ، أنه الأخذ بالثقة ، والفرار من القبيح ، والنظر فى معاملات الناس وما استقاموا عليه وصلاح عليه أمرهم (ص ٤١)

وكذلك أفتى محمد بن الحسن هرون الرشيد فى بنى تغلب وكان عمر قد صالحهم على ألا ينصروا أبناءهم فنصروهم ونقضوا الصلح فخلت دماؤهم . قال : ان عثمان وعلياً احتملاهم ، وجرت بذلك السنن ، فهذا صلح من الخلفاء بعده لا شئ يلحقك فيه ، فرجع الرشيد عن عزمه ، وأقر الفتوى - (ص ١٧٤ ج ٢ تاريخ بغداد) .

٢٧ - وأظهر الأمثال على هذا ، الإمام الشافعى إمام المذهب الشهير فانه لما انتقل من العراق إلى مصر عاد فأنشأ مذهبا جديدا ، وترك مذهبه الأول إلا بضعا وعشرين مسألة منه .

٢٨ - والمذاهب الالاقى استقرت بالأقطار الإسلامية تأقلم منها كل مذهب منها بإقليمه ، كما طبع هو إقليمه بأرائه . ويتراءى بذلك الأقطار والمذاهب ، كل قطر ومذهب متشابهان .

٢٩ - بل واقعات الأحداث لها أسواق وأزمنة . فحق المسيل مثلا ، ذكره شائع فى الشام ولا ذكر له فى مصر ، ووقف الكدك والكردار ومشة المسكة والتمارى والحكر أمور كانت شائعة عندنا فى الأوقاف قبل محمد على باشا والآن لا نسمعها ولم يبق منها قليلا إلا الحكر .

٣٠ — ومن هذا الباب — باب رعاية المصلحة — ولج كثير من القضاة

إلى الوصول لحق الناس حتى استخلصوه لهم من غاصبيهم بما يتفتح عنه أخذ القضاة
بالمصالح المرسلة ذكائهم ويقفهم عليه مرونهم . وأراني هنا مسوقا لذكر قضية تنسب اليوم
لقاض انجليزى مع أن صاحبها هو سيدنا على — وقصتها في كتاب "معين
الحكام" صحيفة ١٦٧ — أن رجلين من قریش دفعا الى قرشية مائة دينار
ودبعة ، وقالاهما لا تدفعها لواحد منا دون صاحبه ، فلبثا حولا وجاء
أحدهما وأخبرها أن صاحبه مات وطلب الدنانير فأبت ، فألح وتشفع وتلطف
حتى دفعتها ، فجاء الآخر بعد ذلك وطالبها بالدنانير فأخبرته بما كان من
صاحبه ، فترافعا الى سيدنا على ، فعلم أنهما قد مكرأ بها ، فقال له على : أليس
قد قلتما لها لا تدفعى الى واحد منا دون صاحبه ؟ قال بلى . قال فاذهب فجئ
بصاحبك حتى تدفعها إليك ، فذهب ولم يرجع .

٣١ — بل بهذا الباب قد عطل عمر الحدود في عام المجاعة وإن كان

تعطيل الحد في
أحوال مخصوصة

له سبب شرعى مقبول .

وقصة "أبى محجن" في حرب القادسية معروفة ، فانه لما أبلى بلاءه وكان
سعد بن أبى وقاص قد قيده في حد الشرب ، أبى أن يحده وقال : لا والله
لا أضرب اليوم رجلا أبلى الله المسلمين على يديه ما أبلى ، وخلى سبيله . وانظروا
نتيجة هذه السياسة ، فان أبى محجن قال : قد كنت أشربها حيث كان الحد
يقام على وأطهر منها ، وأما اليوم فوائته لا أشربها أبدا (ص ٢٧ الخراج) .

٣٢ — هذا ، أيها السادة ، كله محوط بحياط التشريع العام ، والمشرعون

أصلا الشريعة
الكتاب والسنّة

تشددوا ألا يخرق السور الشرعى بشذوذ ظاهر ما دامت سعة الميدان تكفى
لأحداث الزمان والمكان ، وما دام الأصل الأول لم يشدد فيه حتى يضيق
أن يحمل ما يحمل عليه .

٣٣ — وأصل الأمر في هذا حديث سيدنا معاذ فان النبي صلى الله عليه وسلم لما أرسله الى اليمن قال له : بم تقضى ؟ قال : بكتاب الله . قال : فان لم تجد ؟ قال : بسنة رسول الله . قال : فان لم تجد ؟ قال : أجتهد برأى . فأقره . قال صاحب كتاب الهداية : وعليه إجماع المسلمين (جزء ٥ ص ٤٥٣) .

فانظروا، أيها السادة، الى هذا الإطلاق الهام بعد التوثق من فهم المجتهد وعلمه فانه يكفيه هذان السراجان النيران ، وهما الكتاب والسنة ، للقضاء في كل ما يرد عليه ، وهما العمودان اللذان رفع عليهما علم الإسلام ، وهما الحدان اللذان يحدان أعمال أبناء هذه الشريعة فلا يقربوهما ولا يتعدوهما ، وبينهما الأمن والأمان والسلام والاطمئنان . وقد روى البخارى عنه صلى الله عليه وسلم : خلفت فيكم شيئين لن تضلوا بعدهما ، كتاب الله وسنتي (ص ٥٣١ جزء ١ — الجامع الصغير) .

٣٤ — غير أن الخليفين الأولين شرعا للتشريع طريقة اجتماعية لصالح الجماعة ، فقد روى ابن القيم في أعلامه (جزء ١ ص ٧٠) قال : كان أبو بكر إذا ورد عليه حكم نظر في كتاب الله ، فإن وجد فيه ما يقضى به قضى به ، وإن لم يجد نظر في سنة رسول الله فان أعياه ذلك سأل الناس : هل علمتم أن رسول الله صلى الله عليه وسلم قضى فيه بقضاء ؟ فرمما قام إليه القوم فيخبرونه ، فان لم يجد سنة سنّها النبي ، جمع رؤساء الناس فاستشارهم ، فاذا اجتمع رأيهم على شيء قضى به . وكان عمر يفعل ذلك فان أعياه أن يجد في الكتاب والسنة سأل عن عمل أبي بكر فيه وإلا جمع علماء الناس واستشارهم ، فاذا اجتمع رأيهم على شيء قضى به .

الشورى
في التشرع

٣٥ - وأصل هذه الطريقة وارد في القرآن في قوله تعالى (أطيعوا الله وأطيعوا الرسول وأولى الأمر منكم) وهم العلماء . وفي آية أخرى (ولو ردوه إلى الرسول وإلى أولى الأمر منهم لعلمه الذين يستنبطونه منهم) .

دار الشورى
القضائية
في الأندلس

٣٦ - وهذه الآية هي أصل مجلس الشورى في الإسلام ، ولو تابعت دوله على حفظ مَخْلَقَاتِهَا لدَوَّنَتْ مجموعات هائلة من آراء الجماعات ، ولكن حذق العلماء وكثرتهم لدى الولاة أغنوه عن تدوين الدواوين لهم ، إلا ما كان في الأندلس فان الدولة الأموية اعتنت بهذه الناحية التشريعية وأنشأت مجلسا كان يسمى مجلس المشاورين ، وكان العضو فيه يسمى مشاورا يأخذونه من أ كابر الفقهاء المالكية الذين عليهم المدار ، وقد حكمت عدتهم في زمن "الناصر" ستة عشر مشاورا بالفقيه أبى إبراهيم النجيبى الذى قدم لهذا المنصب بإشارة من ولى العهد الحَكَم (ص ١١٤ - الفكر السامى ، ص ١٧٥ - ج ١ نفح الطيب) .

ويقول صاحب "قضاء الجماعة" إن هؤلاء المشاورين قد خصصت لهم دار في قرطبة لشورى القضاء يرجع إليهم في تقرير الأحكام ويرد ذكركم كثيرا في تراجم العلماء كقولهم كان فلانا مشاورا ، وطلب فلان الى الشورى فأبى ... الخ . ونقل أن الشورى خالفت الإمام مالكا في عدة أحكام (ص ٢٦٥) .

٣٧ - وقد عثرت على قضية شوورت فيها هذه الدار ، خلاصتها أن امرأة داينت زوجها بثلاثين دينارا وأنظرته إلى خمس سنين ، فحصل أن طلقها بعد سنة ونصف سنة ، وقاضته إلى القاضى "ابن بى" تطلب حلول الدين وتعجيله ، فرفع أمرها للشورى فقضت بإجابتها ، معللة بأن هذا الاتفاق كان ملحوظا فيه ودّ الزوجية واستدامة الصحة ، فأما وقد انقضت فقد زال السبب الموجب للتأجيل (ص ٦٨ ج ٢ تبصرة الحكام) .

وهذا حكم ، كما ترونه ، من آخر طراز عصرى روعيت فيه المادة ١٣٨ من القانون المدنى ونصها :

”يجب أن تفسر المشارطات على حسب الغرض الذى يظهر أن المتعاقدين قصدوه مهما كان المعنى اللغوى للألفاظ المستعملة فيها مع مراعاة ما يقتضيه نوع المشاركة والعرف الجارى — ١٣٨ مدنى .

٣٨ — أما فى بلاد المشاركة فكان على القاضى أن يلزم مجلسه جملة من أجراء العلماء يمدونه بالرأى اذا احتاج ، مما يشبه بوجه ما نظام المحلفين . وعلى كل فقد كان الشرط أولا فى القاضى أن يكون مجتهدا ثم تنازل الى مجتهد فى المذهب ثم الى محيط بأقوال المذهب ، ثم وثم الى أن وصل الى ما وصل إليه ، مما يلزم معه حتما أن يكون محيطا بما يحكم به .

مجلس القاضى
فى المشرق
والشرط فى القاضى

تشابه الحضارات فى نتائجها

٣٩ — وعلى كل فان ينبوع التشريع ظل فوارا بالنهضة العلمية الهائلة التى دعت حضارتنا الأولى إليها فانتجت هذه المنتجات التى يفتخر بها الأخلاف عن الأسلاف .

وهنا أقول لكم إن الأمم فى كثير من أدوار حضارتها قد تشابهت مخلفاتها من نتائج الحضارات ، فلا عجب إذا رأى مؤرخ تشريعى تشابها كثيرا بين تشريع أمة وأمة فى مقرراته ، لأن العقل البشرى فى منازل كماله لا يختلف نتاجه كثيرا ، خصوصا أن الحوادث جلها ناتج عن الإنسان الذى هو إنسان .

٤٠ — ولهذا لا أوافق من قال : إن أبا حنيفة أخذ فقهه عن الرومان بدليل تشابه الفقهاء فى بعض أحكامهما ، لأن هذا قول لا سند له من التاريخ ، بل التاريخ نفسه ينقضه ، ولكن التعليل هو ما قلت من تشابه نتائج الأفكار

المذهب الحنفى
والقانون الرومانى
والمذهب المالكي
والقانون
الفرنساوى

التي تنتجها الحضارات الراقية ، خصوصا مع ملاحظة ما سبق من احترام الشريعة لمعاملات الناس التي كانوا عليها مادامت لا تخالف أصلا من أصولها ، ومن مراعاة العرف واعتبار أحكامه .

كتاب الشيخ
مخلف المياوي

٤١ — والدليل على هذا جزءان ضخمان من كتاب وضعه المرحوم الشيخ مخلف المياوي بأمر المغفور له الخديو إسماعيل في تطبيق القانون الفرنسي المدني والجنائي على مذهب الإمام مالك ، فان قانون نابليون لما ترجم الى مصر وكانت نية سموه تنو إليه ، أمر الشيخ بوضع هذا الكتاب يقول فيه : (هذه جملة دقائق من مذهب مالك إمام دار الهجرة النبوية بينها وبين بنود قانون أوربا موافقة أو مناسبة جلية) وصل فيها إلى المادة — ٢٢٧٧ حسب أريت اذ الجزء الثالث في التطبيق الجنائي مفقود ، وقد خرج الشيخ جميع البنود مادة مادة ما بين موافق لنص في المذهب ، أو مماثل ، أو مخرج على قواعد أصوله ، إلا مواد قليلة رآها خارجة عن هذا المضمار . ومن هنا نشأت القولة الشائعة ، إن قانون نابليون أخذ من مذهب مالك . ولكني أرى التعليل هنا هو التعليل السابق ، وتأثير الاختلاط .

وأفكهم بتخريج من تخارج الشيخ مخلف للمادة (٩٣٤) فرنساوي فهي تنص على أنه لا يساح للمرأة المتروجة أن تقبل هبة إلا برضاء زوجها ، فان امتنع اشترط إذن المحكمة . قال الشيخ : أنظر اذا خاف الزوج من الهبة لزوجته العار كهيبة من يرى الناس أن هبته لم تتحضر للمعروف ، فهل له منع زوجته من قبول الهبة ؟ الظاهر نعم ، دفعا لما عساه أن يلحقه من العار كما تقضى بذلك قواعد الشرع ، وقد ذكر الشيخ في شرح المجموع آحرياب الحجر : ان للزوج منع زوجته من ضمان "الوجه والطلب" لأدائه لخروجها من بيتها وفيه معرة ومضرة على زوجها ، ففي المنع المذكور تعويل على دفع المعرة ، فللبند مناسبة بالمذهب (ص ١٨٤ ج ١) .

مقابلات بين الشريعتين

٤٢ - ولو شئت أن أضرب الأمثال بما أتت به شريعتنا وما يظن
الظانون أنه من بنات أفكار التشريع الحديث لطال بي المقال ولكنى أفكهم
ببعض الأمثلة :

تبعية المرأة لزوجها (١) قضى التشريع الحديث أن المرأة تتبع جنسية زوجها لا العكس .
وهذا نص ما فى كتاب البدائع (ص ١١١ ج ٧) وهو وارد على مفهوم كلمة
"الجنسية" فى ذلك العهد . قال : لو تزوجت ا لربية المستأمنة فى دار الإسلام
ذميا صارت ذمية ، ولو تزوج الحرى المستأمن فى دار الإسلام ذمية لم يصير
ذميا ، لأن المرأة تابعة لزوجها ، فإذا تزوجت يذى فقد رضيت بالمقام
فى دارنا ، فصارت ذمية تبعا له ، وأما الزوج فليس بتابع للمرأة فلا يكون
تزوجه إياها دليل الرضا بالمقام فى دارها فلا يصير ذميا .

البد ملزم
بالتعويض

(٢) وفى التشريع الحديث أن السيد ملزم بالتعويض عن أعمال تابعه
وهذا قضاء سيدنا عمر فى الحادثة . فقد روى ابن القيم عن ابن حاطب بن
أبى بلثة أن غلمة لأبيه سرقوا ناقة لرجل من " مزينة " فأتى بهم عمر فأقروا
فأرسل إلى عبد الرحمن بن حاطب فأخبره . ثم قال لعامله اذهب فاقطع
أيديهم . فلما ولى بهم ردهم عمر ، ثم قال لعبد الرحمن : أما والله لولا أنى أعلم
أنكم تستعملونهم وتجيعونهم حتى إن أحدهم لو أكل ما حرم عليه حل له
لقطعت أيديهم ، وإيم الله إذ لم أفعل لأغرمك غرامة توجعك . ثم قال :
يأمرنى . بكم أريد منك ناقتك ؟ قال : بأربعائة . فالتفت لعبد الرحمن
وقال : اذهب فاعطه ثمانمائة (ص ٢٥٢ قضاء الجماعة) . وفى هذا الحكم
العمرى سابقة جيدة لمكة اليوم فى النظرة لسارق الجوع .

(٣) وهذه خطبة دولة رئيس الحكومة المصرية في أعضاء لجنة التشريع لا ينقطع تعديل القوانين يفتحها دولته بقوله : "إن الشارع لا ينقطع ولا يجوز أن ينقطع يوما عن أن يعرض لحركة تطورات الحياة وأحداثها ولأعمال الإنسان في مختلف صورها" هذه الكلمة أقول لكم ، أيها السادة ، إن سيدنا عمر بن عبد العزيز سبق دولته بها من ألف ومائتين وأربع وخمسين سنة حيث يقول رضى الله عنه : "تحدث للناس أفضية بقدر ما أحدثوا من الفجور" والفجور الميل عن الحق ، بل ذكر بعض أصحاب "الإمام سخون" أنها حديث وهى أصل من أصول الإسلام حث دائما أولى العلم على أن يستنبطوا لكل نازلة حكما وألا ينقطع التشريع عن الأمة يوما من الأيام .

(٤) وقد توسطها دولته ببحث اللجنة على أن "تلائم في تقنينها أحوال البلاد وساكنيها وأن تقضى حاجتها وحاجتهم وتمشى مع حضارتهم" وهذه الوصية هى الشروط الفقهية التى وضعها الفقهاء للشرعين وحددوها في تقنين القوانين حيث عرفوا السياسة الشرعية "بأنها القانون الموضوع لرعاية الأداب والمصالح وانتظام الأحوال وحكم الزمان والمكان" الى آخر ما تكلم به الفقهاء في قوانين السياسة الشرعية .

(٥) ثم ختمها دولته بأن طلب إليهم فرض الجزاء والتعويض على لا ضرر ولا ضرار المشاكسين الساعين في تأخير صاحب الحق عن حقه . وفي "معين الحكام" أن المدعى إذا انكشف للحاكم أنه مبطل في دعواه فإنه يؤدبه وأقل ذلك الحبس ، ليتدفع بذلك أهل الباطل واللدد ، (ص ٧٣) وفي غيره أن الدافع المبطل يعزّر ، وقد شرح هذا في تنقيح الحامدية (ج ١ ص ٣١٠) بأن "من تسبب في ضرر إنسان بالشكوى يلزم بكل ما غرمه الغارم" .

(٦) أخبرنى صديق المستشار أن الفكرة التشريعية تتجه الآن الى أن القاضى لا يحدد الحبس لا يحدد أمد الحبس في العقوبة ، وأن يترك أمره لمتولى ملاحظته يقرر حالته كما هو الحال عندنا الآن في معتادى الإجرام .

وهذا نص ما قاله أبو يوسف مثلاً في الجراح الذي لا يستطيع فيه القصاص
 "إن المعتدى يدفع التعويض ويعاقب ويحبس حتى يحدث توبة" (٩ خراج)
 فتراه لم يحدد زمن الحبس إلا بإحداث التوبة ، وهي معروفة في الفقه بأنها التوبة
 النصوح ، وخلاصتها تبين صلاح نفسه وندمها وتطهرها ، وهو مقصد
 المفكرين اليوم .

بل قد حدث فعلاً أن عمر عاقب رجلاً كان يشير المشكلات الاجتماعية
 بنفيه إلى الكوفة ، وأمر الناس أن يهجروه ولا يكلموه ، فكان لا يكلمه أحد
 حتى تاب ، وكتب عامل البلد إلى عمر يخبره بذلك ، فرفع عنه هذا العقاب .

طراف العقوبات (٧) ومن هذا المثل تبين لنا طريقة من القضاء الإسلامي نسمع عن
 أمثالها في إنجلترا وأمريكا ، فانه تردنا الأخبار عن قاض حكم على رجل ألا يركب
 دراجة ، أو أن يلزم بلداً لا يتجاوز ، أو يتمتع عن عمل كذا الخ . فلعمر أمثال
 في هذا ، فما هو ذا قد أمر الناس ألا يكلموا المحكوم عليه في المثل السابق —
 وفي مثل آخر أمر بحلق رأس فتى كان بالمدينة على حالة غزلية ، ورأى سائلاً
 يسأله ومعه من الطعام فوق كفايته ، فأخذ الزائد منه وأطعمه لإبل الصدقة
 (معين — ص ١٩٠) وأمثال هذا في القضاء كثير ، لأن المشرعين لم
 يحددوا للقاضي حدوداً فيما يسمى "بالتعزير" بل جعلوا المدار في العقوبة على
 الردع والصلاح .

واليك كلمة في هذا تبين الفكرة التشريعية في هذا الباب ، وإن كنت أميل
 إلى تقييد القاضي في التشريع بذكر نوع كل عقوبة لإزاء جرمها ولكن مع
 وضع قواعد تفسح له المجال ومراعاة الحال أكثر مما هو الحال الآن مما
 يجعله أشبه بالآلة الكتابية ، بل أقول ينبغي التوسعة عليه في استعمال ما يدركه
 بروح العدل والمصلحة أمام كل حادثة في مجال تبين فيه حكمة القضاء .

قال الشيخ العيني في شرح الكترص ٢٣٤ ج ١ :

التعزير

فصل في بيان أحكام التعزير (وهو من العزر وهو الرد والردع)، وأجمعت الأمة على وجوبه في كبيرة لا توجب الحد، ثم هو قد يكون بالحبس وبالصفع وبتعريك الأذان وبالكلام العنيف وبالضرب، وقد يكون بنظر القاضي إليه بوجه عبوس، وليس فيه شيء مقدر، وإنما هو مفوض إلى رأى الإمام على ما تقتضى جنائياتهم.

وقيل هو على مراتب : تعزير أشرف الأشراف وهم العلماء والعلموية بالإعلام، وهو أن يقول القاضي له بلغنى أنك تفعل كذا، وتعزير الأشراف وهم الأمراء والدهاقين بالإعلام والجز إلى باب القاضي والخصومة في ذلك، وتعزير الأوساط وهم السوقية بالإعلام والجز والحبس، وتعزير الأخساء بهذا كله والضرب.

وعن أبي يوسف أن التعزير بأخذ الأموال جائز للإمام.

وفي كتاب المنية : رأى رجلا مع امرأته يزنى بها أو مع محرمه وهما مطاوعان، قتل الرجل والمرأة جميعا.

ويثبت التعزير بشهادة رجلين أو رجل وامرأتين لأنه من جنس حقوق العباد، ولهذا يقبل فيه الشهادة على الشهادة ويصح العفو عنه^(١).

حق السلطة

(٨) وبهذه المناسبة أذكر أن التشريع الحديث قد غالى جدا في حق الهيئة الاجتماعية حتى أهدر إزاءه حق الفرد في الجرائم، فترون النيابة العمومية هي صاحبة الدعوى، والمجنى عليه اعتبر شاهدا ولا حق له مع التعدى عليه أن يتحكم في القصاص، ولكن الشريعة مع احترامها للفرد وإعطائه حق التحكم فيما يوجبه العدوان عليه حتى يتقاضاه أو يعفو عنه، جعلت هناك حقا سميته "حق السلطان" يراعيه القضاء في الاقتصاص له وإن عفا المجنى عليه إذا كانت

(١) وراجع ما سيجي عنه أيضا في ص ٣٤٠

مصلحة السلطنة في ذلك ، وهذا نظر أحكم في روابط الاجتماع بين أفراد المجتمع بتوليهم حق القصاص فيما بينهم حتى لا يضيع الفرد ولا تضعع روابط الألفة وأسباب المصالحة بين بنى العشيرة ، وفي الوقت نفسه روعى حق الاجتماع بحفظ اذا كان تسامح الفرد يؤدي به الى الإهدار — وهذا كله في غير الحد الذي هو من حق الله فلا يملك أحد بعد ظهوره وثبوتنه أن يعفو فيه .

والنائب العمومي يسمى في الشريعة "والى الجرائم" ، وله حقوق في سلطته أوسع من القاضي روعى فيها طبيعة الاجتماع للوصول معها الى ردع الإجرام وألا يفلت مرتكبه .

(٩) وما نعرفه اليوم وسارت عليه الدولة الإسلامية وغيرها من عرض حكم القتل على الخليفة الحكومات من عرض حكم القتل على الرئيس الأعلى للدولة إنما هو من سيدنا عمر ، فقد وقعت حادثة لامرأة كانت تستحق القتل فيها ولكن لها عذر أدركه عمر فقال رضى الله عنه (لو قُلتُ ، خشيت على الأخشيئين النار) ثم كتب الى أمراء الأمصار ألا تقتل نفس دونة (٩١ خراج) فصار ذلك بعده سنة — والأخشبان جبالان بمكة ، أى خاف أن يحرق الله مكة من الحكم الظالم .

(١٠) ولعلكم تظنون ما جاء في المادة (١٥٥ مدنى) ومنه يؤخذ الزام الزوجة الموسرة بالنفقة على زوجها الفقير ، أنه جديد ، كلا فهذا رأى الإمام محمد بن حزم الظاهرى (ص ٣٨ نظام النفقات) .

(١١) ولقد سار التشريع الحديث مع الشريعة في رعاية حق الأرض تحلف القانون عن البعيدة عن الماء فأعطيت حق الارتفاق على الأرض التى تتجاوره حتى لا تموت عطشا ، ولكنه تحلف عنها فيما هو أهم وأولى وهو الإنسان ، فلو أتى رجل أهل ماء فاستقاهم فلم يسقوه حتى مات عطشا فان القانون عن الشريعة

لا يصنع في مانى الماء هنا شيئا مع أنه أجبرهم على إحرائه للأرض الجراد ؛ ولكن سيدنا عمر أغرمهم في هذه الحادثة دية الميت (ابن الجوزى ٧٣) .

(١٢) وهذان حكمان أحاطت فيهما الشريعة بالطير في الهواء والسماك

الطير والسماك

في الماء — قال في "معين الحكام" ص ١٦٢ :

إذا صاد بازيا في رجليه سامتان^(١) ، أو ظبيا في أذنيه قرطان أو في عنقه سلك جوهر فليس لواجده فيه شيء ، وعليه أن يعترفه كاللقطة ، لأن ذلك قرينة على أنه مملوك لغيره .

ولو اشترى سمكة فوجد في بطنها جوهره مثقوبة فعليه تعريفها ، وإن كانت غير مثقوبة مما يعلم أن الملاك لم تتداولوها فقال في "المحيط" عن "النوادر" أو اشترى صدف أو سمكة فوجد فيها لؤلؤة فهي للشترى ، لأنها تتولد من الصدف ، فصارت كالليضة في بطن الدجاجة والسماك يأكل ما في البحر فصار تبعا له كما لو وجد سمكة في بطن سمكة ، ولو اشترى دجاجة فوجد في بطنها لؤلؤة ، فهي للبائع ، لأنها لا تتولد من الدجاجة بل ابتاعها من ملك الغير .

(١٣) وأخيرا أضع أمامكم تشريعين قائمين في فرنسا وإنجلترا على رأيي الشيخين أبي بكر وعمر بالنسبة للأخطاء التي يقتربها عمال الدولة ، فأبو بكر كان لا يعاقب عماله على أخطائهم في سبيل قيامهم بواجبهم ويعوض الضرر عنها من بيت المال ، وعلى هذا فإن قائد خالد بن الوليد لما قتل مقيم بن نيرة خطأ وسمع منه أقواله لم يؤاخذه وودى القتيل من بيت المال . وعمر كان على العكس يقتص من عماله ويقول : إني لم آمرهم بالتعدى فهم أشاء يعملون لأنفسهم لالي ، وعلى هذا آخذ من ظهر عليه الخطأ منهم . وهاتان الفكرتان تسير فرنسا على أولاهما وإنجلترا على الأخرى .

أخطاء الموظفين

(١) السامة الذهب والفضة .

(١٤) وعلى ذكر انكثرتا ألاحظ أن حكم الشريعة في حبس المدينين أو ملازمته لا يزال قائماً معمولاً به فيها ، متروكاً عندنا مهجوراً .

الخليفة
عبد المسلمين

(١٥) كما يطيب لي أن استطرد بالمناسبة الى تسجيل هذه المقالة وقد وقعت لي أشياء جمع هذه المحاضرة ، فإن التلغرافات نقلت عن الملك إدوارد الثامن ملك الانجليز الحالى أنه خطب الوفود التي قدمت عليه لتهنئته بتوليته العرش قال : عندما كنت البرنس ويلز ، كنت دائماً أردد هذه الكلمة : إني أخدم . وبصفتي ملكاً فاني سوف أذكر دائماً هذه الكلمة ، لأن الملك لا يمكنه أن يقوم بعمل أعظم من أن يخدم بلاده . اهـ

وأنا أنقل من تاريخ عمر هذه القصة : عن الفضل بن عميرة أن الأحنف ابن قيس قدم على عمر بن الخطاب في وفد العراق ، فقدموا عليه في يوم صائف شديد الحر وهو محتجز بعبادة يهنأ بعيراً من إبل الصدقة ، فقال : يا أحنف ضع ثيابك وهلم فأعن أمير المؤمنين على هذا البعير فإنه من إبل الصدقة ، فيه حق لليتيم والمسكين والأرملة ، فقال رجل من القوم : يغفر الله لك يا أمير المؤمنين ، فهلاً تأمر عبداً من عبيد الصدقة فيكفئك هذا ! قال عمر : أي عبد هو أعبد مني ومن الأحنف ؟ إنه من ولى أمر المسلمين فهو ولى المسلمين يجب عليه لهم مثل ما يجب على العبد لسيده من النصيحة وأداء الأمانة . اهـ

جنايات السفراء

(١٦) وأظهر من هذا ، في باب العصرية ، ما رواه أبو يوسف في كتابه الخراج (ص ١١٦) أن من يدخل إلينا ، بأمان أو الرسول ، لاتقام عليه الحدود المتعلقة بحق الله ، ولكن يؤخذ بما يتعدى به على الناس ، وهذا أشبه بحقوق السفراء الآن .

الخاصة من
الحيوان

(١٧) بل أزيدكم مثلاً يدل على تدخل هذه الشريعة بقضائها في حماية الحيوان حتى يخاصم عنه ، ففي تاريخ ابن الجوزي عن المسيب بن دارم قال :

رأيت عمر بن الخطاب يضرب جحّالا وهو يقول : حملت جحلك مالا يطيق !
وفي تنقيح الحامدية (ج ٢ ص ٣٢٧) نقلا عن البرازية أن ضارب الحيوان
على وجهه يخاصم مطلقا ، وضاربه على غير وجهه للعثار يخاصم أيضا لا للنفار
قال : لأن الشارع نهى عن الضرب على الوجه ، ولأن العثار من سوء إمساك
الراكب اللجام لامن الدابة ، فينهي في هاتين الحالتين عن ضربه . أما النفار
فمن سوء خلق الدابة فتؤدب على ذلك .

لمحة قضائية

٤٣ — هذا التشريع الراق قام عليه قضاء راق . وكان من حظ هذه
الشرعة أن تظاهر الأمراء والعلماء لآلة عدلها وهو القضاء . فالقضاة كانوا
من المنعة والألمعية بما يشرف ، والأمراء كانوا من الاحترام له والخضوع
لأحكام العدل بما يشرف ؛ وأمامى خط من نور يخترق جميع العصور
الإسلامية بلعمان من عدل القضاء الشرعى وباستنارة الشعب بنوره على
طول الخط .

(١) فرن عمر بن عبد العزيز يقوم مع المصرى المدعى إلى القاضى
فيقعدان بين يديه يتكلم الرجل بدعواه فى الأرض التى كانت له بحلول
واستصفاه أبو الخليفة عبد العزيز بن مروان ، ويتكلم عمر بمجته ، ويقضى
القاضى للرجل بها ، فيقول عمر إن أبى أنفق عليها ألف ألف درهم فى إصلاحها
فيقول القاضى : قد أكلتم من غلتها بقدر ذلك ، ويعمل الربع فى التصليح .
(٢) ومن أبى جعفر المنصور يقوم مع الجمالين وقد استعدوا محمد بن عمران
الطاحى عليه بالمدينة . فيكتب للخليفة بالحضور ، فيمشى إليه بعد أن أمر
جلّاسه ألا يقوموا له . حتى اذا رآه القاضى أطلق رداءه عن عاتقه ثم احتبى
به ودعا بالجمالين . ثم دعا بأمر المؤمنين وبعد سماع المرافعة يحكم عليه فلا
يكون جزاؤه إلا أن يحزّيه الخليفة عن دينه وعن نبيه وعن حسبه أحسن

أمثلة من احترام
الحكومات
لل قضاء

الجزء وأمر له ببدره (٣) إلى المأمون يدعى عليه رجل بثلاثين ألف دينار ويدعوه إلى القاضي، فإذا نادى المنادى عليه نخرج المأمون وقد طرح له المصلى ليقعد عليه فيقول القاضي: يا أمير المؤمنين لا تأخذ علي خصمك شرف المجلس فيطرح للخصم مصلى آخر يجلس عليه كالخليفة (٤) إلى الظاهر ببيرس يحضر يوم ٩ رجب سنة ٥٦٠ إلى دار العدل للحاكم في بئر بين يدي القاضي تاج الدين ابن بنت الأعر. فقام الناس سوى القاضي فانه أشار إليه ألا يقوم ووقف هو وغريمه بين يديه (ج ٢ ص ٦٦ حسن المحاضرة) (٥) إلى زمن القاضي عز الدين بن بدر الدين بن جماعة في زمن الممالك، تتداخل "فطلونيك" أم السلطان الصالح محمد بن قلاوون معه على أن يحكم لها في الدار المعروفة "بسع قاعات" فيأبى ويمضى وقف واقفها ويقبح لها عملها فتكف.

٤٤ — وقد بلغ من عزة قضاة الشرع في مصر ما ذكره المقرئ أن الواحد من الكتاب أو الضمان كان يقر من باب الحاجب، وهو التالى لنائب السلطان، ويصير إلى باب أحد القضاة ويستجير بحكم الشرع فلا يطعم أحد بعد ذلك في أخذه من باب القاضي. وروى السيوطى عن القاضي ابن دقيق العيد في أواخر القرن السابع أنه حضر مرة عند السلطان "لاجين" فقام إليه السلطان وقبل يده، فلم يزد على قوله: أرجوها لك بين يدي الله. وأمثال هذه العظمة القضائية كثير جدا لا أطيل به.

عزة القضاة

٤٥ — وأمام هذا الإعزاز الملوكي والعزة القضائية أقول لكم عن نظرية الإسلام في أعمال القضاة، فانه يجعلها من أفضل أنواع العبادات، حتى إن عدل ساعة من القاضي يساوى عبادة سنين، وهذه العبادة الكريمة إنما يثيب عليها الله وحده. وعلى ذلك فان القاضي لا يجوز له أخذ الأجر على عمله لأنه

نظرية الإسلام
في أعمال القضاة

سيأخذ جزاءه من الله، إلا أنه لما كان عمله مصروفا لصالح الدولة، وهو به ينقطع عن تحصيل مصالحه الشخصية، فقد جعل له من بيت المال ما يكفيه ومن يعولهم بالمعروف. وقد ذكر عن عمر أنه كان يرزق سليمان بن ربيعة الباهلي على القضاء كل شهر خمسمائة درهم، ويرزق شريحا القاضي كل شهر مائة درهم، فلما كان زمن علي رزقه خمسمائة درهم، لأن عياله كثروا في زمنه عن زمن عمر (٤٥٧ - ج ٥ هدايه) وذكر السيوطي أن ابن أبي طيبة لما ولاه الخليفة المنصور قضاء مصر (وهو أول قاض ولي بها من خليفة، وكان القضاء قبله يستقضون بها من قبل ولاتها) أجرى عليه كل شهر ثلاثين دينارا، قال وهو أول قاض بمصر أجرى عليه ذلك (ص ٨٨ ج ٢ حسن المحاضرة). ونقل في (ص ١٠ منه) عن الأسنوي أن القضاء بمصر كان يخلع عليهم الحرير، فلما تولى الشيخ ابن دقيق العيد سنة ٦٩٣ هـ امتنع من لبس الخلعة وأمر بتغييرها إلى الصوف، فاستمرت إلى الآن. ٥١.

٦٤ - وقد تبع هذه النظرية، أن يكون القضاء مجانا، لا يدفع له ثمن كما يدفع الآن إلا بعض أجور تافهة رآها المتأخرون في نظير كتابة السجل واستحضار الخصم، ثم كان هذا الرأي باب شر على الناس في زمن الفساد حتى ضببط زمن احتلال الفرنسيين بـ ٢٠٠. وعادت فزادت إلى ٨٠٠. وقد تصل إلى ١٠٠٠. لقضايا الموارث والأوقاف، فان أصحابها يضطرون فيها إلى دفع ٢٠٠. عنها بالمحاكم الشرعية و ٨٠٠. ثانيا بالمحاكم الأهلية، وعاد القضاء بذلك موردا من موارد الدولة مما لا يليق بكرامته.

٤٧ - أما تقدير مهمة القاضي فيبينا هذا الحديث الذي يدعو الخصوم إلى حسن المخاصمة ورعاية قاضي السموات والأرض، فلا يورطوا أنفسهم إذا حصلوا على القضاء ببلاغتهم، فانما هم يتقاضون إلى بشر مثلهم.

روى البخارى عن أم سامة رضى الله عنها ان النبي صلى الله عليه وسلم سمع جلبة خصام عند بابيه فخرج عليهم فقال : إنما أنا بشر ، وإنكم تختصمون إلىّ ، وأهل بعضكم أن يكون ألحن بحجته من بعض فأقضى نحو ما أسمع ، فمن قضيت له بحق أخيه فلا يأخذه ، فإنما أقطع له قطعة من النار . اهـ

كلمة عن المحاكم

٤٨ - وإنى أحدثكم حديث المحاكم وضبطها ، ولا يتسع المقام لذكر أدوار القضاء فى الإسلام ولا فى مصر ، إنما أختصر القول بأن القضاء كان إلى زمن الفاطميين يتولاه القضاة ويقضون على مذهب أهل السنة ثم فى أيام الفاطميين تغلب قضاء الشيعة ، حتى استولى صلاح الدين فردّه إلى الشافعية ، وجاء بعده الظاهر بيبرس بفعل القضاة أربعة ، إلى زمن الترك فقصروه على القاضى الحنفى ، ولكن لتأثر البلد بطريقة القضاة الأربعة صار القاضى ينيب عنه غيره من أرباب هذه المذاهب وقد ظهرت المالكية الذين بقى لهم الأمر على هذا ، حتى أيام محمد على استقر قضاء الحنفى . والحكم فى هذه الأطوار ظل بالشرعية .

ويشهد لنظام تلك المحاكم ما بقى فى دفترخاناتها من دناतर الأفضية والسجلات - وأقدم سجل فى محكمة دمياط الشرعية من سنة ٧٥١ عربية . وأقدم حجة بها تاريخها سنة ٩٥٧ هـ . وأقدم سجل بمحكمة مصر تاريخه سنة ٩٣٤ هـ وأقدم حجة تاريخها سنة ٥٥٤ هـ خاصة بالملك الصالح طلائع بن رزيك .

٤٩ - وولاية القضاء فى هذه الأطوار كانت تتبع ما يعطى للقاضى من السلطان ، غير أن أخص ما ظل ملازما لهذه الولاية هو النظر على الأوقاف ، وتولى شؤون اليتامى والضعفاء ، والقيام بعمل الضبط والتوثيق ، وفيما عدا هذا

قد تمتد سلطة القضاء وتقصر، ففي الأندلس مثلا، كانت خطة القضاء تتوقر عن أن تتولى النظر في حد الزنا وشرب الخمر وكثير من الأمور الشرعية ، ويكون أمر هذا كله إلى الشرطة . وفي بعض الأحوال المصرية كانت شخصية القاضى تطول كثيرا من المناصب ، حتى روى أن القاضى تاج الدين ابن بنت الأعز اجتمع له من المناصب الجليلة خمسة عشر منصبا ، منها الوزارة ، ونظار الأحياس ، ومشيشة الشيوخ ، والحسبة الخ .

ولتأخذوا صورة عن السلطة القضائية في مصر ونظامها أعرض عليكم بحاكم مصر زمن الفرنسيين تقريرا رفعه قاضى عسكر بونابرت (الشيخ أحمد العريشى) الى الجنرال بونابرت ، وقد سأله أن يبين له حال المحاكم المصرية في ذلك العصر ، نشرناه بجريدة المقطم في ٢٧ ديسمبر سنة ١٩٣٣ وقد عثر عليه أخونا الشيخ محمود عرنوس بدار الكتب المصرية صورة فتوغرافية من خط المؤلف ، وقد تضمن الجواب على ستة أسئلة وجهها اليه الجنرال بونابرت :

(أولا) عدد البنادر التى يقيم بها القضاة والمحاكم بكامل الأقاليم .

(ثانيا) عدد البنادر الجار وما يتعلق بها من نواح .

(ثالثا) عدد القضاة قبل حضور الحملة الفرنسية وبيان المصرى من الغريب .

(رابعا) بيان المحلات الحالية من القضاة فى الأقاليم .

(خامسا) أسماء قضاة البنادر ومعاونيهم ومن معهم من أصحاب العلم وهم أئمة الشريعة (الذين كانوا يجلسون مع القاضى فى مجلسه) .

(سادسا) عدد محاكم القاهرة ومصر القديمة وبولاق .

و يطول جواب القاضى وتفصيله ، ولكن المهم أن أبين لكم أن المناصب المصرية فى القضاء كانت ٣٦ ، وأن رتب القضاة كانت ست رتب ، وأن هذه

المراكز الـ ٣٦ كان يتبع كل مركز منها عدة نواح معلومة مقيدة في سجلات خاصة ، وكانت وظيفتهم سماع الدعاوى وفصل الخصومات وكتابة الوقائع وقيدها في السجلات ، منهم خمسة كانوا مقلدين بأوراق وسندات تأتي اليهم من استانبول ، قاضى المحلة ، قاضى المنصورة ، قاضى رشيد ، قاضى الاسكندرية ، قاضى الجيزة . وقد حدد قاضى العسكر لهم الإذن من طرفه كما أقر باقى القضاة الـ ٣٦ فى مراكزهم ، وهؤلاء القضاة منهم قضاة أصليون ومنهم قضاة نائبون .

ومما يلاحظ فيه أن الشيخ عبد الرحمن الجبرتي المؤرخ المشهور كان قاضى أبيار إذ ذاك . ورُتب القضاة كانت مصر واسكندرية ورشيد ودمياط والمنصورة والمحلة ومنف ، وهذه هى المناصب الكبرى وتسمى باصطلاحهم ما عدا مصر "رتبة ستة" ، وتحتها الجيزة ودمنهور وبني سويف وبلبيس والفيوم وأبيار وتسمى "رتبة موصلة" ، وتحتها الرتبة الثالثة : الخانقا والمينا ومنفلوط وجرجا وزققي والمنزلة . ورتبة رابعة : أسبوط وتزمنت وشلشمون والهنسا وسنديون والنهارية . وبعدها رتبة خامسة وهى : صنبو ودجلا مع أشمونين والفشن ومحلة أبو على غربية ومحلة مرحوم وفوة . وأُنزل من الكل رتبة سادسة ويقال لها باصطلاح القضاة "رتبة دخول أولى" لأن القضاة لا يتوصلون الى ما فوقها إلا بعد الدخول فيها ، فهى بمنزلة الباب إلى مناصب القضاة ، ويسلكون فى ذلك سبيل الترقى وهى : طهطا والمنشية وقنا وقوص وأبو تيج والواح والنبرلس . فهذه المواضع محل إقامة القضاة ، والنواحى التابعة لها كثيرة الخ .

ويهمنا من هذا التقرير إبانته عن عدد المحاكم بمصر المحروسة خلاف ما ذكر ، فقد كانت اثنتى عشرة محكمة ، منها المحكمة الكبرى وهى خاصة بكل قاض عظيم القدر يأتى من استانبول من أبناء الترك ، وباقى المحاكم قضاتها من أهل مصر وهى مفرقة فى أنحاء البلد .

وقد استخرجت من دفترخانة محكمة مصر هذا البيان :

محاكم القاهرة

اسم المحكمة	مركزها
بولاق	مسجد الزينى ببولاق .
قناطر السباع	الدرب الحديد بالسيدة زينب .
طولون	مسجد أحمد بن طولون .
قوصون	باب مسجد قوصون (قيسون) بالحارة المعروفة بحارة المحكمة .
الصالح	مسجد الملك الصالح أمام باب المتولى
باب السعادة والحرق	كانت بحل أصبح الآن ميدان باب الخلق .
الصالحية النجمية	بحارة الصالحية بالنحاسين فى منزل لا يزال موجودا .
الحاكم	مسجد الحاكم بأمر الله .
باب الشرية	بحارة المحكمة الموجودة الآن .
الزاهد	مسجد سيدى أحمد الزاهد جهة باب الشرية .
البرمشية	باب اللوق مسجد البرمشى .
مصر القديمة	بمسجد السويدي بمصر القديمة .

وتدل الدفاتر الموجودة على أنها أنشئت حوالى سنة ٩٣٤ هـ وقد ألغاه
محمد على فى سنة ١٢٢٦ هـ

٥ . — وعدا هذه المحاكم الجزئية كانت بالقاهرة أربع محاكم : محكمة الباب
العالى بيت القاضى ، والديوان العالى بالقلعة ، والقسمه العسكرية بمسجد
السلطان الكامل ، والقسمه العربيه بالقبة المقابلة لجامع قلاوون — ومحكمة
القسمه العربيه هذه أنشئت سنة ٩٧٠ هـ واستمرت لغاية سنة ١٢٩٨ أى الى

إنشاء أول لائحة للحاكم الشرعية في ٩ رجب سنة ١٢٩٧ وكانت مخصصة للنظر في أحوال غير المسلمين من معاملاتهم بيعا وشراء وادعاء ووراثة وغير ذلك مما يتعلق بشؤونهم المدنية .

٥١ - وهذه الظاهرة في تخصيص غير المسلمين بمحكمة خاصة يظهر عاظم غير المسلمين أنها كانت متبعة في غير مصر أيضا - فقد وقع لى في برنامج حفلة استقبال "المستنصر" للأردون بن أذفنش "لما قدم عليه يستجير به وقد جلس له في المجلس الشرق بقصر "الزهاء" وكان المستنصر قد أنزله في دار الناعورة بعد أن أعدتها له ، وأصحبه بجماعة من نصارى وجوه الذمة بالأندلس يؤنسونه وييقرونه . منهم وليد بن جبزون قاضى النصارى بقرطبة ، وعبيدالله بن قاسم مطران طليطلة (ص ١٨١ - ١ نفع الطيب) فهذا يشعر بأن غير المسلمين كان لهم قاض خاص .

بعض الأحكام والإشادات

٥٢ - ويبقى على بعد هذا أن أنقل لكم بعض الأمثلة على أفضية تلك المحاكم ، ولكن نقوا بأنها لا تقل نظاما ولا ضبطا عن أفضية اليوم في القاهرة مثلا :

(١) صدر حكم من الباب العالى في قضية رفعت من بدوى العقاد ضد أمينة بنت حسين الدميمى بأنها فتحت طاقنتين تطلان على منزله ويتضرر بهما ، وأجابت المدعى عليها بأن الطاقنتين قديمتان ولا تجرحانه ، فندب القاضى أهل الخبرة وهم المهندسون وكتب الكشف بالمحكمة ؟ وكان موظفا خاصا بمرافقة أهل الخبرة ، فبين لهم أنهما حادثتان ومضرتان بالجدار ، فحكم القاضى بسدّهما لرفع الضرر عن الجدار والضرر يزال شرعا ، والحكم في ٢٦ ذى القعدة سنة ١٢٥٢ هـ .

- (ب) وحكم آخر من الديوان العالى بحبس من يدعى حسن افندى مبروك من معاوى الهدم بديوان ضبطية مصر فى ٢٩ صفر سنة ١٢٨٣ لأنه تعدى على جميلة بنت على يونس بأن قبض على ذراعها من الخلف وجذبها بعنف فسقطت على الأرض وكانت حاملا فأسقطت حملها، وتطالب المدعى عليه بما يترتب على ذلك شرعا . والمدعى عليه أجاب بأنه توجه لهدم المنزل المذكور فتشاجرت معه جميلة ، وقد ثبت عليه الجرم فحكم بتعزيره بالحبس ثلاثة أشهر .
- (ج) وهناك حكم فى ٢٩ ربيع الأول سنة ١٢٨٣ من الديوان العالى يقضى بالقتل على من يدعى الخواجا دبنوس وسبلى مننجو النصرانى الأزميزلى . لأنه ضرب أحمد حسن خطاب بسكين فأماتته عمدا .
- (د) ومثله حكم من الباب العالى فى ٤ رمضان سنة ١٣٥٢ بالقصاص على من يدعى إبراهيم شعلان أحد مشايخ ناحية قرفيد بقسم قلوب لقتله المدعو محمد كلوب من الناحية بضربه برصاصة دخلت فى زوره وخرجت من لوحه عمدا وظلما بعد أن أفتى باشمفتى الحنفية بذلك وبعد سماع شهادة شهود زكّتهم المحكمة ، وبعد أن أبى الورثة العفو عن القاتل .

قاضى مصر
وأعضاء محكمتها

٥٣ - ومن المفيد أن نقول إن المحاكم الأربع المذكورة استقلت بالحكم بعد إلغاء المحاكم الجزئية فى زمن محمد على إلى أن جاءت اللائحة فألغيت فى سنة ١٢٩٨ هـ - وكان قاضى مصر يجلس فى محكمتى الباب العالى والديوان العالى مع أعضاء فى المحكمة الأولى من العلماء ومع أعضاء فى المحكمة الثانية من العلماء والدوات . ففى صدر حكم للقتل على الخواجا ذكر أسماء الأعضاء (١) الشيخ محمد العباسى المهدي الحنفى مفتى الحنفية (٢) الشيخ إبراهيم السقا الشافعى (٣) الشيخ عبد القادر الرافعى (٤) الشيخ محمد القط

وهما حنفيان (٥) والشيخ محمد أبو العلا الخلفاوى مفتى المجلس (٦) محمد ثابت باشا رئيس المجلس (٧) حسن سرى باشا (٨) محمد فائق باشا (٩) إبراهيم عبد الحليم بك (١٠) عيدروس بك (١١) حسن بك (١٢) محمد نجم الدين أفندى من أعضاء المجلس المشار إليه (وهو مجلس الأحكام الموجود إذ ذاك) .

٥٤ — أما الأمثلة المستخرجة من دفترخانة محكمة دمياط فهى ظريفة (أ) ففى سنة ١٠٢١ هـ حكم بأثبات عجز المدعى عن إثبات خمسة وعشرين قرشا ادعاها على آخر فى نظير أنه اتفق معه على أن يعيد له زوجته ولم يفعل ، ويلاحظ فى هذه الدعوى أن قد ورد بها حكم من الديوان العالى بحروسة مصر على يدى مخصوص لسماعها ، ويظهر أنه كان قد رفعها إليه .

أمثلة من محكمة
دمياط

(ب) وضبط فى سنة ١٠٢١ هـ على الأمير محمد وكيل خراج السلطنة الشريفة بمصر أنه تسلم من أمين الثغر المذكور "دمياط وفارسكور" من الأرز المبيض ما جملة كيله ثلاثة آلاف أردب ، من فارسكور ألفان ، ومن دمياط ألف . جملة ما هو مطلوب عليهما لجهة السلطنة عن سنة ١٠١٩ هـ

(ج) وإشهاد فى ١٠ ربيع الثانى سنة ٩٧٩ هـ على عيسى بن محمد المعروف بابن النخل بأنه ضمن إحضار "وجه وبدن" عبد الرازق بن عبد الله المعروف بابن الأهرأوى عياد من أهالى السائلة للشيخ عبد الرحمن الوردى ، متى طلبه منه كان عليه إحضاره .

(د) وصورة أمر كريم فى سنة ١٠٢١ هـ إلى كل واقف عليه وسامع له من القضاة والحكام وولاة أمور الإسلام والخاص والعام بأنه قد اتصل بمسامعنا العالية أن الذراع الحديد الذى تتعاطى به التجار للبيع والشراء به اختلال كثير وبعضها زايد وبعضها ناقص ،

وحصل بمقتضى ذلك غاية الضرر للرعايا ، ومثل ذلك لانرضاه ، وقد رسمنا بأن يتقدم كل واقف عليه من أحكام الشريعة المطهرة كل ينظر فيما تحت قضائه وحكمه ، وطلب التجار إحضار أذرعهم التي يتعاطون بها البيع والشراء وتحريرها على وجه الحق وإصلاح ما فيها من الزيادة والنقص بحيث تكون كاملة صحيحة من غير حصول ضرر لأحد في جهة ذلك حيث جرت العادة بذلك . انخ .

(هـ) ومنها قائمة بتسليم البرج الغربى بفوهة الثغر المذكور لسليمان أغا بالقلعة الشرقية من المدافع والأخشاب والبارود والفحم والحديد والرصاص وغير ذلك من آلات البرج حسب الأمر الوارد من الديوان العالى فى خصوص ذلك المؤرخ بخامس عشر من ربيع الثانى سنة ١٠٢١ هـ

(و) وضبط واقعة قتل فى سنة ١٠٢٢ هـ أمر القاضى بالكشف فيها على المرأتين المقتولتين "زينب وست الشام" فكشف عليهما عدول القاضى بحضور الترجمان القائم بخدمة أمير اللواء ، فوجد بالرواق الذى فى المنزل المذكور الحرمه زينب والدة المنهى وأخته ست الشام مقتولتين وهما ميتتان لاروح فيهما ولا حركة ، والحرمه زينب المذكورة برأسها ضربة رزة حديد بليغة ، والحرمه ست الشام المذكورة بظهرها ضربة سكين جنب قطعت الجلد والحمم ونفدت ، وأثوابهما ملطخة بالدماء ، وبالرواق المذكور صندوق فارغ ، وبالأعلى شباك مفتوح من الجهة الشرقية بجوار قسمة عزام ابن نور الدين البساطى وقسمة سلامة المذكور عم المنهى المذكور ، ودوائر الشباك المذكور أخشاب مكسرة مرمية بسطح قسمة عزام المذكور . هذا ما أظهره الكشف ودل عليه العيان وعاد شهوده وأخبروا مولانا قاضى القضاة ، وذكر سليمان المنهى أن الفاعل

لذلك عمه سلامه ووالده مصطفى وشعبان وزوجة عمه خاصكية بنت الحاج منسى البساطى . الخ .

(ز) وهناك كشف دقيق على قتيلة ظلت فى بيتها أياما لا تخرج ... فأخبر بذلك القاضى ، فأمر بدخول دارها ، ووجدت مضروبة بسكين ملقاة بجانبها ، ووصفت حالتها وحالة الجرح بالضبط ، ولوحظت أقدام توجهت الى التسلق من شبك بالرواق ... الخ .

(ح) ودعوى أخرى بحرية على مراكبى وسقت مركبه بتجارة وغرقت المركب فى بحيرة شطا ، وأدعى التاجر أنه بإهماله والقبطان قال أنه عمل كل الواجب ، والقاضى عين أهل خبرة بحرية للتوجه إلى مكان الغرق وإجراء المعاينة وتطبيق الدعوى والدفاع وإبداء الرأى ... الخ ... مما يدل على ما كان عليه الضبط والنظام فى تلك الأزمان اللاتى لم يدع المشرعون خطة السياسة الشرعية والضبط القضائى فيها بلا بيان ، بل هناك مؤلفات عدة فى كتب السياسة الشرعية ، الناظر لها كأنه يقرأ فى كتب هذا الزمان .

عصر الانحطاط

٥٥ — منذ جنت هذه البلاد إلى نزعة الاستقلال بذاتها ، والتسامى برأسها على الخضوع للدولة العثمانية ، أخذ نظامها الأول يضطرب فى جميع نواحيه ، وقد نجح المرحوم محمد على باشا فى تركيز سلطانه الإدارى وبقيت السلطة القضائية تتمثل فى القاضى التركى المبعوث من لدن الخليفة إذ كانت المحاكم تسير على مقتضى الشريعة ، وهى كما قلت لكم شريعة عامة واشجة بأصل هذا الدين ، ففكرية تنفيذها من صاحب الخلافة عن الرسول المبعوث بها نظرية كانت ذات قوة ، لم ترا الحكومة فى تقليص ظل قاضى الترك إلا الاحتياىل على تقليل رقعة التقاضى أمامه ، وحوولت محاولات كثيرة بإقامة

منشآت مختلفة، ولكن لم تبين الجهود فيها على أساس يسهل مهمة تنفيذها، اذ كانت المحاكم لا بد لها من قانون موضوع، ولم يك ثمت غير قانون الشريعة، ومن جهة أخرى فان قضاة الترك الذين بعثوا في تلك الأثناء كأنهم كانوا يقرأون العاقبة: عاقبة النزاع المصرى. فحولوا همهم الى استغلال هذه المهمة الدينية استغلالا ماديا زاد في طغيانه على الأهالى أعوانُ السوء حتى ضج الشعب منهم واجتمعوا في سنة ١٢٣١ هـ وأظهروا سخطهم علانية.

٥٦ — وتوالى الخديويون والحال لم يقر على قرار ثابت، والنظام القضائى مضطرب الى أن نزلت بالسلطان عبد الحميد نزعته المعلومة فأصدر قانون التنظيمات في سنة ١٨٥٦ م وهو القانون الذى ولّى وجهه به شطر أوروبا، وظنّ كما ظن كثير من الغافلين عن عبر التاريخ أن العلة آتية من القانون، وهى متفشية في الحقيقة من قلوب الرجال الفاشين، وهذه غلطة تاريخية من الغلطات اللاتي أودت بالدولة والملة ولا نظير لها في عثرات التاريخ.

قانون التنظيمات
والمجلة

واتهمز المغفور له إسماعيل باشا الفرصة ففوى عزمه على الاستقلال بالبلد وكان استقلاله يهيمه من كل النواحي. ومع أن الدولة العلية كانت قد نظمت شريعة المعاملات في بنود وأبواب حسبما يقتضيه النظام المصرى، وأودعتها مجموعة اشتهرت باسم "المجلة" فان الخديو وهو نازع إلى الاستقلال عن الترك، لم يكن يتفق مع نزعته هذه اجتلاب تلك المجلة، وإن كان تنظيمها وفق المطلوب، ثم لظروف لا ندرىها لم يقيم في أوانه مثل هذا المشروع في مصر فجلبت لها القوانين الأجنبية.

ولقد كانت المحاكم، كما قلنا، شرعية، حتى المجالس التي نبئت حوالها بقيت تحكم بالشريعة إذ لم يوضع لها قانون موضوع سواها، وبقيت لم تنظم لها لأئحة ولا حددت لها حدود الى أيام الخديو توفيق فوضعت أول لأئحة للمحاكم الشرعية في سنة ١٢٩٧ هجرية — سنة ١٨٨٠ ونص

فيها صراحة على ما كان لها من سلطة الحكم كما ورد في المادة ٥٣ وهذا نصها :

”تختص المحاكم الشرعية بالنظر والحكم في كافة المواد الشرعية بما في ذلك المواد المتعلقة بالأحوال الشخصية وما يتفرع عن كل من ذلك ويلحق به ، وكذلك مواد القتل ، إنما تكون رؤية مواد القتل المذكورة بمحكمة مصر والاسكندرية ومحاكم المديرية والمحافظات بعد الإحالة عليها من المجالس النظامية ، وكذا تختص المحاكم الشرعية بكتابة السندات الشرعية بجميع ما يصدر بها من العقود والإشهادات ونحوها“ .

ومع توالى اللاتخات بعد ذلك فإن هذا الاختصاص لم يمسس بتقويض وما زال لها قانونيا الى هذا اليوم .

المحاكم الأهلية وفي سنة ١٨٨٣م صدرت لأئحة بإنشاء محاكم قامت على أنقاض المجالس المماثلة أعطيت سلطة الفصل العام في المعاملات والجنائيات على مقتضى قوانين موضوعية وإجرائية لا تزال قائمة الى اليوم ، وهى التى شرعت الحكومة تغيرها الآن بمعرفة لجنتين من رجال القانون ، وفي هذا الحدث العظيم موضوع ماضرتى الليلة .

الاقتراح

أيها السادة

٥٧ — بجزة قلم هدم نظام قضائى ، وغير تشريع قام في البلاد مدة ثلاثة عشر قرنا ، وأقول ثلاثة عشر قرنا لأن السنوات الأخيرة اللاتى اعتبرت نظام القضاء من لدن عهد على إلى أيام الخديو توفيق لا تحسب في جانب

تلك القرون، ومعلوم لحضراتكم أن ثلاثة عشر قرناً مرت على البلاد وهى تنتهج سكة معينة وطريقاً معبداً إلى العدالة وتحقيقها، وتنظر بنور التشريع فى هذه القرون وجه العدل العام بنظرة خاصة كما قلنا فى طليعة المحاضرة — إن هذه القرون الثلاثة عشر من البديهى أن أقول لكم إن تأثيرها فى عجيبة الأمة المصرية، وتشكيلها فى بناء الشعب أمر من العظم بحيث لا نطيل فيه ، فانه معلوم بالضرورة، وتدركون كلكم أثره الشامل فى نواحي حياتنا المصرية، وقد تفاضى المشرع المصرى من ستين سنة عن هذا الاتجاه الحيوى ولوى سير البلاد من ناحية الى ناحية ، ونقل لها شريعة لا أقول قسرها عليها ولكن أنبه الى ماسبق أن قلته فى طليعة المقال : إن التلاؤم بين طبيعة المحكومين وآلة الحكم أمر فى منتهى اللزوم لنجاح التشريع، فبدونه لا يكون هناك أمل فى النجاح المطلوب، ولذلك حققت عليها سنة الله فى كونه وسمعنا وزير الحقانية بالأمس يقرر فى مذكرته : ان هذه القوانين أصبحت بالرغم مما أدخل عليها من التعديلات ، بحاجة شديدة إلى إعادة نظر كاملة تدعو اليها تجارب الحياة منذ ما وضعت تلك القوانين لمصر ، وقد كشفت التجارب فيها عن عيوب وعن وجوه إصلاح تدورك بعضها ويجب أن يتدارك البعض الآخر، مع مراعاة التناسق بين إعادة التجارب وبين الأسس التى يجب أن تبنى عليها القوانين عند إعادة النظر اهـ

٥٨ — وكلمة الوزير هذه إنما هى حكم من أحكام الاجتماع الذى حكم الاجتماع يقضى قانونه العام بمراعاة أحوال الاجتماع، وليس عجيباً بعد هذا أن يعجز تشريعنا الحديث عن الصمود للبقاء فى أرض مصر ، مع أنه لم يدرج بعد من مهده ، فهذه سنة الله بين عباده ولن تجد لسنة الله تبديلاً .

أيها السادة

لجنة تعديل
القوانين ومهمتها

٥٩° - هاهي تلكم الحكومة قد أرادت أن تغير تشريعنا ، وقد عينت من المقتنين من يقوم بهذا التغيير ، وقد تركت هذا التغيير مطلقا لم تقيد به قيد ولا رسمت وضعه على أساس ، والتغيير حرّ ورجاله في وسعهم أن يفعلوا ما شاءوا ولن يستلهموا فيه إلا وهي ضمائرهم كما يقول سعادة رئيسهم ، فما هو مقتضى النظر الاجتماعي في مثل هذه الحال ؟ الجواب أن يُعتمد إلى أصحّ وضع ، وإلى أفضل نظام حتى تكون هناك فائدة من التغيير . فما هو أصحّ وضع وأقوم منهج تسلكه مصر الآن في تشريعها ؟ أمامنا تشريع صاحب الأمة ثلاثة عشر قرنا وبقي متعلقا بها إلى يومنا هذا في أكبر (١) جانب منها

(١) نعم في أكبر جانب منها ، فهذه المحاكم الشرعية والمجالس الحسبية — وقانون الموضوع فيها هو شريعة البلاد — والمواد التي تطرح أمامها لا تقل عما يطرح أمام المحاكم المدنية .

للشريعة الجانب
الأكبر

والمحاكم الأهلية التي تحكم بمقتضى "القانون المدني" ومواده ٦٤١ مادة لا يمكن أن تكفي محيط الوقائع التي تطرح أمامها ، ومع أن المادة ٢٩ من لائحتها أُلزمتها بأن تحكم بمقتضى قواعد العدل إن لم تجد نصا فيه ، فإن حبا للعدل اضطرها أن تلتزم قواعد العدل المفهومة في البلاد وهي القواعد التي سبق للشريعة أن أرسّتها في مجتمعاتها على أساس نظرها الخاص ، فدخلت الشريعة بذلك في أكثر الأحكام الأهلية ، وكانت هي عند المنصفين من القضاة ملحوظة المادة ٢٩ من اللائحة ، اذ من غير المعقول ولا المقبول أن تجلب قواعد للعدل جديدة من بلاد غريبة عنا إلى بلاد ذات قواعد مقعّدة فيها من قرون ثم يقال إن هذا عدل أو حكم يؤدي إليه .

أما في العقوبات فإن القانون فيها كان صريحا كل الصراحة أن تراعى شريعة البلاد فنصت المادة الثامنة منه (على أن أحكام القانون لا تخل في أي حال من الأحوال بالحقوق الشخصية المقررة في الشريعة الغراء) — وزادت المادة ٥٥ منه في صراحته فقررت (ألا تسرى أحكام قانون العقوبات على كل فعل ارتكب بنية سليمة عملا بحق مقرر بمقتضى الشريعة) .

هذا إلى ما في القانون المدني من افتباسات كثيرة من الشريعة ، وما في غيره من القوانين الأخرى التي لحقتها واضطر الشارع لحالة المجتمع أن يراعى فيها أحكام الشريعة .

فيري من هذا التحليل أن شريعة البلاد لا زالت متعلقة بأكبر جانب من جوانب التشريع فيها .

وتشريع آخر لم يكتمل الستين من عمره ولم يشمل رقعة الوادى ولا جميع نواحي التقاضى ، وأحد التشريعين يلزم أن تتخذ أساسا للتتقيق المفيد ، فأيهما يجب للمصاحبة أن يكون أساسا للقائمين بأمر التشريع ؟

٦٠ - هذا هو موضوع خطابى الليلة . وجوابه لاشك منى ، أن تجعل الأساس الشريعة شريعة البلاد أساسا للتتقيق ، وأن يجعلها المشرعون بدء غايتهم ، وعليها الاعتماد الأول فى قضاء حاجتهم ودرك طلبتهم ، لنظام أصاح تشريع لمصر الناهضة . نعم إن فى اتهاج هذه الخطة تضحية كبيرة لتشريعنا الحديث ، ولكن فاذكروا أن المشرع المصرى حينما رأى ، على أى وجه كان رأيه ، أن مصاحبة البلاد من ستين سنة كانت تقتضى مارأه ، فانه غمض عينيه عاصر الأجفان عن ألف وثلثمائة سنة ، فلا على مشرع اليوم إذا رأى المصاحبة بالرأى الصحيح فى اتخاذ شريعة البلاد أساسا للتشريع ، أن يشبك قليلا من أهذاب إحدى عينيه عن ستين سنة لا قيعة لها ولا ذكر فى جانب ثلاثة عشر قرنا . وإنى أقولها ستين سنة من باب التجوز ، وإلا فان هذا التشريع لم يدخل الوجه القبلى إلا من ٤١ سنة ، بل لعلكم تعجبون إذا ذكرت لكم أن محاكمه لم تعم مراكر القطر إلا فى سنة ١٩١٤

٦١ - أما الأثر الذى سيحدث من تغيير القوانين لنظامنا القضائى ، فهو أثر واقع على أى أساس يكون التغيير . فلا اعتراض به على نظريتى ، بل ربما كان الأثر الناشئ من التغيير الذى يقوم على أساس شريعة البلاد أخف من الأثر الثانى ، لأن هذه الشريعة ، ولها مالها الآن من سلطة لاتمس ، وطبعها ملتئم مع طبيعة الأهالى ، يكون مردّها إليهم أخف من غيرها بلا شك ، خصوصا إذا لوحظ أن قوانين العقوبات إنما هى من باب التعزيرات الشرعية المتروكة تقديرها للمحاكم فلا يتأثر بها الوضع الشرعى ، وقوانين المرافعات

كذلك هي إجراء لا يمس الصميم الشرعي فلا تأثير لها فيه ، ويبقى بعد هذا القانون "المدنى" وهو بالنسبة لجميع أبواب التشريع العام لا نرى في تعديله ما يخشى منه أن يوقع الاضطراب .

بيان عن الاقتراح

٦٢ — وعلى العموم فإن استجابة دعوتى ليست من الصعوبة على ما يتوهم المتوهمون .

لدينا الآن أربعة قوانين (١) القانون المدنى (٢) قانون المرافعات (٣) القانون الجنائى (٤) قانون تحقيق الجنايات (٥) ويتبعها القانون التجارى وقوانين أخرى لازمة لحسن سير الدولة لا داعى لسرد أسمائها ، فاسمحولى أن أشبه لكم دعوتى فى مثال ضربته لصديق كبير من دعائم رجال القانون عندنا وقد قال لى متلطفا : سندخل الشريعة فى قانوننا ، فأجبت على أشرك وإنما أريد أن تدخلوا القانون فى الشريعة . هذه النقطة هى ، فرق الطرق ومع سهولة قبولها فإن فيها عظمة مجدنا وسر حياتنا ومظهر استقلالنا ، نعم لو رسمت دارك على شكل شرق ، ثم أدخلت فى بنائها مواد من الخارج خشبا وحديدا ورخاما وزجاجا الخ فإنها تم وتشخر وتظهر للرأى دارا شرقية المنظر والمخبر تم عن روح صاحبها وقاطنها وتعطى معنى يملا المخ بجلاله الشرق الوطنى وطابعه الخالص المقصود ، فأما لو رسمتها رسما افرنجيا ، ثم أقمنا من عناصر كلها من أرض هذا الوطن وحاصله حتى قامت وتمت ، فإنها لاشك ظاهرة بمظهرها الافرنجى ومعطية لرأيها ما يستبينه منها من روح أجنبى ، ولا نظر الى مواد بنائها وقوائم جدرانها وجميع ما قامت به من نتاج هذا البلد ، إذن ففى الشكل أو التشكيل والرسم أو الأساس كل المعنى وبه يظهر المراد — فكذلك

أنا أقول : ضعوا التشريع الجديد على أساس شريعتنا ورسمها ، وقوموه على روح البلد الخافق به من نفخة شريعته فيه ، واطهروا به تشريعا مصريا ، حلقة من تلك السلسلة الممتدة الحلقات من لدن قامت شريعتنا فينا ، واستقت بكنوبها مصر من نبع الكتاب والسنة نيرا صافيا رواها فأحيها وقواها وتعاقبت القرون وهي تنسج شريعتها في أطوار حياتها على منوال ما حيت به وعاشت ، ويبقى كل جيل من أبناء تلك القرون يتسامى بعزة شريعته ويفخر باستقلاله فيها واستقلالها به ، حتى إذا جئنا في هذا العصر تلفتنا فإذا بنا في ثياب غيرنا ، ونسكن دارا لم تبين لنا ولا عزت ببنائنا ، فنجن فيها وإن كنا بها ، لا روح من نفخة الفخر ينعشنا ، ولا يريح من جانب الاستقلال وأن نقول : نحن : يهيب لنا ، بعكس ما أنا داع إليه أن تكون الدار من رسمنا ، وعلى شكلنا ، وبالذوق المزوج بروحنا ، فانها إن قامت كذلك ، وكنا نحن المقيمين لها ، فان أروح ما نرتاح له نجده فيها ، وبها تخفق الأرواح بالهزة والفخر والإحساس بالاستقلال ومجد العمل ونتاج اليد ، وفيها يدرج الأبناء ناشئين على عقيدة أن الدار لهم مما تركه آباؤهم ، وهنا منبت المجد كما يقول الشاعر :

إنما المجد ما بنى والد الصدق وأحيا فعاله المولود

وهو هنا مجد قديم يتحدر من أربعة عشر قرنا ، يجري فيه عرق الثلاثة الأولى ، واصلا بالطرافة المستحدثة ، وهذه نظرة وطنية سامية لا تغيب عن ذى اللب ، أن يكون في تناول يده بناية مجده ثم يصد عنه الى مذلة المحدث المستجدي ! ثم إنه لا علينا في تكوين شريعتنا على أساس شريعتنا ، أن ننظر الى جديد ما عند أهل الجديدي نأخذه في كيان التشريع كما أخذ عنا قديما في شرائع غيرنا ، فهذه سنة العمران ، يتقارض أبنائه المنافع من غير أن ينقرض فريق منه بالتعجى عن كيانه ليدخل في حيز الغريب وينمحي فيه .

وكما قلت لكم إن الشريعة متعلقة بأكبر جانب من حياتنا الى اليوم
 بالتحليل السابق في ص ٣٣١ فان العمل لا يحتاج الا الى تعديل الأساس
 وإقامة القوانين عليه طبقا لاحكام أصوله ، وأن نراعى كثرة ما في شريعتنا من
 مواد التشريع ، وغناها الجهم بالآراء المتعددة التي يعز أن نعدم فيها ما يصلح
 لنا الآن ، وبذلك يكون تشريعنا الحديث سليل ذلك التشريع القديم ، ويصح
 لكل مصرى إذ ذاك أن يملأ ماضيه نفرا وهو يرد على العلامة (سافيني) كلمته
 قائلا له ولغيره بعزة المصرى : ها هو ذا تشريعنا وليد حشا الأمة المصرية .

الاعتراضات على الاقتراح

٦٣ - (١) نعم إنى أعلم بالصعوبات العملية التي قد يلقاها المشتغلون
 بالتشريع في كتبنا العربية وهي ليست على النظام الذى ألفوه ، ولا هي
 في الحقيقة مرتبة ترتيبا كاملا يسعف المطالع بطلبته في الزمن الخاطف
 الذى أصبح الاقتصاد فيه من داعيات هذا العصر ؟ فليذكروا "مع تسليمي
 بهذه الصعوبة" أن الرجل البصير لا يترك ميراث أبيه لتشوشه واضطراب
 نظامه ، خصوصا إذا كان الميراث مملوءا بالكنوز التي تغنيه عن غيره ، بل
 قد يلقى فيها من التحف ما يجعله مقصود ذلك الغير ، وليعذروا أصحاب تلك
 الكتب ، فقد ألفت في زمان كان أهله يرضونها ، والسبب في بقاءها على هذا
 الحال أن الحالة تعدتها نهائيا فتركت على نظامها القديم ، ولو أن شريعة
 البلاد ظلت معمولا بها ، لدعا حكم العصر رجال التشريع وهم في حاجة اليها ،
 أن يعملوا على تنظيمها وترتيبها بحيث لا تقل تنسيقا عن مثيلاتها من كتب
 الشرائع المعمول بها ، فان الوظيفة كما يقولون ، تكون العضو .

الكتب

٦٤ - وهذه مجلدة "الاحكام العديلية" لما عمل بالشريعة في بلاد
 أصحابها ، كان وضعها وفق مقتضيات العصر ، وعلق على موادها وفق ذلك

المجلد

أيضا ، وحفظت مراجعنا بهذا العمل ، وبقى للشريعة ذكر غير مهجور ، بل في مصر مع انعدام العمل بها ، قام المرحوم قدرى باشا بمجهود عظيم ، فوضع قوانين في سائر الأبواب مرقمة البنود ، مذكورة المصادر ، لو أن هناك داعيا من العمل الى غيره لمحل الكثيرين على اقتفاء أثره ، ولتم ترتيب المكتبة التشريعية الوطنية كما يريد الطلاب ، وهو ما نأمل تحقيقه من أيسر وجه إذا نفذ الاقتراح وعمل بشريعة البلاد .

الحدود

٦٥ - (ب) هذا من حيث الكتب ، ومن حيث الأحكام فهناك اعتراضات على عودة الشريعة لها قيمتها من النظر ، فمثلا أحكام الشريعة في الحدود يراها بعضهم لا تتفق مع مزاج هذا العصر وميول بنيه ، وإني قبل الجواب أضع أمامه هذا القنديل النوراني ترفعه السيدة عائشة أم المؤمنين وزوج صاحب الشريعة صلى الله عليه وسلم قالت رضى الله عنها : ادرءوا الحدود بالشبهات ما استطعتم فاذا وجدتم للسلم مخرجا فخلوا سبيله ، فان الإمام لأن يخطئ في العفو خير له من أن يخطئ في العقوبة .

وتلاها "الفاروق" ناهج نهج التشريع وواضع أسسه قال : لأن أعطل الحدود في الشبهات ، خير من أن أقيمها في الشبهات (ص ٩١ الخراج) .

فعلى ضوء هذا النور يتبين الروح الإسلامى في الحدود ، وأنها وضعت للتخويف أكثر مما قصد بها التنفيذ - وقد جعل المشرع لها شرطان يعسر تحقيقهما وأن يقع محدود بينهما ، فان إثباتها قيد في الشرع بقيود صريحة هيئات أن يحصل معها ، فاذا ثبتت مع هذه الصعوبة ، فان بابا آخر فتح للإفلات منها وهو الشبهات وقد أمرنا أن ندرأ بها الحد ما استطعنا ، بل إن صاحب الشريعة صلوات الله عليه كان يفتح لمن أقترأ أمامه بما يوجبه عليه ، أبواب الخلاص لعله يقلت ، وقبل هذين البابين فتح الشارع بابين آخرين .

(١) فقد قرر أن السترفيا أحب من التبليغ عنها (٢) كما ندب الى الشفاعة في الجاني قبل أن يصل الى القاضي — وفي هذين السببين المتعلقين بالشعب نفسه ما يهز في الناس أريحيتهم الى التغاضى والعطف ، فأما اذا لم يفتحوا للواقع في الحلة فمع صعوبة الإثبات وسهولة المخرج ، لا أظن الحدود في تاريخ التشريع نفذت إلا في قدر يمكن عدّه . هذا الى ما يناله المجتمع من الخير في ذكرها تخويفا لبني البشر ، وهي ما أعدت إلا لمصلحتهم ودرء الأذى عنهم ، ورب ضارة نافعة . على أنهم ينقلون أن الشريعة الإنجليزية ، وهي بإجماع المشرعين من أرقى الشرائع الآن ، لم تمنح ما كان مسنونا في قديمها وإن كانت لا تطبقه الا حين ترى المصلحة في تطبيقه ، وأذكر أنى قرأت أثناء حرب الترنسفال حكاية عن جندي انجليزي فتر من القتال ، فبحشوا في أضيابهم حتى عثروا على قانون قديم من بضع مئين من السنين يقضى بتردية الجندي الفار من فوق جبل عال ، فنفذ هذا الحكم فيه بامثال — وعندنا في تاريخ القضاء أحوال أوقف تنفيذ الحّد فيها من غير أن يقول أحد إنه ألغى .

٦٦ — وحكومتنا المصرية من بضع وعشرين سنة لما اضطرت الى سن قانون النفي الإداري حين أعوزها قانوننا الحالي ، فتقلت المجرمون منه ولم يستطع أن يحوطهم بشباكهم ، وعاثوا في الأرض فسادا ، كان مفتاح الفرج لها في صنعها ذاك ، هذه الآية الكريمة (إِنَّمَا جَزَاءُ الَّذِينَ يُحَارِبُونَ اللَّهَ وَرَسُولَهُ وَيَسْعَوْنَ فِي الْأَرْضِ فَسَادًا أَنْ يُقَتَّلُوا ، أَوْ يُصَلَّبُوا ، أَوْ تُقَطَّعَ أَيْدِيهِمْ وَأَرْجُلُهُمْ مِنْ خِلَافٍ ، أَوْ يُنْفَوْا مِنَ الْأَرْضِ) فكان القضاء الذين وكل بهم تنفيذ القانون ، يفتتحون مجالسهم على الناس بتلاوة القرآن في هذا الشأن فتخشع قلوب قوم مؤمنين ، وعرفت الأمة أن دواء كتابها الحكيم ، وأعد "وادي المحاريق" منفي للعائين بالفساد في الأرض ، فصلحت الأرض بعد ما نفوا ، وأذاقنا الله لباس الأمن والسلام مدة نفاذه .

وإني أرى الحكومة مستضطر عاجلا إلى اللجوء لباب (القسامة) في الشريعة وقد هال المصلحين كثرة القتل من غير أن يعرف لهم قتلة، وإذ ذاك نرى في حكمة الشريعة ما يحفظ على الناس دماءهم، ويعصم أرواحهم دون الضياع هدرًا .

القسامة

٦٧ - وباب القسامة وضع في الشريعة لحكم القتل الذي يوجد به أثربشري في محلة أو دار، أو بين قريتين، أو في سفينة، أو غيط أو برية مملوكة، أو مسجد خاص، أو منجسًا بشاطئ نهر، أو تلاقى قوم في معركة حديدية فأنجلت عن قتل، ففي هذه الأحوال التي لا يدرى القاتل فيها، عرفت الشريعة كيف تمى دم القتل ولا تضيعه .

بل قررت الشريعة الحكيمة في القتل الذي يوجد بالأمكنة العمومية التي لا يختص بها أحد دون أحد، ولم يعرف قاتله، قررت أن ذبته في بيت المال، ولم تهدر لقتيل دما كما هو الحاصل الآن في كثرة منجعة .

أنواع الحدود

٦٨ - على أن الحدود في الشرع ثلاثة، وقد عرفوا الحد بأنه (عقوبة مقدرة، لله) فلا يسمى "التعزير" حدًا لعدم التقدير فيه، ولا القصاص لأنه حق العبد .

وهي (أولا) حد الزنا - وقد عرفتم ما في الحدود وإثباتها والخلاص منها على وجه العموم - والزنا جريمة إنسانية من فصيلة "القتل" لا تبيحها اليوم أعرق أمة في المدنية. وهناك أمة تساويها في الرق، حكمه عندها حكم الشريعة .

(وثانيا) حد القذف - وهذا شرع لتدعيم سناد المجتمع، ولو أنه حوفظ عليه لرأينا "المدنية الفاضلة" حقا .

(وثالثا) حد السرقة - وهذا تقيمه إحدى جاراتنا، وأبناء مصر يفقدون عليها سنويا ويرون أثره في بسط الأمن وسعادة الشعب، مما يجعلهم يتمنون إقامته في بلادنا، وينادون به، متأفين من حالة الأمن عندنا .

أما الرابع وهو "حد الشرب" فهذا الذى أظن أبناء المدينة قد يتزعمون من تقريره، ولكنهم لو عرفوا أحكام الشريعة فيه لخفّ انزعاجهم، بل لو علموا أنه لم يرد فيه ذكر الحد، ولا تقدير العقوبة^(١) وأن الأئمة مختلفون في تقديره والنبي صلى الله عليه وسلم تركه بلا تقدير، والصحابة قصدوا منه ما يزجر ويكفّ الخ — لو علموا هذا، لأقبلوا على استخراج أحكامه من بطون الكتب تنظّم لهم حماية المجتمع من هذه الآفة، وتمنع عن أبنائه غائلتها التى لم يختلف في ضررها اثنان .

٦٩ — وكنت أحب أن أنقل لكم من كتاب أعلام الموقعين (ج ٢ ص ١٧٦ — ٢١٤) تعليقاته الحسان لحكم الحدود وإصلاحها لأحوال المجتمع، وفرق ما بينها في الإثبات والجنائية، لولا طول المقام، ولكنى ألمع لها الماء .

حكمة الحدود
وتقديرها

(١) فهو يبيّن الحكمة في قطع يد السارق لثلاثة دراهم في حين أن المختلس والناهب لأكثر لا تقطع، بأن السارق لا يمكن الاحتراز منه لتسلله وتخيله، فلو لم يشتد معه لعظم الضرر واشتدت المحنة . أما الناهب فهو مجاهر يمكن للجتمع أن يأخذ على يده، ولصاحب المال أن يأخذ حذره منه .

(٢) ويحجب عن قطع يده في ثلاثة دراهم مع أن ديته خمسمائة دينار، بأن هذا من أعظم المصالح والحكمة في الاحتياط للوضعين للأموال والأطراف، فقطعها في ربع دينار حفظاً للأموال، ووداها بخمسمائة حفظاً لها وصيانة .

(١) ورد في صحيح البخارى من كتاب الحدود عن السائب بن زيد قال كنا : نوقى بالشارب على عهد رسول الله صلى الله عليه وسلم وإمرة أبى بكر، وصدرنا من خلافة عمر فنقوم إليه بأيدينا ونعالنا وادينا حتى كان آخر إمرة عمر يجلد أربعين، حتى إذا دعوا وفسقوا جلد ثمانين . ومعه عن عمر بن سعيد النخعي قال : سمعت على بن أبى طالب رضى الله عنه قال : ما كنت لأقيم حدا على أحد فيموت فأجد في نفسى إلا صاحب الخرفانة لو مات وديته، وذلك أن رسول الله صلى الله عليه وسلم لم يسته .

وفي هذا نسب الى "المعزى" أنه قال :

يدٌ بخمسين عسجد ، وديت ما بالها قطعت في ربع دينار ؟

وأجيب :

عز الأمانة أغلاها وأرخصها ذل الخيانة ، فافهم حكمة البارى

(٣) وتخصيص القطع بربع الدينار ، لأنه كفاية المقتصد في يومه له ولن يمونه ، وقوت الرجل وأهله في اليوم له خطر عند غالب الناس ، بخلاف ما دونه ، فهو محل التسامح عادة .

(٤) ويبين حكمة الحد في القذف بالزنا دون القذف بالكفر ، لأن الأول لاسبيل للناس الى العلم بكذبه ، بفعل الحد إعلانا بقرية المحدود . أما القذف بالكفر ، فهناك سبيلهم الى تكذيبه بحال المقذوف من إقامة شعائر الدين التي تكفى لتكذيبه .

(٥) وفي الاكتفاء في القتل بشاهدين دون الزنا فاشترط فيه أربعة يصفون الفعل وصف مشاهدة الخ بأنه لو شدد في إثبات القتل هذا التشدد لضاعت دماء الناس ، وتواثب العادون وتجروا على القتل . أما الزنا فبالغ في ستره ، كما قدر الله ستره ، فاجتمع على ستره شرع الله وقدره ، لأنه تعالى يكره إظهاره ، وتواعد من يحب إشاعته بالعذاب الأليم وجعل في عقاب القاذف به حدا . إلى أمثال هذه الحكم التي تعرض "ابن القيم" لذكرها في أحكام الشريعة .

٧٠ - وقد كتب (ابن نجيم) رسالته الثالثة عشرة من رسائله المشهورة ، بين فيها "حق الله" وأن التعزير يدخله أيضا ، فذكر أنه أهم من الحدود والتعازير ، وعرفه بأنه (ما تعلق نفعه بالعامه) وبين المصلحة الاجتماعية في قيام الحكومة به

حق الله يكون
في التعزير أيضا

ولولم يتقدم لها مدع يدعيه شخصيا، لأنه حق عام للجمع لدفع الفساد عنه، وجعل إقامته في كل معصية ومفسدة، وأنه لا تقدير فيه، ولصاحب الولاية فيه من السعة ما يضمن الخير للناس . وفي "أعلام الموقعين" أن العقوبة فيه تكون بحسب الجريمة في جنسها ووصفها وكبرها، وابن نجيم يلاحظ مرتكبها أيضا، وقد تدرج بالعقوبة من إعدام القاضى للمرتكب ، إلى حبسه ، وأخذ ماله ، وهدم بيته — وجعله أيضا في الحدود التي لم تثبت بأبوابها الخاصة ، وفي المعاصي التي لا توجب الحد كسرقة الأقل من ثلاثة دراهم ، وكتعزير من وجدت فيه رائحة الخمر من غير أن يسكر، أو يبيعها، أو يعمل ما يريب فيه — وفرق بينه وبين الحد بأنه يثبت بالشبهة أما الحد فيسقط بها — وفي الحبس لم يقدر مدة، بل جعله إلى ظهور التوبة، وعرف ذلك بأنه ظهور أماراتها — ثم ذكر تفريقا بسيطا فيما هو الأفضل لمن ينظر العاصي، هل يرفعه إلى القاضى أم يستره ؟ فنقل عن (قاضيخان) : إذا تكرر منه الفعل ، وصار متعتكا به ، رفعه إلى القاضى زجرا له وإخلاء للعالم من الفساد ، وأما من عصى مرة أو مرات وكان متسترا ، متخوفا ، متندما ، فالأفضل ستره . وخلاصة هذه الرسالة مراعاة الخير للجمع من جانب أفراد ، ومن جانب ولايته .

٧١ - (ج) وكذلك أعمال البنوك وشركات التأمين وما أشبه

البنوك والشركات يقولون إنها لا تتفق مع عودة الشريعة، وإني ألفت النظر إلى ما في القرآن الكريم من رد ما تنازع فيه إلى أولى الأمر الذين يستنبطون الأحكام، فلو أن الحكومة ردت جميع هذه المسائل إلى المستنبطين، لكان لهم من بحر الشريعة ما يملئون به هذا الظما ، ويرون من يسرها ما يدفعون به الحرج ، وإن من يطالع على أقوال فقهاءنا في "أحكام العرف والعادة واختلاف الزمان" يعجبه ما يراه ، وهذا العلامة ابن عابدين قد ألف كتابا سماه (نشر العرف في بناء

الأحكام على العرف) ساق فيه كثيرا مما يسمى "بالمعاملات الربوية" في المبيعات والتصرفات لو طبقت عليها قواعد الأحكام الأولى لحرمت، ولكن المتأخرين من أهل العلم أعطوا فيها أحكاما أخرى سهلت العسير وفتحت باب الفرج.

وليس لى أن أجيب اليوم على شيء من هذه الاعتراضات جوابا مفيدا فانه لا رأى لمن لا يطاع، ولا محل له إلا وسط "جمعية المستنبيين" حين نفوز باستجابة الحكومة لاقتراحى، فتكسب، ولا نخسر.

٧٢ — (د) بقى هناك اعتراض أحفل بالجواب عنه، وهو أن الأجانب ربما لا يرضون عن شريعتنا ونحن نسترضيهم، وأنا أقول: الجواب مرضاتهم، وأظن أن فى العدل ما يرضينا وإياهم على سواء، ونحن لا نشرع إلا العدل وبالعدل وللعدل، وما أظنهم من التعصب بحيث يقولون: لا نقبل هذا العدل إلا منسوباً لفلان من أوربا، فإن التمسك بهذا العزو بعيد عن رقيهم، وهم دعاة الترقى، ثم إن حالنا فى هذا العزو كالحلم من حيث إنه يهيمنا كثيرا أن يكون لفلان من بلادنا، بفارق خطير جدا مثل فارق كثرة قضايانا وقلة قضايهم، هو أن لنا منفعة وطنية فى هذا العزو لا يحتاجون هم إليها لتنمية وطنيتهم مثلنا، ونحن جميعا فوق أرض مصر—على أنى أشهد وقد تتبع سير القضاء المختلط، وسئلت كثيرا من رجالاته عن بعض أمور فقهية هامة، أن سيره فى هذه النقطة كان معتدلا، لم ألحظ فيه إلا رغبتهم فى العدل، وجنوحهم به إلى ما تفهمه البلاد وجرت عليه وتقرر فى شريعتها، بل ألاحظ، والقانونان الأهلى والمختلط قد تركا أمورا كثيرا لم ينصا عليها، أن المحاكم المختلطة فى كثير من سيرها، كانت مع إطلاق اللائحة لها أن تحكم بقواعد العدل عند عدم النص، كانت ترى أخذ هذا العدل من شريعة البلاد، لأنها أقرب إلى تقريره من غيرها، مما يجعلنى آمنا من مغبة هذا الاعتراض.

ويسرنى هنا أن أسجل كلمة للمسترافى عضو مجلس العموم الإنجليزى تلقىها تلغرافات ٩ مارس الماضى وقد رأس اجتماعا خطب فيه بعض اللوردات يشيد بقوة الإسلام وعظمته وأنه ان يكون بقاء للأمبراطورية ما لم تكن قوية به . قال المسترافى وكان يرأس الاجتماع : إن العقائد الرئيسية فى الإسلام، يسهل قبولها لدى المسيحيين، كما يقبلها المسلمون أنفسهم. أه .

أسباب الاقتراح

والآن أرجوكم أيها السادة أن تفسحوا لبسط الأسباب الموجبة لهذا الاقتراح .

٧٣ — الدليل الأول — حكم الوطنية ، فانكم تعلمون أيها السادة أن الشعوب وإن اشتركت معا فى نوعها ، وهو الإنسانية ، وفى جنسها ، وهو الحيوانية، إلا أن الخاصة هى التى تميز بعضها عن بعض، وخواص الشعوب هى التى تكون كل قبيل بخصائصه ، ومنها تتركب عناصر استقلاله بذاته وقيامه على ذاته ودفاعه عن ذاته، وفى استقلال كل قبيل عن نظيره واستغنائه عنه آية نغره وعز حياته ، وفى علمكم أن التشريع إن لم يكن أقوى مقومات الشعوب فهو حامى القومية ، ومن البديهيات أن حامى القومية إن لم يكن منها فهو بعيد عنها، بعد تعلية عليها وما إخالكم ترضونه ، أو بعد غربة منها فهو إذن لا يعرفها حتى يرجى منه أن يحميها ، وأمة الحياة هى التى تتمتع باستقلالها فى جميع مقوماتها ، ومن الأسف حقا أن أقول : إن تشريعنا الحديث ، أجنبي عنا ، ومجرب لنا .

٧٤ - ولست أقول هذا من عندي ولكن هذا ما يقوله معالي رئيس
 أجنبي
 محكمة النقض والإبرام المصرية السابق في خطبته بيوبيل المحاكم الأهلية قال :
 "المحاكم المختلطة يحكم فيها بشرائع أوربا ومناهج أوربا. ثم قال : وضعت قوانين
 المحاكم الأهلية نسخة تكاد تكون طبق الأصل المختلط".

وقال حضرة صاحب العزة رئيس محكمة أسبوط الأسبق في كلمة له نشرتها
 جريدة البلاغ يوم ٣١ ديسمبر سنة ١٩٣٣ "ولأن القانون المنقول كان
 مصبوغا بالصبغة الفرنسية البحتة، جاء غير ملائم لحكم مصر البلد الشرقى، وغير
 متفق مع العادات القومية، فست الحاجة الى تعديله وجعله مصريا بحيث
 يتشى مع عاداتنا وأخلاقنا".

وهذا ما يقوله سعادة رئيس لجنة تعديل القوانين نفسه «ومهما يكن من
 شئ فمن الحق أن نقرر أن تلك المجموعات لم تكن عملا مصريا خالصا، وأنها
 كما قال سافيني لم تكن وليدة حشا الأمة (أهرام ٢٤ مارس سنة ١٩٣٦).
 هذه القوانين الأجنبية هي القائمة بيننا الآن في غربتها، ومع هذه الغربة عا
 فان رئيس الحكومة يصرح في بيانه عند اجتماع لجنة تعديل القوانين (أن الأسس
 التي رسمت لها منذ ستين سنة، ظلت قائمة دون كبير تحوير أو تعديل).

إذن فنشر يعنا الحديث مقتبس، كما يقول السيد عبد الهادى الجندى بك،
 (من قانون نابليون الفرنسى، ولم ينتبه الناقل في ذلك الحين إلى أن الأصل
 طرأت عليه تعديلات جمة). وأساسه، كما يقول رئيس الحكومة، ظلت كما
 رسمت منذ اقتباسه قائمة دون كبير تحوير أو تعديل !! وأظن عاملا من عمال
 الوطنية لا يرضيه أن يكون ركنه التشريعى بهذه الحال التي يجلس اليوم زعماء
 البلاد لتقرير المصير فيها الى غاية وطنية مستقلة. نعم ويزيد في إباطه أن يكون
 في متناول يده تشريع الوطنى لحما ودما، ثم يحال بينهما، ويضرب في هذه

السكة الأوربية بلا حاجة أولا ، وبلا غاية ثانيا ، في حين أن حاجته مسدودة في يده من صنعها ، وغايته لو شاء لنالها .

وإني أناشد القومية هزة الفخر التي تنال الفرنسي والرومانى والانجليزى والجرمانى إذا ما تشنف سمعه باسم قانونه الصحيح النسبة له ، والمولود من حشا أمته . أناشد هذه القومية إذا ما التقى مصرى بأحد هؤلاء فيذكر له جارسونيه الفرنسى ، وإيرنج الألمانى ، وداليسى الانجليزى . والمصرى لا يستطيع أن يذكر " الشافعى " و " الأنصارى " و " الكمال بن الهمام " و " العبنى " إلى سرد من الأسماء تضيق به صحف الفخار باقية على وجه التاريخ .

أى اتفاق ؟

٧٥ — ويقول سعادة رئيس اللجنة مع هذا : إن التشريع الحديث قد اتفق مع روح الأمة ؟ ؟ لعمرى إنه من غير حشاشا فهو دعى لها ، وإن ابنها الحقيق قائم بجوارها لم تنسه ، فهو روحها الطبيعى ؟ ولا أجابه سعادة الرئيس فيما ظنّه روحا لمصر نحو هذا الغريب ، فإن كان ، فهو روح صناعى ، لا يلبث أن يغلب فيه الطبع التطبيع .

والدعاوى ما لم يقيموا عليها بينات ، أبنائها أدعياء

وبهذه النظرة الوطنية الحقيقية أنا احتج لدعوى أن يكون التشريع الحديث قائما على أساس شريعة البلاد ، وما دام الأساس عندنا ومواد البناء في يدنا ، فلا علينا في اشمخارار الصرح أن نتناول من موجبات العصر ما هو حقنا في العدل العام أن نتناوله ، وهذه مجلة " الأحكام العدلية " وضعها أصحابها من سنة ١٢٨٦ إلى سنة ١٣٩٣ هـ طبق مقتضيات الزمن استنباطا وتخريجا من مذهب أبى حنيفة ، تطورا وبها مع الزمن تطورا أسعفهم على قطف جناه تلك الكنوز الزواهر من تشريع آبائهم وشريعة بلادهم ، حتى إنهم في سنة ١٣٤٠ هـ هذبوا بإضافة أحكام لنوازل الزمن الحديث ، لم يعدموا فيها

مسعفا من بحر شريعتهم القديم ، حتى أجازوا فيها البيع والشراء بالتليفون والتلغراف ، ووجدوا مدد ما أجازوا ، من شريعتهم لديهم حاضرا .

٧٦ - نعم . لأن أشتري ثوبا من صنع بلادى وألبسه فهو على جسدى
 ثوب الوطنى
 أنا له وأمتع من أن أشتري ثوبا غريبا ، وإن كان كلا الثوبين ساترا
 للجسد . فنى الأول معنى إنما يحسه محبو الأوطان ومقيموا الشعوب على
 عمد القومية إقامة تحفظ كيانها وتحوط ذاتها من أن تتفش بين الأمم ،
 ولا وجود لهذا المعنى فى ثوب الغريب وإن كان موقفا .

٧٧ - الدليل الثانى - استعيره من رئيس الحكومة الحاضرة . قال
 الدين واللغة
 والدولة يخاطب المديرين والمحافظين " لست فى حاجة يا حضرات المديرين
 إلى أن أطلب إلى حضراتكم أن تحافظوا على لغتكم ، وألا تخرجوا على عادات
 قومكم ، وأن تستمسكوا بعروة قوميتكم ، وألا تفرطوا فى أحكام دينكم
 وفرائض شريعتكم " فهذا التالوث من اللغة والدين والعادات الذى يوصى
 الرئيس به مديره ، هو الذى جعله موضوعا لمقالة يكافئ الناجح عليها بمائة
 جنيه . عنوانه (الدين واللغة والعادات باعتبارها من مقومات الاستقلال)
 فأرانى وأنا موافق على أن هذا التالوث من مقومات الاستقلال تعصمه عروة
 القومية ، أو هو ناسوتها وهى لاهوته . أرانى فى قوة من الحجّة تعزز دعوتى .
 فان تشريعنا متى وجهناه وجهة أوروبية كانت نتيجهته هى ما رأيناه
 فى القائمين به : لسان أوروبى ، وبحوث أوروبية ، ومكتبات أدخل عند
 أنى المصرى فلا أعرف منها شيئا ، ونتيجة هذا اقتطاع أنبل طائفة فى مصر
 لرعى هذا المرعى ، بينما يجذب وادى التشريع المصرى الخصب ، وتذبل
 كتبه الريانة ، وتنمى أسماء المشرعين العظام من الآباء والأجداد .

ترجمة
الاصطلاحات
حرفيا

٧٨ — وإنه لضياح للسان التشريعى الذى ندعوله ، بل لقد رأيت فى حكم لا كبر محكمة أنه يقرر: بأن القانون العربى أخطأ فى مسألة النقل من أصله الفرنسى ، وأنه لا يعتبر إلا الأصل الفرنسى ؟ ؟ فالقانون العربى "والدستور ينص على أن لغتنا العربية" جعل فرعاً للأصل الفرنسى ، وجعلت المحكمة هذا الأصل هو عمادها ، بينما نحن المصريين المنتشرين فى "أبى الشقوق" و "كفر الجاموس" لا نعرف إلا العربية ، ثم ها نحن أولاء لا نؤاخذ إلا بالأصل الفرنسى !!

ولا أريد لفت نظركم الى انسياق الاصطلاحات الفرنسية فى أثناء مرافعاتنا أمام المحاكم كتابة وشفاهاً ، وبطول الزمن لا بد يزيد هذا المنساق ، والنتيجة على كل حال ضد المحافظة على اللغة العربية .

الدين

٧٩ — أما الدين فأحب أن أصرح هنا علناً بأن هذا الدين الذى نحياه ونتواصى به إنما هو دين المعاملة ، وأن هذه الشريعة لا يدل اسمها إلا على مسماها الذى جاء به صاحبها من ألفها إلى يائها ، وقد قال لنا شارعها "وَمَا آتَاكُمُ الرَّسُولُ فَخُذُوهُ وَمَا نَهَاكُمْ عَنْهُ فَانْتَهُوا" وقال "وَاذْكُرُوا مَا آتَيْنَاكُمْ بِقُوَّةٍ" وقال "وَأَحْذَرُوا أَنْ يَفْتِنُوكَ عَنْ بَعْضِ مَا أَنْزَلَ اللَّهُ إِلَيْكَ ، فَإِنْ تَوَلَّوْا فَأَعْلَمَ اللَّهُ أَنْ يَضِلَّ عَنْهُ بَعْضُ ذُنُوبِهِمْ" ومن ينكر فى هذه الشريعة حل البيع ، حكمه حكم من ينكر وجوب الصلاة ، كلا الأمرين فى هذا الدين سواء ، فلامحافظة على الدين إلا باعتبار الشريعة التى تنصره .

التقاليد

٨٠ — أما التقاليد وهى ثلاثة الأثافى فى بناء الاستلال ، فاسمعوا ما يقوله عنها فضيلة شيخ الأزهر من قبله المسجد فى خطابه الأخير : "يجب أن انتهز هذه الفرصة المباركة لأنادى بأنه أصبح حتماً مفروضاً أن توضع لهذا البلد النظم التى تحمى ولدانه وفتيانها ، وتحمى هذا النشء الذى سيكون عدة الجيل المقبل

ومربي الأجيال التي بعده ، فقد تحللت الأخلاق ، وكادت تنقطع الصلات بالدين ، وكادت تزول الروح القومية . وإني لأخشى أن يكون الآباء الذين لم يتقنهم العلم ، خيرا من الأبناء الذين تعلموا وضلوا بالفلسفة “ (أهرام ٢٧ مارس سنة ١٩٣٦) .

فشيخ الجامع يرى تشريعنا الحالي لا يحى الولدان والفتيان ، ولا يحفظ الأخلاق من التحلل ولا يمنع الصلات بالدين أن تنقطع ، ولا يحفظ الروح القومية في البلاد ، ولعمري إن هذه المطالب كلها في شريعة البلاد التي ندعو لها أن تحيا وتعود .

٨١ — الدليل الثالث — إننا بعودنا لشريعة البلاد نبعث في بنينا روح المجد التشريعي الوطني وقد تخلف فينا منذ مات علينا على التشريع الأوروبي الذي أصبحت مصادره مادة بحوثنا ، وأنظار أهليه مفتح عقولنا ، واستولت بحكم الانقطاع لها على شعورنا ، فكأننا بذلك نفتلذ من العقل المصري البحت ونصبغه صبغة أخرى ، ونوجه البحث الوطني الصرف وجهة لا تجتهد في زرعها ليخرج شطاه ، ولكنها تجتهد في زرع غيرها ليضيف ذلك الغير نتاجه إليه ، مع أنه من عصير الجهد المصري ومادة وقائعه ، فلو أن اجتهادنا كان مسترسلا مع أصل مالنا لكانت فائدتنا فينا ، ولاستفدنا بجهاد آبائنا السابق في جهادنا الحاضر لتحقيق أمننا في المستقبل ، ولمددنا بذلك سلسلة التاريخ إلى آخر الحلقات بدلا من أن نختمها من أربعين سنة ، ثم لا تزال نضع على أختامها أفقلا حتى نقبرها ، ولات حين مناص .

٨٢ — نعم . إنه لفخار للشريع المصري أن يتلفت الى تاريخ يرفعه الى ١٣٥٠ سنة من أن يتلفت فلا يجد وراءه إلا أربعين سنة ، كأنما نحن في حضارة التشريع أطفال لم ندرج من مهده ، في حين أننا أبناء مصر

التشريع عندنا
قديم

ورثة ذلك التشريع الضارب بعروقه إلى أبعد حد من القدم ، فاستثارة مجد التاريخ في أبناء الحديث ينتج بلا شك ثورة فكرية واجتهادا قانونيا يتحان للوطن في تشريعه خير ما تتفاخر به الأمم . ولا علينا أن نتلقح من آراء غيرنا فالشرائع كلها متماوجة ، وروح العدل عام ، ولكن العبرة دائما بالأساس والهيكل ومواد البناء وشكل الرسم وطابع الذوق وتحكيم الخاصة القومية ، فاذا كان في هذا الصرح ما هو محبوب لتكيله أو تجميله ، فإن الأقل يتبع الأكثر ، والفرع تابع للأصل على كل حال .

٨٣ — الدليل الرابع — وفي بعث هذا الروح إثارة الإحساس بعزة ثروة الشريعة الاستقلال في التشريع وعزة الثروة التشريعية التي تركها الآباء ، والفخر بعلومادارك الأسلاف وبلوغهم في القدم ما يظن أنه قاصر على الحديث ، وهذه كلها عناصر مكونة لأنفع غذاء يقوم به أقوم تشريع .

٨٤ — الدليل الخامس — تناسب النهضة القومية من جميع نواحيها وإدراك المثل الأعلى في الحياة ، فاني لا أفهم كيف نجدت الحد كله في التحرر من احتلال الغريب لبلادنا في حين أننا نسعى لجلب الغريب كي يحتلنا في تشريعنا ، وإن الاحتلال الظاهري هو عندي أخف وطأة من الاحتلال الداخلي . فقد علمنا أن التشريع متماس دائما مع مقومات الاستقلال ، أو بعبارة أخرى يتداخل مع القومية يشكلها ويطبقها طبق أحكامه . فن المعقول لشعب ناهض أن يراعى نهضته من نواحيها كلها ، إذ لا معنى لأن أدعو وافتخر بصنع المنسوجات من وطني في حين أسعى وأعمل لتفصيل تشريع من غير وطني ألبسه عقلي وقانوني ، وأنا أنض عن جسدي ثوبا من قماش .

٨٥ — الدليل السادس — وهو دليل أستلفت أنظاركم اليه جيدا فقد

مصر قوة
الشرقة

رأينا أن مصر في هذا الشرق قائمة بالقيادة ، وهى مثل لبنيه يحتذونه رضىت أم لم ترض . فهذه نظمنا في التعليم ، وطرقنا في الآداب والعيشة ، وكتبنا وجرائدنا مأخوذة منظورة معمولى بها عند إخواننا ، فإذا ما وضعنا قانون مصر في هذا الطور الحاضر والشرق نفسه يتطور وراءنا ، فإن هذا القانون سيكون مثالا ينسج إخواننا أهل الشرق على منواله . وإن مصر من مصلحتها أن يكون هذا المنوال منها ليعمل عمله في الناصحين عليه ، مثلما تريد كل أمة تحب أن تقوم في الحياة قدوة ، وأن تمتد صلاتها لجاراتها لتتربط بهم ، ولا أعز من الترابط القائم على اتفاق النظر ووحدة الميل . إذن فمصلحة مصر في هذا القانون أن يكون من روحها هى وعملها هى ، حتى إذا أثمر في غيرها كان الثمر لها والجنى ، أما إن كان من روح غيرنا وطابعه ، فلا شك ستكون مهمة مصر إذن كقنطرة عبور لا مصدر تأثير ، وهذه الناحية دقيقة جدا ، لأن روح البلاد وطابع البلاد إنما هو مترآك من معقبات الدهور ومخلفات الأجيال الالاقى لا بستها شريعة البلاد في جميع الأحقاب فهى من هذا الروح وهو منها ، والطابع الحديد الذى يراد أن يكون مشكاة لنور ذلك الروح يجب أن يكون من صنع أبناء هذا الروح ، حتى يفوزوا بالناسى وينالوا عاقبة العمل — وملاحظة أخرى ، إن لنا مع المشاركة شواكل وروابط هى أقبل للتأثر بروحنا مما يسهل على ذلك القانون مهمته أكثر من تشريع يعوزه هذا الالتئام .

٨٦ — الدليل السابع — الواقع الآن في مصر أن قضاءها ذو شقين

توجيه
وجهة نظر
الشارع
فهو

بحسب شقى تشريعها ، وأن أحد التشريعين يتحدر من نبع القديم ، والشق الثانى يتحدر من نبع الحديث ، وأنشاع لهذين الشقين لا يظهر فيهما بروح واحد ، فمن مصلحة التشريع أن يكون الشارع موحد النظر لجميع أبواب

التقاضى حتى يتسق نظام التشريع كله ، ومن شأن هذا أن ينشئ روجا قضائيا عاما في البلد مستمدا من وحدة التشريع يسهل مهمة القضاة والوصول الى الحق ومعرفته واستخلاصه بشعور يعم الحاكمين والمحكومين .

٨٧ - الدليل الثامن - مصلحة التشريع نفسه في أن يكون استرسالا

مع الأمة من جهة تاريخها وطبيعة الموضوع لهم . وهذا الدليل لا يحتاج الى شرح وبيان .

مصلحة
التشريع في
اتقائه مع
ميول الأمة

٨٨ - الدليل التاسع - مصلحة التشريع نفسه في أن يكون تنفيذه

والتقيده به عن داخل نفسى ، فإن شريعتنا كما قلت في أول المحاضرة إنما

مصلحة التشريع
في قبوله من
المشرع لهم

هى مزيج لا تنفصل عناصره عن الدين وقيامه على اليقين . فالله تعالى يقول
”يَا أَيُّهَا الَّذِينَ آمَنُوا أَوْفُوا بِالْعُقُودِ“ كما يقول : ”أَقِمُوا الصَّلَاةَ وَآتُوا الزَّكَاةَ“

ويقول : ”لَا تَقْضُوا الْإِيمَانَ بَعْدَ تَوْكِيدِهَا“ كما يقول ”وَلَا تَقْتُلُوا أَنْفُسَ الَّتِي

حَرَّمَ اللَّهُ إِلَّا بِالْحَقِّ“ . ويسرد الصفات التي يفلح المتحلون بها وتورثهم الدنيا

والآخرة في قوله : ”قَدْ أَفْلَحَ الْمُؤْمِنُونَ الَّذِينَ هُمْ فِي صَلَاتِهِمْ خَاشِعُونَ . وَالَّذِينَ

هُمْ عَنِ اللَّغْوِ مُعْرِضُونَ . وَالَّذِينَ هُمْ لِلزَّكَاةِ فَاعِلُونَ . وَالَّذِينَ هُمْ لِفُرُوجِهِمْ

حَافِظُونَ إِلَّا عَلَى أَزْوَاجِهِمْ أَوْ مَا مَلَكَتْ أَيْمَانُهُمْ فَإِنَّهُمْ غَيْرُ مَلُومِينَ . فَمَنْ ابْتَغَى

وَرَاءَ ذَلِكَ فَاُولَئِكَ هُمُ الْعَادُونَ . وَالَّذِينَ هُمْ لِأَمَانَاتِهِمْ وَعَهْدِهِمْ رَاعُونَ . وَالَّذِينَ

هُمْ عَلَى صَلَوَاتِهِمْ يُحَافِظُونَ . أُولَئِكَ هُمُ الْوَارِثُونَ . الَّذِينَ يَرِثُونَ الْفِرْدَوْسَ هُمْ

فِيهَا خَالِدُونَ“ . الى أمثال هذا في الآيات والأحاديث ترون الشريعة جملة مكونة

من معاملات وعبادات يتساوى أدائها على المقتنع بها من جهة أن الجميع

من رب الدين ، مأمور به أو منهى عنه من صاحب الشرع ، فهو إذ يعامل

كأنه يعبد : كلا العاملين دين ، وللدين وازع نفسى يحمل صاحبه على أن يؤديه

من تلقاء نفسه طمعا في ثواب وخوفا من عقاب هما فوق الثواب والعقاب

الدينوى ، فالشريعة التى تعتمد على هذه الناحية ضامنة سهولة تنفيذها ووفاء القيام بها أكثر من الشريعة التى لاحظ لها فى هذه المزية .

الأخلاق
فى التشريع

٨٩ — ولقد التفت رئيس اللجنة المدنية فى خطبة الافتتاح الى الأخلاق وضرورة النظر إليها فى تعديل القوانين والعمل لحمايتها ومراعاة مقعوليها فى القوانين — وهو التفات جيد ، ولكنى أقول لسعادته إن مواد الدين فى حمايتها والحفاظ عليها وطبع الناس على الأخذ بها ، أقوى أثرا وأشد قبولاً عند من تسن هذه القوانين لهم ، وإن الشريعة اذا جعلت أساساً للتقنين كفيلة بتحقيق رأيه ، كفالة من كتاب الله أقوى مما يخطه البشر بأيمانهم .

طاعة الحكومة

٩٠ — نعم إن التشريع الذى يسن للبلد لا يكون كله بالنص الشرعى كما هو معلوم ، ولكن ما دام أساسها على هذا النص فكأنها قد تكفل به صاحب الشريعة إذ جعل طاعة الحكومة من طاعته ، وطاعته من طاعة الله كما فى الحديث المشهور : عن أبى هريرة رضى الله عنه قال : قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : ” من أطاعنى فقد أطاع الله ، ومن عصانى فقد عصا الله ، ومن يطع الأمير فقد أطاعنى ، ومن يعص الأمير فقد عصانى “ رواه البخارى ومسلم ، وروى أبو نعيم عن أنس قال : قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : ” السلطان ظل الله فى أرضه ، فمن نصحه ودعا له اهتدى ، ومن لم ينصحه ضل “ .

تطبيق القانون

٩١ — هذا من حيث قبول التشريع القائم على الشريعة فى نفوس الملقن لهم ، أما تطبيقه فى الواقع فإن الشريعة التى تقوم على هذا الأساس : طاعة الحكومة فيها من طاعة الله ، شريعة قلبية نفسية ، أظن أنها لا تحتاج إلى أفلام المحضرين ، وأظن أن دعوتى إليها متلقى المستجيبين .

ولعلكم تذكرون قصة البنت بائعة اللبن التي أبت أن تمزجه بالماء في الظلام وقد نهى الأمير عن هذا ، فلما رووحت عليه صممت على الإباء وقالت : "والله لا أطيعه في الملا وأعصيه في الخلا". أمانة هذه البنت هي أمانة أبي حنيفة لإمام . وقد روى أن والى الكوفة منعه من الإفشاء ، فكان في بيته يوما وعنده زوجته وابنه حماد وابنته ، فقالت له بنته : إني صائمة وقد خرج من بين أسناني دم وبصقته حتى عاد الريق أبيض لا يظهر عليه أثر الدم ، فهل أفطر إذا بلغت الآن الريق ؟ . فقال لها أبو حنيفة : سلى أخاك حمادا فان الأمير منعى من الفتيا . وهكذا الشريعة الفاضلة تعلم أبناءها الفضل ، وتدفعهم الى الأمانة والوفاء .

كنوز الشريعة ٩٢ — الدليل العاشر : هذا إلى ما في التقنين على أساس شريعة البلاد من استغلال كنوزنا الفقهية الباقية لنا والتي يقوم الأزهر بحفظها وإحيائها وتعليمها ، والحكومة تنفق عليه من ميزانيتها ، من غير أن يكون لذلك كله أثر عملي في حياة البلاد .

الشريعة قانون عام ٩٣ — الدليل الحادى عشر : احترام الواقع القانونى فعلا إذ كانت الشريعة ومحاكمها ذات اختصاص قانونى عام .

٩٤ — الدليل الثانى عشر : وأخيرا دفع عار الاستجداء مع أن عندنا ما فيه الغناء .

وإنه ليحزننى ويحزن كل وطنى يرى أخاه المصرى يقاضى مثله مصرى الى قاض كذلك من إخوانه بنى مصر ، فى أرض مصرية ، والحكم يصدر له متوجا باسم ملك مصر ، وموضوع القضية من وقائع هذا الوادى ثم يكون الحاكم بينهما الناطق على لسان قاضيهما باسم الملك ، قانونا فرنسى الدم والنسب

قضاء وطنى
وقانون أجنبى

وليته كان قانونا كاملا، بل قانون يصفه أحد أعضاء لجنة التعديل في حديث له مع جريدة الأهرام (١٤/٣/١٩٣٦) بأنه قانون اقتبس من مثيله في فرنسا وذلك سنة ١٨٣٨ م ، وبقي على حاله حتى الآن دون أن تطرأ عليه تعديلات أو تحويرات ، وكان اقتباس هذا القانون وليد السرعة وعدم الدقة ، بخفاء ناقصا نقضا معيبا عن القانون المدني الفرنسي ا هـ .

أصل قانون
العقوبات

٩٥ — وأذكر أنه في سنة ١٩١٦ م أقامت نقابة المحامين المختلطة حفلة تكريم لالستر برونيات مستشار الحفانية فخطب فيها عن قانون العقوبات المصري الذي عدل سنة ١٩٠٤ بأن أصله هندي ، ومن قبله قام المسيو جرانولان وذكر أن أصله فرنسي ، واستحضر الخصام بينهما على أصل هذا القانون ، أمن فرنسا أم من الهند ، مدة لم يجرؤ مصري منا أن يقوم فيقول لها : على رسلكما بعد طول الزمن ، فان قانوننا المصري أصله مصري !! .

أيها السادة

تسلل العجمة
إلى قضائنا

٩٦ — خذوا أي عدد من مجلة المحاماة الأهلية أو من المجموعة الرسمية وقبلوا صحائفها فانكم راءون عجبا من تغلب العجمة على العربية في اندساس مصطلحاتها على السنة أحكامنا وتحرير قضائنا ، بل أسباب الأحكام وفقراتها ترون أكثرها محتوما بمراجعها الفرنجية وذكر أعلامها تكاد الدالة تطفر ررقها وقد سطره الحاكم — وأمامي العدد الرابع من مجلة المحاماة في يناير سنة ١٩٣٢ رأيت في حكم واحد منها ما أكاد أشك في قراءته وأحسب أننا في بلد غير مصر ، أو أن طوفان التشريع من أوروبا أغرقها — وإني ناقله ها كحافز من حوافز الوطنية التي تدفع بنينا ، وتصيح في آذانهم بقول الشاعر البدوي :

[ألا أيها النوام ويحكوهبوا .]

حكم لا هو شرقي
ولا غربي

حكم محكمة الموسيقى الجزئية رقم ٢٣٦٦

في ٢٦ أبريل سنة ١٩٣١

وحيث إن أهم شرط يجب توفره لرفع دعوى استرداد مادفع بغير حق **Repétition de l'indu** المنصوص عنها في المادة ١٤٥ من القانون المدني أن يكون الدفع قد وقع عن خطأ **Erreur** وسواء في ذلك أن يكون ذلك الخطأ في الواقع أو في القانون (أظهر هذا المبدأ المجمع عليه الآن بين الشراح في دالوز تعليقات على القانون المدني الجديد مادة ١٣٧٦ و ١٣٧٧ فرنسي بند ١٥٦ واور برى ورو جزء ٤ بند ٤٤٢ ولارومير جزء ٢٠ شرح المادة ١٣٧٦ نمرة ٣٢ وأظردالتن جزء ٢ ص ١٩٠)

وحيث إن أساس هذه الدعوى هو مبدأ العدالة العامة الذي يقضى أنه لايسوغ للإنسان أن يفتنى على حساب غيره الذي دفع إليه مبالغاً ليس ملزماً بدفعه (دالوز ربرتوار في باب الإلتزامات بند ٢٣١٦) .

وحيث إن هذه الدعوى كباقي الدعاوى الأخرى لايسقط الحق في رفعها الا بمضي ١٥ سنة إذ لم ينص القانون على معياد آخر لسقوطها ولا يؤخذ سقوط الحقوق بطريق القياس أو الاستنتاج ، بل لابد من نص صريح عليه (أنظر دالوز تعليقات على القانون المدني الجديد مادة ١٣٧٦ و ١٣٧٧ بند نمرة ٢٤٦ ولارومير جزء ٧ تعليقات على المادة ١٣٧٧ بند نمرة ٢٥)

وحيث إنه يجوز استرداد جزء من المبلغ الذي دفع إذا كان هذا الجزء هو المدفوع بغير وجه حق دون الجزء الباقي (أنظر اور برى ورو جزء ٦ طبعة أخيرة ص ٣٦٠) .

وحيث إنه تطبيقاً للبادئ المشار إليها قد قضت المحاكم في فرنسا أنه يجوز لمن دفع ضريبة أو رسماً بغير حق أن يسترد من الحكومة مادفعه وقد صدر حكم من محكمة التماس في ١٠ مارس سنة ١٩٠٨ منشور في دالوز سنة ١٩٠٩/١/٣٩٢ وحكم آخر في ٢١ يوليو سنة ١٩٠٨ منشور في دالوز سنة ١٩٠٩/١/١٧٥ وقد سارت محكمة الاستئناف المختلطة على هذا المبدأ في حكمها الصادر في ٧ مايو سنة ١٩٠٨ مجموعة التشريع والقضاء المختلطة سنة ٢٠ وحكم آخر من تلك المحكمة في ٢٠ فبراير سنة ١٩٣١ مجموعة التشريع والقضاء المختلطة سنة ٢٥ ص ١٨٧ وأنظر أيضاً والتين في شرح الإلتزامات في القانون المصري جزء ٢ ص ١٩٠) .

وحيث إن الشراح قد أجازوا برفع هذه الدعوى أيضاً ما إذا اتضح أن الذي دفع المبلغ كان عالماً بعدم أحقية دفعه ولكنه كان مجبراً على دفعه قسراً **Contraint et forcé** كأنه يخشى مثلاً مجزاً إدارياً أو إجراءات تنفيذية أخرى نظير ضرائب أو رسوم وقد حكم بأن مالك

المعار الذي دفع أمراً متأخرة غير مستحقة عليه بل على سلفة الذي باع إليه ملكة خوفاً من الحجز عليه يجوز له أن يرفع دعوى استرداد ما دفع بغير حق ولو لم يكن دفعه عن خصاً (انظر هذا المبدأ في كتاب كولان وكايتان ج ٢ ص ٤١٢ والأحكام العديدة الصادرة بهذا المعنى والمذكورة في هذا المرجع) .

وحيث إنه يستخلص مما تقدم أن المدعى يحق في طلب استرداد ما دفعه زائداً عن الرسوم القانونية الواجب دفعها .

وحيث إن المدعى عليها تملك بأنه قد سقط حقه في استرداد ما دفع بغير حق من الرسوم لأنه لم يمارض في قائمة الرسوم وأصبحت نهائية طبقاً للمادة ١١٧ مرافعات .

وحيث إن عدم المعارضة في قائمة الرسوم لا يؤدي إلى سقوط حق قد نص عليه القانون المدني بصرح العبارة .

وحيث إنه لا يترتب من الأثر القانوني على عدم المعارضة في قائمة الرسوم سوى أن هذه القائمة تصبح نهائية حتى يسوغ التنفيذ بمقتضاها ولكن لا أثر لها على حق رفع تلك الدعوى الذي يظل مدة ١٥ سنة والذي لم ينص القانون المدني على سقوطه ، فالرسوم التي تحصل بدون حق وبدون مراعاة القواعد المنصوص عنها في لائحة الرسوم يجب ردها رغماً عن عدم تقديم المعارضة في قلم الكتاب طبقاً للمادة ١١٧ مرافعات .

وحيث إن بعض المحاكم الفرنسية قد اعتبر أن مضي المدة المنصوص عنها في بعض اللوائح والقوانين لسقوط الحق في رفع المعارضة في الضرائب أو الرسوم أو غيرها لا يؤثر على حق رفع الدعوى باسترداد ما دفع بغير حق . من ذلك حكم محكمة الالتباس الفرنسية الذي قضى برفض المدعى الفرعي التي تملك به الحكومة بسقوط الحق في المعارضة لانقضاء خمس سنوات وهي المدة المقررة للمعارضة في الضرائب التي تحصل على زراعة الدخان .

وجاء في ذلك الحكم أن حق استرداد ما دفع بغير حق يظل نافذاً ولو مضت المدة المقررة للمعارضة (انظر هذا الحكم منشوراً في دالوز تعليقات على القانون المدني الجديد مادة ١٣٧٦ و١٩٧٦ بند ٦٧ و ٦٨)

ومن هذا القبيل المادة ١٠٥ من القانون التجاري الفرنسي قبل تعديل سنة ١٨٨٨ التي كانت تنص على سقوط الحق في رفع أى دعوى ضد أمين الذل بمجرد استلام البضاعة ودفع النولون حتى فيما يخص بالاعتراض على الزيادة في الأجرة عن المقرر (انظر تأكيد شرح القانون التجاري بند ١٢١١)

ولكن رغم هذا فقد حكمت محكمة النقض المدنية في ٢٧ نوفمبر سنة ١٨٨٢ سري ١٨٣/١
 ٤١٧/١ بأنه يجوز للمرسل إليه أن يطالب أمين النقل باسترداد الأجرة التي دفعت أكثر من
 المقرر والتي نشأت عن خطأ في تطبيق التعريفة . *Par fausse application des tarifs*
 حتى ولو حصل استلام البضاعة بمعرفة المرسل إليه وبذلك اعتبرت المحكمة أن سقوط الحق بمجرد
 استلام البضاعة لا يمنع من رفع الدعوى بالاسترداد .

وحيث إن محكمة مصر الأهلية أظهرت في بعض أحكامها السير وراء هذا المبدأ فقد صدر حكم
 من محكمة مصر في ٢ يوليو سنة ١٩٠٤ (مجلة الاستقلال سنة ٣ صفحة ٢٧٠) جاء فيه أن
 تقصير المحكوم ضده في رفع الأشكال في التنفيذ في حينه لا يكون سببا لحرمائه من رفع الدعوى
 بطلب رد ما أخذ منه بغير وجه حق وحيث إنه فضلا عن هذا فالمدعى عليها تقر بالخطأ في تقدير
 المصاريف لذا يكون للدعى الحق في رفع دعوى بالتعويض عما ناله من الضرر عن ذلك الخطأ
 طبقا للمادة ١٥١ من القانون المدني بغض النظر عما إذا كانت قائمة الرسوم نهائية لأن هذه
 الدعوى لا تسقط إلا بمضى ١٥ سنة ومن ضمن هذا التعويض المبلغ الذى دفعه لذلك لا محل
 لرفض دعوى رد المبلغ التى دفع بغير حق ما دام أنه يستطيع الحصول عليه بدعوى أخرى
 (انظر هذا المبدأ في حكم النقض الفرنسي الصادر في ١٩ مايو سنة ١٨٧٦ سري سنة ١٨٧٦/١)
 ٢٩٧/١ ودالوز سنة ١٨٧٦/١ (٣٧٧) .

وحيث إنه فوق هذا فإن تحصيل رسوم نسبة من المدعى مع أنه ملزم بدفع رسوم مقررة فقط
 أمر لا يتفق مع قاعدة المساواة بين الأفراد في المعاملة إزاء مصالح الحكومة وتؤدي الى التفرقة
 بين المدعى وغيره في تحصيل رسوم لا تحصل من غيره من أفراد الرعية في مثل دعواه وهذا يتنافى
 قواعد العدالة والمساواة وهى من النظام العام .

وحيث إنه متى ثبت ذلك فيكون هناك بطلان مطلق *nulleté absolue* في هذا الفعل ومن
 المعلوم أن البطلان المطلق لا يجوز رفعه بأى دفع كان وأن البطلان جريا وراء التمسك بسقوط
 حق أو مضي المدة لا يزيل ذلك البطلان جريا وراء المثل الرومانى القائل *Guod nullum*
est, nulle lapsa temporis convalescere potest، ومعناه أن البطلان لا
 يطهره مضي الزمن (انظر بلانيول جزء أول بند ٣١٩ في البطلان المطلق وأثره) .

كلمة عن القرار

٩٧ - تعجلت الحكومة فيما أقرته من تأليف لجتين أناطت بهما

تعديل التشريع
بصلح بدأ لقيام
الشعب الداخلية

تعديل قوانين البلاد ، قرارا مطلقا من كل قيد وشرط في أساس التعديل المطلوب والأخذ بيد البلاد الى غاية محددة من التشريع لها والسير في حياتها على نهج خاص وطريق معين ، بل بالغ رئيس الحكومة في المهمة التي نيّطت بمن كلفوا تعديل قوانيننا فقال دولته لهم في خطبة الافتتاح ما يأتي : (أما المهمة التي نيّطت بكم فلا أبالغ إذا وصفتها بأنها وضع دستور البلاد في شؤون القانون) .

نعم فنى موضع هذا الدستور منبعث التفكير العام لأبناء هذه البلاد حتى ليصح أن تقوم على وجهات الآراء فيه مختلف الفرق والأحزاب الداخلية لكل وجهة هو موليا . أختط لبلادنا خطة الغرب أم نعود بها الى عزة الشرق وهل من مصلحة المجتمع المصرى قيام التشريع فيه على أساس شريعته الأولى ، أم على تشريعه المستحدث ؟ وهل نعود فنبحث ما عندنا لنجدد العمل به في حياتنا أم نقبر الماضى وقيم البناء على أساس الحاضر ؟ وبالحلمة فنى هذا الموضوع حميرة ناضجة لتقابل الآراء وتلاقى الأفكار واعتناق كل فريق وجهة من وجه الصالح لحياتنا في هذا العصر . وفى بحث هذه النقطة واستماع آراء البلاد فيما تريد أن توليه وجهها لبناء مستقبلها كان هناك ضمان كاف لقوة الأساس ، ولمعرفة رغبات البلاد اللاتى يتحسسها المشرع الصالح ليضع لها القانون الجيد . فالتعجل بهذا القرار بلا بحث هذه الوجهات ، والظهور به في مظهر الأمر الواقع مع إطلاق اليد لمن اختيروا لهذا العمل ، كان الأولى تلافيه ، وكان خيرا منه التأتى فيه ، واستطلاع رأى العام لما يريد أن يكون عليه تشريعه العام

لا مبرر للعجلة

٩٨ — ولا يبرره ما جاء فى مذكرة وزارة الحقانية (من انتظار توحيد التشريع الأهلى والمختلط حتى اذا جاء لم يكن ثمت أى صعوبة فى الانتقال من الحال القديم الى الحال الجديد) لأن انتظار هذا التوحيد ما كان التانى المطلوب يضيعه على المشتغلين ، بل ربما كان فيما أدعو اليه خيراً أكثر ، من انتظار التوحيد العام للقضاء كله إذا أمكن اختيار أساس التشريع وفق رغبة البلاد وحنينها الى شريعته الأولى أن تراها قائمة مزدهرة ، إذ ذاك يصح تطويل النظر فى أفق أعلى يحوط القضاء كله ويصبح التوحيد به أعم شمولاً .

أعضاء اللجان

٩٩ — وكما تعجلت الحكومة فى إنشاء هذا الأمر الواقع ، أدركتها العجلة فى اختيار أعضاء اللجان أيضاً فأهملت عنصراً كبيراً ومجموعاً ضخماً من رجال الشريعة ، عندهم علم بها وخبرة بتطبيقها ، وكان من خير الوطن أن يستخدموا فى هذه المهمة الجلى ، فانه مما لا شك فيه أن تلاقى القديم بالحديث يضمن نسبة التماسك فى أطوار سير الحياة وبلوغها غاية السعادة المثلى . وما دمننا نطلب إصلاح التشريع ، وما دام عند الطالب عنصر يرجى أن يغذيه بما يطلب ، فمن الاقتصاد السياسى أن يستفيد من جميع ما لديه أتم استفادة ليحصل على أربح فائدة وأكمل عائدة .

رجال الشريعة

١٠٠ — وبهذه المناسبة أريد أن أقدم لكم عن مجموعة رجال الشريعة فكرة تروق المصلحين عنهم ، بتقديم مجموعات القوانين الشرعية اللاتى ظهرت فى الزمن الأخير لتسير عليها المحاكم الشرعية ، فقد سائر واضعوها منهم روح العصر ودواعى حاجاته ، ولم يحبسهم عن إجابته إلى طلباته تلك القيود اللاتى كان الظن فيها أن تعجزهم عما أدوا ، فان باب الاجتهاد لم يغلق كما قلت لكم فى بدء محاضرتى ، والمجتهدون لم يعدوا ولله الحمد ، بل لقد بلغ بمشرعينا

في الزمن الأخير أن تجاوزوا حدود المذاهب الأربعة المجمع عليها ، كما حصل ذلك فعلا في الطلاق الثلاث فأوقعوا به طلاقا واحدا .

فرجال هذا شأنهم لا يعجزهم في سائر أبواب الفقه أن يستخرجوا منها ما يصلح للزمان والمكان لمنفعة بني الإنسان في حدود الشرع المصان .

استعدادنا لحل
المشاكل

١٠١ — وإني لمستعد اذا طرح علينا ما تظنونه مشكلة يعجزنا حلها أن نحلها ، في سائر أبواب الحياة الحاضرة حينما نكون في حلبة التشريع والتقنين ويكون الظن الغالب أن يمضى ما نرى ، وهو خير بلا مرء . أما التقدم بالفتاوى الآن لمشكلات هذا الزمان فهو فضول ليس من شأن أهل العلم وأرباب الحكمة ، إلا أن يبوءوا بسوء الفالة من غير أن يعوضها نقاذا على ما قال المثل العربي (لا رأى لمن لا يطاع) .

الختام

أيها السادة

١٠٢ — إن اقتراحى سهل لا تظنوه صعبا ، فاني أريد أن يكون الأساس من النبعين الخالدين وهما القرآن والحديث ، وهما النبعان اللذان خففهما فينا صاحب الشريعة وضمن لنا ألا نضل ما اتبعناهما ، وإن لنا في كرمهما ما يفسح لنا في تشييد البناء طبق مصلحتنا ، وتصميمه وفق ما ينفعنا ويهديننا ، ما جعل الله علينا في الدين من حرج ، ولكن الحرج كله أن نخرج عن هذين الأصلين وقد جربنا الاعتصام بهما ثلاثة عشر قرنا فعززنا ، وجربنا النكوص عنهما في نصف القرن الأخير فذللنا وهوينا ، وإن العاقل من اعطف ، والسعيد من وقته التجارب .

١٠٣ — هذه كلمة العلم التحليلية في الدعوة إلى "قانون فؤاد" (١)
 فاسمحوا لي أن أضيف إليها بيانا عن عاطفة الأمة المصرية نحو الشريعة التي
 أدعو لاتخاذها أساسا من نظم شاعر الوطن ، والمفصح عن عواطف
 بني الوطن ، المرحوم شوقي بك :

دع عنك روما وآتيننا وما حوتا كل اليواقيت في بغداد والتَّومِ (٢)
 وخلّ كسرى وإيوانا يدلّ به هوى على أثر النيران والأيِّمِ (٣)
 دار الشرائع روما ، كلما ذُكرت "دار السلام" لها ، ألفت يد السِّلَمِ
 ما ضارعتها بيانا عند ملتأم ولا حكمتها قضاء عند مُختَصِمِ

(١) هذه الدعوة عاقلة بنفسى من صغرى ، وطالما حررت لها وحرّرت ، وخطبت
 وعيّرت ، ولى فيها مقالات نصادع أظهرها ما نشرته إحدى الجرائد الكبرى أيام احتفال المحاكم
 الأهلية بعيدها الذهبي .

وفي يوم ١٧ مارس سنة ١٩٢٤ م أنعم الله على بحظوة المتول في حضرة مولانا الملك كرمه
 الله وأنعم ، لأول مرة طلت فيها شرف المقابلة لأقدم كتابي "سنة الله في الكون" ، فحملني ديني
 وحبي لوطني وإخلاصى لدعوى على أن أؤدى أمانة العلم وأقف لله موقف النصيحة والولاء ،
 فألقيت على سمعه الكريم خطبة في هذا المعنى (نشرتها الجرائد في حينها وهى ملحقه بهذه المحاضرة)
 رأيت وجهه المبارك يقتور لها ، وكلنى أعزه الله فيها معرورا بها مصغيا لقائدها مستبشرا بخيرها
 والخير فيها ، وكلفنى أن أعرضها على رئيس الحكومة إذ ذاك وكان سعد باشا رحمه الله عليه ،
 ففهِس لها واستنصوبها وأظهر الجدل فيها ، ثم كانت أحداث خاضتها مصر لعل سمعها قد انقشع
 فتعود لها ليعود الله عليها بالحسن ، وعسى ربكم أن يرحمكم ، وكان الله غفورا رحيما .

(٢) جمع تومة وهى الحبة من الفضة تعمل على شكل الدرة .

(٣) جمع إيام — الدخان .

فى الحضرة

مولائى يا صاحب الملك الأعزّ

كان سلفك العظيم من صلحاء الملوك يرى لسلفى الطيّب من نصحاء العلماء موافق صدق فى خدمة الدولة والملة خالصة لوجه الله والملك ، فكانوا بذلك من الذين يستمعون انقول فيتبعون أحسنه ، أولئك الذين هداهم الله ، وأولئك هم أولو الألباب .

ولقد قامت فضائلك وفواضلك تنطق يا مولائى بسمو نزعتك لخير رعتك ، وقوة عزيمتك فى الصالح لأمتك بخفتك أسعى بكتابى هذا ، آملا من لدنك شموله بقبوله ، وفيه مالا يعزب عن علمك من شواهد القرآن والحديث والتاريخ على (سنة الله فى الكون) وأنه تعالى إنما ينصر الدولة التى تحكم بشريعته وتسير على طريقته ، وقد أعطاك ربك مالم يعطه أحدا قبلك من أمد بعيد ، إذ ناديت فى العالم كله (ألا إن مصر دولة مستقلة ، وأنت أنت ملكها ذو الجلالة الأكرم) ومننت عليها بالنعمة الكبرى فأوليتها الدستور برا منك وذعرا ، حتى غدونا بعزك نفانحراً أمم العز ونزاحمها على المجد والفخار .

والآن يا مولائى نطمع فى جلالة أبى الفاروق المفدى أن يتم لنا نورنا ، ويكمل نعمته علينا ، فيشير حفظه الله بوضع قانوننا من شرعنا ، على مقتضى طبعنا والصالح لنا ، فإن مصر وهى وارثة المدينتين الفرعونية والإسلامية لتعلق هذا الأمل العظيم بملكها رب النعمتين : الاستقلال والدستور ، إذ يعز عليها بعد أن نالت على يدك من سعاد ما نالت ألا يكون قانونها الذى تحكم به مقرونا باسمك فى وضعه ، مثلما قرن اسم "نابليون" بقانونه لتغدوبه مثلاً فى الشرق كما غدوت أنت مثلاً فى الملوك .

أدام الله أيامك . وتوج بالعدل أحكامك ، وأقر عينك وعيون شعبك بولى عهدك صاحب السمو الملكى حضرة الأمير الفاروق ، حقق الله لجلالتكم ولسموه ولنا ، معنى اسمه ، وخلّد ملككم على الدوام .

أقوال الجرائد

احتفت الجرائد المصرية بهذه المحاضرة ، ونشرت خلاصات مطولة منها ، وأخذ الكتاب والمصاحون يرددون دعوتها وينشرون أقوالهم لمناصرتها ، وتقدم أحد وكلاء النيابة برسالة الى الجامعة يطلب بها الدكتوراه فى الحقوق ختم كلامه فى تلخيصها العلنى فائلا :

”إننا أغنياء بفقهننا عن أن نستعين بغيره من مستحدثات القوانين ، وإن الشريعة الإسلامية التى وسعت العالم الإسلامى فى أزهى عصوره ، وقضت حاجات البلاد من التشريع مئات السنين لا تقصر عن أن تكون أصلاح مصدر للشرع يأخذ منه أحكام القانون المدنى الموحد “ (أهرام ١٧ أبريل سنة ١٩٣٦) .

ونشرت جريدة الشعب فى ١٨ مارس سنة ١٩٣٦ افتتاحية هامة ختمتها بهذه الكلمة :

الفرنسى ؟ لقد نشأت عندنا طبقة من الشراح لا يقلون فى قيمتهم وكفايتهم القانونية عن الشراح الفرنسيين ، وتكون لدينا قضاء لا يقل فى قيمته عن القضاء الفرنسى . لماذا إذن لا نحاول الاستقلال فى القانون عن فرنسا ولدينا جميع الوسائل التى تكفل لنا هذه الاستقلال ؟ عندنا الشريعة الإسلامية ، وهى ثروة هائلة يضاف إليها كتب الشراح المصريين وقضاء المحاكم المصرية ونحن أعرف بعوائد بلادنا وحاجاتها والعرف الجارى بها ، ونحن أعرف بأدائها وما يمكن أن يكون حدود النظام العام فيها .

وهناك مسألة أخرى أخشى أن يكون إهمالها الظاهرى ينم عن إهمالها حقيقيا ، فقد أعلنت أسماء حضرات أعضاء اللجنة التعديل دون أن يكون فيهم من يمثل الفقه الإسلامى والذي أعرفه أن علماء المسلمين تركوا وراءهم ثروة ضخمة من المباحث القيمة فى جميع فروع الماملات والعقوبات ، وأنهم قرروا نظريات فى التعاقد منذ مئات السنين أقرتها اليوم أحدث التشريعات ، فلماذا لا نستعين بهذه الأحكام وهذه البحوث ونحن فى صدد وضع قوانيننا الجديدة . أنريد اليوم أن تقع فى نفس الغلظة التى وقعنا فيها سنة ١٨٨٣ فنستعير أحكام شرعينا بأجمعها من القانون

صالحا لنا متفقا مع عاداتنا وتقاليدها غير متناقرا مع روح تشريعنا . أما وضع قانون مصرى منقول عن القانون الفرنسى وترقيعه ببعض أحكام من الشريعة وأحكام من العوائد المحلية ، فهو ما أرجو أن يلحاشاه المشرع المصرى الحالى ، لأنه بذلك يجد نهضة قانونية شاملة رأينا آثارها الباهرة فى ميدان الفقه والقضاء المصرين خلال الخمسين سنة الماضية .

لست أدعو الى أن يكون القانون الجديد نسخة من الشريعة الإسلامية ولكننى أدعو أن يتحرر من سلطان القوانين حتى تصبح لنا شخصية قانونية مستقلة تعتمد على تراث الفقهاء الإسلاميين وقضاء المحاكم المصرية فى نصف القرن الأخير وما كتبه الشراح المصريون نقدا وتفسيرا وتخريجا لنصوص القوانين المصرية ، وليس معنى التحرر من القانون الفرنسى تجنبه ولكن معناه أن نرجع إليه وإلى غيره من التشريعات الأجنبية نأخذ منها ما نراه

وكتبت جريدة المقطم فى عددها الصادر فى اليوم التالى لإلقاء المحاضرة افتتاحية من رئيس تحريرها نقلته عنها مجلة الفتح مثنية شائدة فى عددها مرة ٤٩٢ ع ١ - وعنها نقله :

بأى شرع نُحكّم

ننقل هنا — مع الشكر والإعجاب — افتتاحية المقطم يوم الخميس الماضى بقلم الأستاذ الكبير خليل ثابت بك ، وإذا كان هذا رأى صحفى حكيم من حصفاء المسيحيين ، فأولى بكل مسلم أن يجهر برأيه فى ضرورة أن نحكم بفقهنا وتشريعنا ، وأن يوصل صوته إلى دولة رئيس الوزراء وإلى سعادة وزير الحقانية وإلى لجنة النظر فى تجديد التشريع المصرى ، قال الأستاذ خليل ثابت بك :

والمطابقة بين الإجراءات القانونية وطباع أهل البلاد وأوضاعهم ونظام حكمهم وعاداتهم وتقاليدهم ، علاوة على أن فى ما يطلبه نصره للحرية القومية ، وهذا الاستقلال الذى ما فتئت

فتح الشيخ محمد سليمان نائب المحكمة العليا الشريعة الباحثين بابا عظيما من أبواب البحث فى مسائل هى على أعظم جانب من الخطورة لضمان العدل والإنصاف وتسهيل أمورها

ومع ذلك نغفل هذه الثروة التي استنبطت من روح الشرق وتقاليده وطبائع أهله وعاداتهم ، ويؤثر بسواها من الخارج ؟ بفعل هذا الاحترام الذي يحده التفاهت في القوة المادية لا غير !

ولو كان هذا المقتبس وافيا بالمرام ، أو لو أسفرت تجربته عن نجاح ، لما أنجبه عليه اعتراض . ولكن اختبار مصر نصف قرن دل على كثرة ما فيه من مواطن ضعف أقلها ما فيه من أسباب أضعاف الثروة الأدبية القومية ، والتسليم بالعوز والفاقة حيث يجب أن تتوافر الكفاية والغنى .

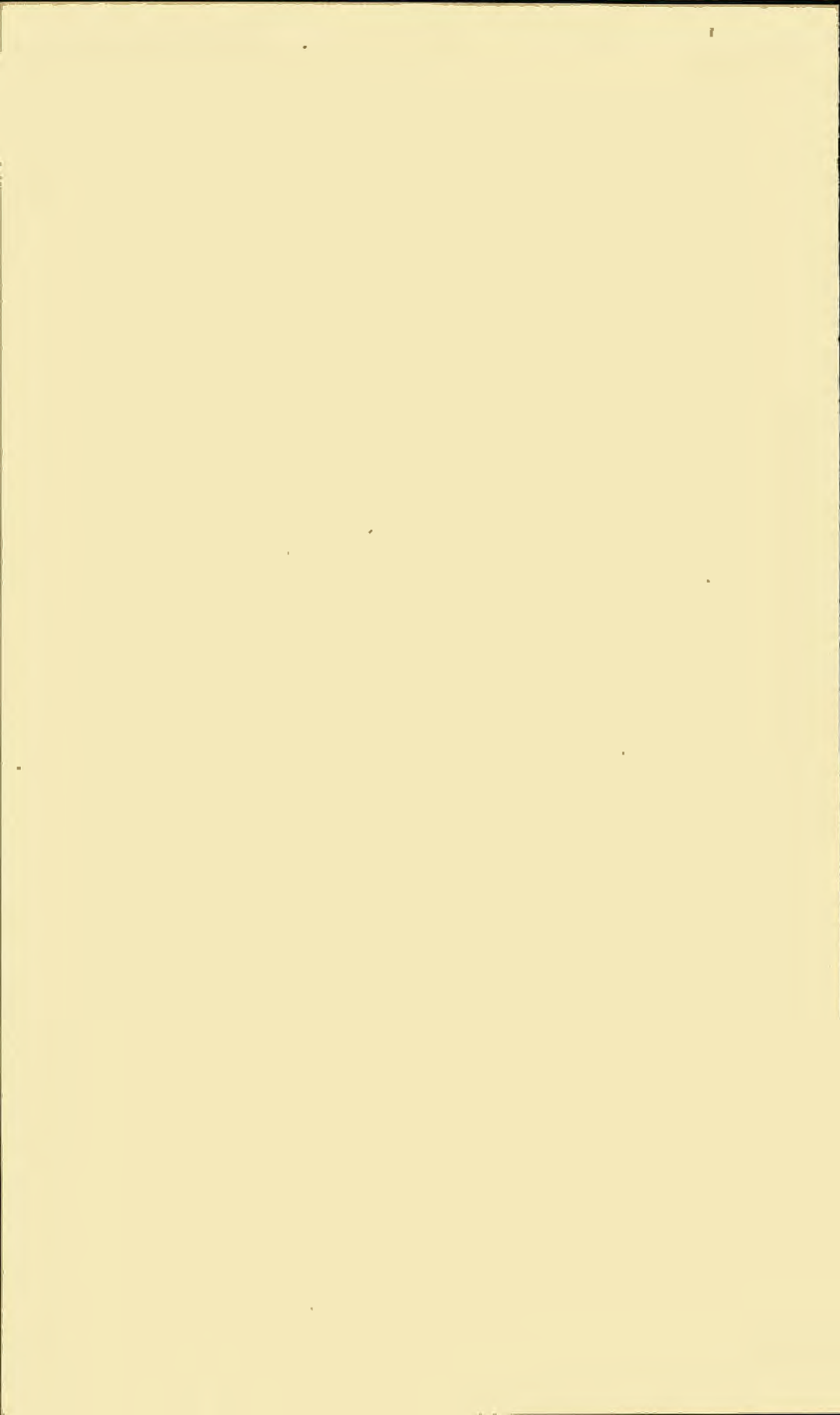
وقد أصاب فضيلة الشيخ محمد سليمان في السؤال الذي ألقاه على سامعيه في المحاضرة التي تلخصناها ، وقد قال فيه : " فأى تشريع يجب أن يكون بدءنا ؟ أتشرعنا الذي مر عليه نصف قرن وقد ظهرت عيوبه ، أم تشرعنا الذي لايس البلاد ثلاثة عشر قرنا ونصف قرن ؟ " .

والذي يهم هو أن نتجز الفرصة السانحة بتأليف المجتئين القانونيين لمواجهة هذه القضية مواجهة تسير بتشريعاتنا في سبيل استقلال يجوله مطابقا لحاجتنا ومقتضى أحوالنا وتقاليدها وعاداتنا فيقل الاستشهاد بدالوز وأحكام محكم الغرب ، ويزيد الاعتماد على إنتاج الشرق . وأما ما فيه مجال فسيح ومذاهب متعددة يستطاع التوصل بها لاستنباط ما يصلح لنا في عصرنا هذا .

الامة تشده . ومعناه لا يقتصر على مظهر من مظاهر الدولة ، بل يشمل أعظم ما يستطاع من نطاق المرافق والأعمال والنظم . وقد قال فضيلته في هذا قولاً حسناً زرده هنا وهو : " لا معنى لأن أَدْعُو إلى إخراج الغريب من أرض بلادى ، في حين أعمل على أن أستقدمه من ناحية أخرى لاحتلال عقولنا . وطبع قوميتنا بالطابع الغريب ! " .

وقد جرينا على عادة الاقتباس من الغرب في ما يصلح لنا وما لا يصلح ، وأفردنا في التمسك بما نستطيع ابتكاره وما لا نستطيع ، حتى كادت هذه العادة تصير منا في حكم الطبع ، وبلغ ما هو مقتبس كذلك أننا نقتي ذبول بنظولاتنا في مصر كما يفعلون هناك اتقاء لماء المطر والوحل في الشوارع وليس عندنا ما يذكر منهما !

ولو كان هذا الاقتباس في صناعات جديدة نجعلها — كالطيران واليارات والراديو والكهرباء — لالتسنا عذراً ولزمتنا الصمت ، أما وهو في أمور كان الشرق البادى فيها ، وقد اقتبس الغرب كثيراً منها من بلدانه وشعوبه ، فالأمر غريب . فالشرق أعطى الغرب أديانه الثلاثة العظمى ، وهي أساس حضارته وشرائعه . واستنبط الشرق في عصور حضارته وقوته ومؤدده من التشريع والتقنين ما لا يزال محفوظاً ، وبلغ من تدقيق علمائه فيه أن جانباً منه صار في حكم العلوم الرياضية في أحكامه على مثال ما صنعوا في فنن الصرف والنحو .



LA MISSION DE L'AZHAR AU XX^e SIECLE

PAR

S. EM. CHEIKH ABBAS EL GAMAL

AVOCAT PRÈS LE MEHKÉMEH SUPÉRIEUR

EXCELLENCES,

EMINENCES,

MESSIEURS,

Quand les yeux se dirigèrent vers l'horizon pour voir poindre l'aube du XX^e siècle et accueillir une ère qui venait de naître, l'Azhar pliait sous le poids des années: il avait franchi le printemps de son dixième siècle dont il traversait déjà l'automne pour s'acheminer vers la vieillesse.

Au déclin de son dixième siècle d'existence, l'Azhar se rencontra avec le XX^e siècle, jeune et prospère. Ainsi, pendant les quarante dernières années de son millénaire, l'Azhar retrempa sa vigueur dans celle du jeune vingtième siècle et sortit plein de fougue et d'enthousiasme. Et le dixième siècle de l'Azhar semblait dans son crépuscule, plus vif qu'en ses années méridiennes; son soleil couchant paraissait plus lumineux que son soleil levant.

Au cours de sa vie millénaire, l'Azhar eut à accomplir dix missions: une seule mission, oserais-je dire, mais longue et ininterrompue, dont les modes de réalisation se rencontraient tantôt et s'écartaient tantôt. Or, le moment est venu pour que l'Azhar élabore sa onzième mission. En effet, ce vingtième siècle, encore dans la pleine force de l'âge, accordera à l'Azhar soixante ans de

(¹) Traduction de la Conférence prononcée le 27 avril 1936 à la Section Juridique de la Société Royale d'Economie Politique, de Statistique et de Législation.

sa longue existence. Profitant de cette vaste latitude, l'Azhar donnera libre cours à sa mission. Il ira de l'avant, énergiquement et sans hésitation; il fera son choix précieusement et avec précision; il sera idéaliste, non point terre à terre; et son action prendra le plus vaste essor. Dans ce tournant d'histoire, la Grande Université fut témoin de nombreuses divergences d'opinions et différences de modes d'action. Elle assista à des luttes vives et passionnées; elle s'aperçut enfin comment l'idéal de la vie s'élève jusqu'aux nues et combien l'horizon s'élargit devant toutes les vues. Autant de facteurs qui encouragent l'Azhar dans sa nouvelle mission, à laquelle il donnera une impulsion sans précédent dans ses Annales. Autant de motifs qui l'entraîneront à renoncer pour toujours, à ses procédés faibles et vétustes.

Il ne sied pas à l'Azhar de désavouer son passé; car tout en demeurant assis sur ses bases solides, l'Azhar sut plier aux suppressions et aux modifications. Rien donc ne l'empêche de réformer aujourd'hui ce qu'il avait déformé hier. Mais qu'est donc l'Azhar et quelle est sa mission?

Je n'oserais point croire que le fondateur de l'Azhar lui eût assigné la vaste mission qui lui incombe actuellement. Il voulut plutôt en faire une grande Mosquée et une école, pour protéger et développer le rite chiite; une institution pour en diffuser les enseignements, inculquer aux Egyptiens l'amour de la doctrine chiite fatimite et raffermir ainsi le pouvoir de ses suzerains, les Khalifes fatimites, fondateurs du Caire et édificateurs de l'Azhar.

Ainsi, les Egyptiens devinrent de sincères et loyaux sujets de la Dynastie fatimite. Ils s'assimilèrent aux chiites et pratiquèrent leurs coutumes dans les réunions, les fêtes et les cérémonies.

Tranquillisés sur leur situation en Egypte, les Khalifes fatimites étouffèrent les murmures des chaînes de fer pour écouter la voix logique des sentiments: ils ne faisaient presque plus de distinction entre leurs sujets Egyptiens et leurs soldats chiites. Si ce résultat fut acquis grâce à l'Université d'El Azhar, celle-ci eût ainsi porté haut le flambeau que les fatimites lui confièrent et rempli à souhait la mission qu'ils lui assignèrent.

L'Azhar ne fut fondé, semble-t-il, que pour diffuser la jurisprudence, la doctrine et les enseignements chiites, attiser le feu du sectarisme chiite en Egypte et empreindre de sa couleur verte les sentiments des Egyptiens. Si par contre, la Grande Université

s'intéressa quelque peu aux sciences linguistiques et logiques, elle ne perdit jamais de vue, cependant, la mission des Fatimites. Bien au contraire, elle veilla à son accomplissement jusqu'au jour où ces derniers, tombés en décadence, l'Azhar ne trouva plus auprès d'eux l'appui dont il était digne.

Le pouvoir déclinant des Fatimites en Egypte passa aux mains de gouvernements non arabes et de gouvernants n'ayant aucun sectarisme de rite : chez eux, l'argent et la guerre prédominaient sur la croyance et la science. Leurs trônes ne s'appuyaient pas sur la foi ardente et les principes religieux, mais ils reposaient sur l'or flamboyant et l'épée terrifiante. Sous les Ayoubites et leurs successeurs, l'Azhar devint donc une école abandonnée, sans autre soutien que celui accordé ordinairement aux différentes institutions d'enseignement. Il trébuchait tantôt, se relevait ensuite, reprenait un jour ses forces pour retomber longtemps dans la torpeur. Le feu de la science ne s'éteignit pas seulement à l'Azhar et en Egypte, mais peut-être aussi dans tous les autres pays arabes et islamiques. Cependant une sourde lumière cachée sous la cendre scintillait dans les parvis de l'Azhar et aurait pu facilement se transformer en une vive flambée, n'était-ce la résignation de l'Azhar et la dignité de ses Ulémas. Hors l'enceinte de la grande Université, on puisait la science dans une source tarie dont on avait peine à retirer l'eau parcimonieuse pour abreuver les âmes assoiffées de savoir.

En cette ère de noire pauvreté, l'Azhar ne perdit pas courage. Se penchant sur la flamme sourde, il l'entretint de son haleine vivifiante pour l'empêcher de s'éteindre. Or, il advint qu'un vent violent pénétra par les fenêtres de l'Azhar et souffla si fort sur la flamme sourde, qu'elle commença à se rallumer.

Si l'Azhar n'avait fait que conserver jusqu'au XVIII^e siècle ce dépôt précieux pour la science et la religion, il aurait largement accompli sa mission. Car sans ses fidèles dépositaires, l'Azhar n'aurait pas, croyons-nous, gardé aux Arabes et aux Musulmans, pendant ces longs siècles, un bien qui était exposé à la perte.

Le vent violent qui vivifia la flamme de la science à l'Azhar serait, peut-être, l'Expédition Française. L'Histoire ne nous dit point si, à l'époque où l'Armée Française entra en Egypte, l'Azhar jouissait, comme de nos jours, d'un immense prestige aux yeux des Egyptiens, et si ses Ulémas exerçaient une aussi haute autorité. Ou bien les Français ont-ils pris les Ulémas sous leur protection

dans le but de rehausser la valeur de la Grande Université et afin que, une fois à son apogée, celle-ci servirait leur politique, et ses Ulémas, reconnaissants, se rallieraient à leur cause ?

Sans nul doute, l'Azhar s'empessa de raffermir sa position et son autorité, selon le plan tracé par les Français. De leur côté, les Egyptiens n'hésitèrent pas à suivre les pas de l'Azhar et à lui reconnaître l'autorité dont il s'était investi. Mais, comme c'était là une foi nouvelle à peine naissante, les Français ne cueillirent, de leur propagande pour l'Azhar, que des fruits verts, non encore mûrs. Ainsi, par un bienfait de la Providence, ils ne réalisèrent pas le but qu'ils s'étaient proposés. Dans l'accomplissement de la mission que les Français lui assignèrent, l'Azhar fut très réservé : il éleva une voix faible et étouffée s'avancant à pas lents et indécis.

Quant à celui qui cueillit les fruits de cette propagande en pleine maturité, qui les manipula sans peine, qui ressuscita l'Azhar et le chargea d'accomplir la haute mission de raffermir Son Trône et de triompher sur Ses ennemis,—les Mamelouks,—c'est le Grand et Victorieux Général Mohamed Aly pacha, chef de la Dynastie régnante. La mission remplie par l'Azhar en faveur de ce Souverain fut la deuxième d'ordre politique dans les Annales de cette Grande Université : elle fut aussi l'augure de celles accomplies au XIX^e siècle. En dehors de cette mission, l'Azhar en réalisa dix au cours de ce dernier siècle. En essayant d'exposer comment elles virent le jour, nous nous rendrons compte de la mission de l'Azhar au XX^e siècle et nous jeterons une lumière sur les méthodes à préconiser et sur les étapes à suivre.

C'est une flagrante injustice envers l'Azhar que de s'évertuer à suivre les phases de sa mission hors de l'Egypte, pour savoir comment elle a été accomplie dans les autres pays au cours du XIX^e siècle. Car le fait de rechercher cette mission à travers le monde sans en découvrir les traces visibles est loin de vouloir dire que l'Azhar n'y a réalisé aucune. D'ailleurs, il est encore des secrets cachés dans les pages obscures de l'Histoire, dans les Annales des temps anciens et des pays lointains.

En Egypte, par contre, notre rôle se borne à enregistrer des actes accomplis par l'Azhar sous nos propres yeux, ou rapportés de source sûre. D'autant plus qu'il est en notre pouvoir ici, de

suivre l'Azhar pas à pas, au XIX^e siècle, au cours de l'accomplissement de sa mission, dans les domaines des sciences et des arts, au profit des citoyens aussi bien qu'au profit des villageois.

Au XIX^e siècle, la mission de l'Azhar consistait à prêcher la bonne parole et à prodiguer des conseils au public. Cette mission prédicatrice fut accomplie avec succès : des prédicateurs, des orateurs et des professeurs appelaient les musulmans à la prière, prêchaient tous les vendredis et enseignaient entre autres les principes religieux en matière d'obligations et de dévotions. Les missionnaires de l'Azhar se répandirent dans toutes les institutions et dans tous les centres.

Les soldats dans leurs casernes, les marins à bord de leurs navires, avaient des prédicateurs et des professeurs délégués de l'Azhar. Celui-ci envahit même les prisons, pour prêcher aux détenus sa mission, ordonnant le bien et prohibant le mal.

Si l'Azhar avait limité sa tâche à choisir ces émissaires, s'il s'était borné à leur inspirer la bonne parole pour la diffuser en son nom, si enfin les différentes catégories de la population répandues sur toute l'étendue de l'Égypte avaient compris la mission de l'Azhar, celui-ci aurait accompli parfaitement son devoir envers Dieu en élevant sa voix pour guider les hommes vers le droit chemin et pour les mettre en garde contre la route épineuse du mal.

Quant à sa mission dans le domaine des sciences, l'Azhar l'a remplie à la satisfaction générale. N'a-t-il pas relevé et développé son trésor scientifique ? N'a-t-il pas entrepris l'édification, la rénovation, l'épuration et la simplification de son riche bagage pour le mettre à la portée de tous ? N'est-ce point un grand mérite pour l'Azhar que d'avoir conservé pour le monde musulman au XIX^e siècle les vestiges des sciences philologiques et théologiques, et de les avoir mis à l'abri des tempêtes à la merci desquelles ils étaient abandonnés ? Ne lui suffit-il pas d'avoir sauvé ces précieux trésors et de les avoir remis XX^e siècle, intacts et immaculés, purs et indemnes, tels qu'ils les avaient reçus du XVIII^e siècle ?

Certes ! C'eût déjà été une gloire méritoire pour l'Azhar s'il s'était même épargné la peine de nous léguer encore des recueils de

sermons, chefs-d'œuvres de l'art oratoire, des textes expliqués, des rapports et des commentaires, ajoutés aux trésors de ses prédécesseurs, à l'actif de ses successeurs.

De même, l'Azhar a accompli sa mission envers la langue arabe au cours du XIX^e siècle, sans se soucier des écoles supérieures, sans leur fournir des professeurs, et rechercher pourquoi ne lui en demandaient-elles point. Quant aux écoles primaires et secondaires, elles tendirent la main à l'Azhar, en quête d'instituteurs, pour enseigner à la jeunesse sa langue maternelle : l'arabe. Longtemps ces mains demeurèrent tendues, mais l'Azhar ne leur en accorda point. Parcimonie ou pénurie ? Egoïsme ou pauvreté ? En présence de ces conjonctures, l'Etat se vit contraint d'instituer l'Ecole de Dar El Ouloum pour former des professeurs de langue arabe. Une phalange jeune et vigoureuse, fidèle et dévouée, reçut entre ses mains le flambeau. Mais l'Azhar constata que c'était toujours lui qui venait d'accomplir sa mission éducatrice dans les écoles primaires et secondaires. Car l'élite des professeurs de Dar El Ouloum étaient des Docteurs de l'Azhar et les élèves de la jeune école avaient, à leur adolescence, puisé la science dans les sources de la Vieille Université.

Le XIX^e siècle n'était pas encore à son déclin lorsque les deux chefs incontestés de la littérature arabe firent leur apparition et occupèrent respectivement leurs trônes dans l'art d'écrire et l'art de parler : "Mohamed Abdou", écrivain émérite, et "Saad Zaghloul", éloquent orateur. L'Azhar n'aurait-il pas été en droit de se proclamer leader de la littérature arabe, grâce au talent de ses deux fils émérites ? A moins que les partisans de Gamal Eddine El Afghani ne viennent contester ce droit à l'Azhar et le défier d'indiquer le maître de la littérature et de la rhétorique par lui formés avant l'arrivée de Gamal Eddine en Egypte.

Quant à la poésie, on n'oserait reprocher à l'Azhar de n'avoir pas formé un maître ou accompli une mission. Car l'Islam critique maints caractères communs aux poètes, recommande de s'en écarter et d'éviter certains genres poétiques. En y renonçant, l'Azhar est à la fois digne d'éloge et de blâme. Mais peut-être, eût-il craint de s'exposer aux blâmes : peut-être eût-il voulu mettre la religion au-dessus de tout soupçon.

Je ne saurais être taxé d'exagération si je sollicite des excuses pour l'Azhar et si je réclame votre indulgence en sa faveur. Car,

c'est dans un esprit impartial que je le fais et tout autre à ma place aurait agi de même.

Par contre, si le danger est imminent, l'excuse tombe. C'est alors que je n'en solliciterais point et que je ferais l'ouïe à quiconque tente d'en solliciter.

Il s'agit, en l'espèce, d'une catastrophe nationale; d'un malheur religieux; combien aurais-je voulu que l'Azhar le prévint! Que n'aurais-je souhaité qu'il sacrifiât pour l'éviter tout le bien qu'il réalisa!

Vérité ou mensonge? On prétend que le Khédive Ismaïl demanda aux Ulémas de l'Azhar de puiser dans les sources du Droit Musulman les principes des Codes des Tribunaux Indigènes. Ces Ulémas auraient, dit-on, insisté auprès du Khédive Ismaïl pour qu'il recourût exclusivement aux ouvrages de jurisprudence hanafite, tant pour le texte, que pour les commentaires et les annotations. Devant l'intransigeance de l'Azhar, le Gouvernement Egyptien dirigea ses vues vers la législation française. Depuis lors, les Tribunaux Indigènes appliquent aux Musulmans et aux Egyptiens une jurisprudence française qui ne répond pas à leurs besoins, du fait qu'elle ne sauvegarde pas leur morale religieuse, qu'elle n'apprécie pas leurs louables coutumes et qu'elle ne consacre pas leurs nobles traditions.

Est-ce vrai? L'Azhar aurait alors commis un crime si horrible, qu'il submergerait par son immensité les villes et les villages; si odieux qu'il soufflerait sur les bateaux et les incendierait. Ainsi, l'Azhar serait revenu à la France, soumis et repentant, pour lui ouvrir les portes des Tribunaux Egyptiens et des Ecoles Egyptiennes et lui permettre d'envahir les cerveaux des jurisconsultes égyptiens. L'Egypte entière appliqua donc le droit français dans ses tribunaux, et le mécontentement divin tomba sur elle, ou tout au moins sur l'Azhar.

S'il n'est pas vrai que le gouvernement eût sollicité l'Azhar et se fût heurté à un refus, la faute de l'Azhar ne serait pas moins lourde et il n'en serait pas moins responsable d'avoir rendu la magistrature égyptienne vassale de la législation française.

Seul, l'Azhar aurait pu repousser cette catastrophe. Seul, il aurait pu dire "Non" et le gouvernement aurait plié devant son veto. L'Azhar a raffermi le Trône de Mohamed Aly qui, à son tour et ses successeurs après lui, ont raffermi la position de

l'Azhar. L'Azhar est assis sur des bases inébranlables. Son Recteur est omnipotent ; le Grand Moufti tient solidement les rênes des consultations religieuses. Le Gouvernement ne prend aucune initiative sans en appeler à l'Azhar et consulter les Ulémas de l'Azhar. Dans ces conjonctures, se serait-il heurté au mécontentement de l'Azhar ? Lui aurait-il été rebelle dans telle question étroitement liée à la religion, alors qu'il lui obéit sans hésitation là où un ombre de doute surgit sur le caractère religieux de telle autre ? Si l'Azhar l'avait voulu, il aurait évité ce malheur. S'il ne l'avait pas voulu et qu'il s'était abstenu de prêcher le Droit Musulman au peuple égyptien par la voie des tribunaux égyptiens, auprès de qui aurait-il cru remplir sa mission ?

Je ne méconnaissais par qu'au cours du XIX^e siècle, l'Azhar fut un fidèle missionnaire de la jurisprudence d'Abou Hanifa aux Mehkémehs dont il forma les juges et dont les lois n'étaient autres que les traités de jurisprudence enseignés par les Ulémas Hanafites à la Grande Université. Cependant, l'Azhar semble refuser au XIX^e siècle une nouvelle gloire : l'accomplissement de sa mission aux Mehkémehs. Devant la négligence, les abus et les irrégularités des Mehkémehs au XIX^e siècle, l'Etat et les particuliers eurent recours successivement au Méglis El Ahkam, aux différents tribunaux réguliers (Nizamieh) et enfin aux Tribunaux Indigènes. Déchargés de la mission du Droit Musulman et du fardeau de la Justice, l'Azhar et les Mehkémehs les rejetèrent sur les épaules de la France et sur le dos des Tribunaux Indigènes. Sauf toutefois les questions de Successions et de Statut personnel qui furent laissées, par oubli peut-être, aux Mehkémehs. Mais cela ne dura pas. Bientôt, les Méglis Hasbi s'emparèrent des successions, de la curatelle et de la tutelle. Déplumés, les ailes coupées, réduits à leur plus simple expression, les Mehkémehs vécurent ainsi sous les yeux de l'Azhar, contemplant l'accomplissement de sa mission.

Cet aperçu sur l'Azhar au XIX^e siècle donne un portrait vivant de son existence et de sa mission. Ses ressources considérables, les vastes moyens dont il dispose, l'ère de renaissance et de prospérité qu'il traverse, le courage qui l'anime, sa perspicacité surprenante, sa vive attention, sont autant de facteurs qui permettront à l'Azhar d'aller de l'avant vers la perfection, et de réaliser,

s'il le désire, les plus belles, les plus nobles, les plus utiles et les plus éloquentes des missions.

Durant l'épanouissement du XIX^e siècle, l'Azhar s'achemina à pas lents, se préparant et s'apprêtant; se développant, se fortifiant et s'enrichissant; réunissant dans ses mains tous les facteurs de la puissance; s'assurant toutes les manifestations de la fortune; écartant toutes les excuses et entraves qui se posaient sur sa route au XIX^e siècle. L'argent coule à flots dans ses caisses. Les mains généreuses du Souverain magnanime qui préside aux destinées de l'Égypte prodiguent leurs bienfaits à l'Azhar, faisant fleurir ses prairies, le revêtant d'une toison d'or. L'Azhar, jadis isolé dans des murs inaccessibles auxquels conduisaient des routes tortueuses et irrégulières, lève aujourd'hui glorieusement la tête au milieu de vastes places, de larges allées, et de rues harmonieusement tracées. Peu s'en fallut pour que l'Université millénaire s'installât dans des palais gigantesques, plus hauts que ses propres minarets; plus imposants que le Mokattam; plus beaux que les monuments du Caire. L'Azhar étendit sa puissance, se développa, raffermir ses fondements et multiplia ses branches. Il alla sans cesse croissant; ses dizaines d'Ulémas devinrent des centaines; ses centaines d'étudiants dépassèrent les milliers. Pour sa mission au XX^e siècle, l'Azhar mit à profit toutes les innovations de la science et toutes les découvertes des savants. Assis devant son bureau, le Recteur de la Grande Université s'entretient avec l'Orient et l'Occident. Disposant librement de son sort, l'Azhar traça ses propres plans et Sa Majesté le Roi daigna sanctionner la Loi que l'Azhar préféra à toutes les autres. Qu'a donc préparé l'Azhar pour sa nouvelle mission? Quelle sera sa mission au XX^e siècle?

A cet effet, l'Azhar commencera par suivre une route tracée, visant un but déterminé. Cette route a été tracée et ce but a été déterminé par la Loi sur l'Azhar, dont l'encre n'a pas encore séché. A celui qui se renseigne sur l'Azhar et sur sa mission, cette Loi a répondu: L'Université de l'Azhar est la grande institution religieuse musulmane dont le but est: (1) de sauvegarder et de propager le Droit Musulman, dans ses principes et dans ses branches, ainsi que la langue arabe. (2) de former des professeurs chargés d'enseigner la théologie et la langue dans les différentes écoles et institutions ainsi que des magistrats pour occuper les fonctions charéi de l'Etat. C'est là une mission de vaste envergure. Car, aux termes de sa loi organique, l'Azhar est chargé de

sauvegarder dans son intégrité et de diffuser dans sa pureté le Droit Musulman; de maintenir saine et correcte et de propager forte et littéraire la langue des Arabes. Les hommes désireux d'être guidés ont-ils d'autre idéal que celui de voir la Loi Musulmane éclairer de ses lumières les peuples proches et les nations disséminées ? Ceux qui sont jaloux du prestige de la science pure et de la littérature nette nourrissent-ils d'autre vœu que celui de rectifier et d'épurer les dialectes arabes ? Veulent-ils autre chose que d'en dévoiler les différentes significations et d'en découvrir les riches trésors ? Ajoutez à cela que la Loi a confié à l'Azhar la tâche de former des professeurs pour enseigner la religion et la langue ainsi que des magistrats pour occuper les fonctions charéï de l'Etat. En s'acquittant de cette part de sa mission, l'Azhar ne saurait être taxé de fourberie ou de ruse; mais il faudrait plutôt lui reconnaître une admirable habileté. Loin de prendre sur lui le soin de former des savants capables d'enseigner la théologie et la langue, ainsi que des magistrats compétents pour les fonctions charéï de l'Etat, l'Azhar a plutôt mis à la charge de l'Etat la responsabilité de confier à ses diplômés le rôle d'enseigner la théologie et la langue arabe dans ses écoles et d'occuper les fonctions charéï de l'Etat. Par ce tour de finesse, l'Azhar s'est défait et a débarrassé ses élèves de tout lien; il a même, devrais-je dire, enchaîné l'Etat, pieds et mains, par de pesantes obligations.

Pourrions-nous former le vœu que l'Azhar, mettant à profit la dure expérience et l'utile leçon du XIX^e siècle, n'obligera plus l'Etat à supporter patiemment ses lacunes et ne frayera pas la route à l'occupation des Mehkémehs comme il facilita jadis l'occupation française dans les Tribunaux Indigènes.

Certes, nous osons espérer que l'Azhar pansera au XX^e siècle les blessures qu'il occasionna au XIX^e siècle; certes nous souhaitons qu'il comblera les lacunes de ses missions et de ses procédés; remédiera à ses faiblesses; corrigera ses défauts. Car par la Providence et la Sollicitude de Dieu, l'Azhar éprouve aujourd'hui un pressant besoin de réformes. Répétant et plein de regret, il se rend compte de sa faiblesse fragile qui le met à l'arrière des rangs. Loin de se les cacher, l'Azhar confesse ses défauts; et par l'organe même de ceux qui s'efforcent d'y remédier, il les expose dans la note explicative de sa loi naissante. L'Azhar a-t-il retrouvé son chemin ? La conscience de ses lacunes serait-elle un premier pas vers la perfection ?

Désormais toute mission qui poindra à l'horizon de l'Azhar commencera par elle-même et par ses propres hommes. Elle s'accomplira à la faveur de l'Azhar et de ceux qu'ils abrite, dans l'espoir qu'une transformation intervienne dans son enceinte et dans son voisinage. Cette transformation exercera son action sur la morale et les caractères des Azharistes, ce qui permettra au monde de voir de ses propres yeux les missionnaires de l'Azhar et de réaliser les espérances fondées sur eux.

Il verra des savants, convaincus et surs que la principale part de l'héritage légué par les Prophètes aux Ulémas est la morale élevée, l'amour du bien et la charité ;

Il verra des hommes pieux, sachant que la piété est dans les cœurs et non sur les lèvres, et que la piété feinte soulève le mécontentement de Dieu ;

Des ascètes modestes, détachés des biens de la terre, fuyant le mal et pratiquant la vertu ;

Des hommes dignes, sans vanité ; obligeants, sans fausse modestie ;

Des patriotes égyptiens auprès de qui l'Egypte cherchera son refuge dans sa crainte, et qu'elle trouvera prêts l'appel dans sa tourmente.

En remplissant sa mission envers lui-même, l'Azhar épurera et développera sa richesse scientifique, et,—ainsi qu'il est exposé dans sa note explicative—“il assurera la publication d'ouvrages traitant de toutes les branches de la science moderne, en une langue arabe correcte et conforme aux goûts de la génération actuelle, où les questions seront traitées selon les meilleures méthodes auxquelles ont abouti les recherches scientifiques ; et fera revivre les vieux ouvrages qui se distinguent soit par le fond, soit par la forme”.

Ainsi “les Azharistes se mettront au courant des attaques dirigées contre les religions en général et l'Islam en particulier”.

Ainsi “ils établiront des rapports scientifiques avec les milieux jusqu'ici étrangers à l'Azhar et connaîtront les langues vivantes utilisées dans la vaste littérature scientifique qui traite des questions relatives à l'Islam et à la langue arabe”.

Une fois accomplie envers elle-même et envers l'Azhar, la mission de la Grande Université au XX^e siècle devra s'étendre à

l'Egypte et à tous les pays du monde : à l'Orient comme à l'Occident ; aux peuples arabes aussi bien qu'aux étrangers, sans distinction de langue, de race, de rite ou de religion.

Mais un obstacle insurmontable se pose sur la voie de l'Azhar et l'oblige à prendre, pour sa mission, une route obscure et tortueuse.

Je dois reconnaître que le grand savant, Cheikh Mohamed Abdou, fut le premier agent qui eût essayé de démolir, à coups de hâche, les rocs qui barraient sa route. Alarmé par le fracas de cette action violente, l'Azhar s'opposa aux réformes. Depuis lors, on usa d'une si grande réserve, que les obstacles durcirent et les rocs devinrent de plus en plus rugueux. Rendons toutefois justice à l'Azhar et avouons que ce n'est point lui qui ferma les portes des recherches et commentaires devant les Ulémas. Car, à l'avènement de l'Azhar, cette porte était déjà close par d'autres mains que la sienne et sous l'effet d'une autre opinion que celle de ses hommes. L'Azhar ne tarda donc pas à monter la garde devant cette entrée hermétiquement barrée, surveillant jalousement sa serrure et la défendant vaillamment contre quiconque aurait osé, violemment ou pacifiquement, y pénétrer. Jusqu'à ce jour, l'Azhar continue, l'épée levée et la lance dressée, à défendre l'accès de cette porte.

Au moment où la Note Explicative sur l'Azhar désire appliquer à ces questions les meilleurs procédés auxquels la science moderne ait abouti, verra-t-on cette tentative de modération s'arrêter au seuil de la porte fermée ou se heurter aux gardes qui la défendent ?

Les hommes de ce siècle ont à connaître de procès qui ne furent jamais soumis à leurs prédécesseurs. Ils sont témoins d'événements qui n'ont point de pareils aux premiers siècles.

La mission de l'Azhar s'accomplira-t-elle les yeux fermés et la langue liée, sans se soucier de ces événements et sans tenir compte de ces procès ?

Quant à la Note Explicative sur l'Azhar, elle expose succinctement les modes d'application dans les questions de détail, et se livre à des déductions et à des syllogismes.

Avant comme après la publication de cette note, le Recteur de l'Azhar lui prépara le terrain. Ainsi, dans plusieurs de ses discours, il y passa à vol d'oiseau et fit certaines insinuations dont les esprits perspicaces pouvaient comprendre que l'éminent savant

semblait encourager l'interprétation et réprouver l'imitation inintelligente. Verrions-nous dans cette note et dans ces discours, une nouvelle tentative de lutte contre l'obstacle insurmontable ?

Certes nous ressentons aujourd'hui une action douce, fine, et quelque peu hésitante, s'acheminant timidement vers la porte fermée des commentaires et recherchant, pour l'ouvrir, la clef de l'énigme. Ou peut-être cette action est-elle en quête d'une composition chimique pour effriter les rocs de l'obstacle, sans recourir, cette fois, aux haches bruyantes, de peur que leur écho ne réveille le tumulte de l'Azhar ?

Mais l'Azhar estime à juste titre, que sa mission au XX^e siècle ne sera complète et ne réalisera les espérances fondées sur elle qu'en assurant aux profanes dans toutes les autres parties du monde, la traduction en leurs langues respectives, de la signification du Coran, pour autant que cela est dans le pouvoir de ceux qui le comprennent, et qui, versés dans la littérature et dans la philosophie, sont en mesure de reproduire fidèlement sa signification.

Tranquillisé sur le sort de ses premières tentatives, le Recteur de l'Azhar alla de l'avant, sans hésitation ni dissimulation. Les cris qui s'élevèrent autour de lui ne l'effrayèrent point et ne le firent point reculer. A ce vacarme se mêlèrent presque tous les membres de l'Aréopage des Ulémas, exprimant des avis divergents et partagés ; les uns réprouvant et prohibant cette traduction, considérée comme contraire à la Loi ; les autres l'accueillant favorablement, l'autorisant et n'y trouvant aucune dérogation à la Charia. Sans se laisser influencer, le Recteur alla de l'avant, sûr de son opinion, convaincu du bien-fondé de sa manière de voir. Cette étape franchie avec vaillance et courage, sera-t-elle suivie d'une autre, plus longue, plus énergique, plus forte et plus glorieuse ? A peine frappée, la porte de l'interprétation verra tomber les chaînes qui barrent son accès. Ses deux battants s'ouvriront et l'interprétation sera mise à la portée de tout jurisconsulte digne de confiance, dont la piété et l'honnêteté sont au-dessus de tout soupçon.

Libérée de la prison étroite où elle était cloîtrée, la mission de l'Azhar prendra son essor, traversera terres et mers, s'envolera dans les airs, et, au lieu de piétiner lentement dans la boue, elle s'élancera, aussi rapide que l'éclair.

Que l'Azhâr s'élève donc avec ses chefs, ses savants et ses jurisconsultes ! Qu'il s'achemine donc dans la voie de l'interprétation et qu'il y dirige ses hommes, aussi bien que la Commission des Consultations de l'Azhâr ! Autrement, on ne saurait reprocher à qui que ce soit sa négligence de consulter l'Azhâr, ni en vouloir à celui-ci et à sa commission, s'ils s'abstiennent de donner des consultations. D'ailleurs, la présence de jurisconsultes de rites Malikite et Chaféite, aux côtés du Moufti du rite Hanafite est de nature à faire supporter à l'Etat une dépense inutile, dont le seul effet consiste à montrer un peuple divisé entre les rites des Jurisconsultes de l'Islam et tâtonnant au milieu des avis de leurs partisans et imitateurs.

A l'instar de la liberté, le droit de commenter s'acquiert et ne s'octroie pas. Ainsi, en vertu de son Décret d'institution, la Commission des Consultations de l'Azhâr jouit d'une très vaste liberté. Ce Décret lui recommande, en effet, de se guider sur le Coran et la tradition et de formuler ses consultations sur leur base. Poussée dans la voie de l'interprétation, la Commission a refusé de la suivre, préférant se tracer une route opposée.

Prenez le dernier numéro de la Revue de l'Azhâr. Vous y lirez, sous la rubrique "Questions et Consultations", une question sur celui qui jure sur le Coran de ne pas boire du sirop de réglisse. Oyez la réponse de la Commission des Consultations : "Si le fait de jurer sur le Coran est un serment, le parjure sera déclaré impie ; si ce n'est pas un serment, il ne le sera pas."

Faisons abstraction de la gravité ou de la légèreté de l'acte de boire du sirop de réglisse ! ! Ne parlons pas, non plus, du point de savoir si le serment de la réglisse est un serment sérieux ou frivole. Laissons même de côté la recommandation faite à la Commission sur la nécessité de se livrer à l'interprétation, et considérons uniquement la pudeur et la timidité de cette Commission, qui n'a pas voulu faire prévaloir une opinion sur l'autre ou appuyer une doctrine au détriment de l'autre. Se confinant dans d'étroites limites, elle laissa à l'auteur de la question le soin de se choisir l'opinion et d'adopter la doctrine qu'il préfère ! !

A un autre qui la consulte sur le sort d'un individu jurant de divorcer par trois fois s'il marie sa fille à un tel, la Commission des Consultations a répondu : "Si cette fille se marie avec un tel

hors de la tutelle naturelle et sans le mandat de son père, le divorce ne se réalisera pas". Faisons abstraction de la Loi No. 25 de 1929 qui interdit la réalisation du divorce non résolutoire si le serment vise à accomplir tel acte ou à s'abstenir de tel autre. Passons outre au fait que la Commission des Consultations suit aujourd'hui des principes dont les Mehkémehs se sont depuis longtemps libérés. N'envisageons même pas cette attitude d'ignorance hautaine qu'elle garde envers la jurisprudence des Mehkémehs et voyons comme elle pousse les enfants à la désobéissance, sans même se soucier de l'édifice familial et de l'harmonie indispensable entre le père et sa fille. Oyons comme elle autorise celle-ci à se marier contre la volonté de son père, sans sa tutelle naturelle ou son mandat. Telle est l'issue que la Commission des Consultations préconise pour que le serment du divorce ne se réalise pas. Admettons que le père change d'avis et constate qu'il avait tort de s'opposer au mariage de sa fille. Admettons qu'il se réconcilie avec sa fille et son gendre digne d'elle. Qu'advient-il alors ? D'après l'avis de la Commission des Consultations, le divorce se réalise irrévocablement. Mais d'après la Loi, il n'y a ni divorce par trois fois ni par une fois.

Les traditions de l'Azhar et de la Commission des Consultations ont empêché la Revue de l'Azhar d'atteindre, dans son progrès, la Revue "Al Manar", non seulement dans la rubrique des "Consultations", mais aussi dans tous les autres titres et rubriques. Ce n'est donc pas sans admiration que nous constatons qu'un seul savant auquel l'Etat ne sert aucun traitement surpasse par ses efforts personnels, l'action de l'Azhar, avec tout son budget et tous ses Ulémas et réalise ainsi, par ses moyens limités, une partie de la mission de l'Azhar. De même, les traditions de l'Azhar ont rendu vaines toutes les tentatives déployées en vue remédier aux plaintes des magistrats et des justiciables, contre certains jugements rendus par les Mehkémehs en matière de Statut personnel. Ces tentatives n'ayant pas abouti à des solutions décisives, on eut recours à des palliatifs et l'on défendit aux juges de connaître des procès dont la solution leur était difficile. Ainsi le Règlement et les lois sur les Mehkémehs s'emplirent d'interdictions et de défenses. On dirait que les efforts déployés visaient à aggraver les blessures au lieu de les panser; et à barrer le chemin devant les justiciables au lieu de l'ouvrir ! Par

contre, si, pour remédier à ces questions, l'Azhar avait eu recours à l'interprétation, il aurait guéri les maux, éliminé les dangers, éclairé la route, calmé les douleurs et réalisé ainsi toutes ses espérances et aspirations.

D'aucuns, confiants dans l'Azhar et dans la mission dont il s'inspire et qu'il désire accomplir, se poseraient la question suivante : Quel besoin l'Azhar a-t-il de tous ces milliers d'hommes qui garnissent les bancs de ses Etablissements, de ses Facultés et de ses Sections ? D'autant plus que les Instituts scientifiques, les Tribunaux, le chaires et les minarets des Mosquées regorgent d'Ulémas, et que les émissaires de l'Azhar n'auront, avant plusieurs années, aucune mission à remplir en faveur de leur Université.

Ne vaudrait-il pas, dans l'intérêt même de sa mission, que l'Azhar n'éparpille pas ses forces et ne dilapide pas ses fonds ?

L'Azhar n'est-il pas assez riche avec son effectif actuel d'Ulémas ?

Ne suffirait-il pas aux hommes, pour s'abreuver, de déguster quelques gorgées douces de ce vaste océan de science ?

A toutes ces questions, les articles 82 et 83 de la Loi sur l'Azhar répondent que, dans les classes d'enseignement supérieur et les sections subséquentes, l'étudiant ne peut doubler plus de deux classes ni demeurer plus de deux ans dans la même classe, sauf par autorisation du Recteur de l'Azhar.

D'autre part, l'article 98 de la même Loi confère au Conseil Supérieur le droit de fixer le nombre des étudiants à admettre en première année de la section primaire. Malgré ces solutions heureuses et satisfaisantes, d'aucuns continueraient à insister sur la réalisation de leurs vœux en disant "L'Azhar n'est-il pas assez riche avec son effectif actuel d'Ulémas ? Ne suffirait-il pas aux hommes, pour s'abreuver, de déguster quelques gorgées douces de ce vaste océan de science ?

Une deuxième question, répétée souvent, mais qui ne trouve pas de réponse : Pourquoi l'Azhar insiste-t-il à faire une distinction entre les citoyens égyptiens, à tel point que les personnes

qui ont reçu leur éducation hors de l'Azhar considèrent les Azharistes comme n'appartenant pas au même pays et au même siècle que le leur ? Pourquoi l'Azhar, de son côté, croit-il—ainsi qu'il est dit dans sa Note Explicative—que nul autre que lui n'est digne de sa science et que nul autre que son diplômé ne mérite le titre de savant ? La culture de l'Azhar et celle des écoles ont disséminé les frères, issus des mêmes père et mère, séparé les voisins, divisé les collègues et les amis. L'Égypte n'a-t-elle pas déjà assez de facteurs de discorde et de mésentente entre ses citoyens pour qu'on recherche dans le mode de culture une nouvelle cause de division ? Quel mal l'Azhar subira-t-il, quel désavantage sa mission éprouvera-t-elle si les frères Égyptiens vont côte à côte pour s'abreuver dans la même source ? Une fois le moment venu, ils se disperseront, chacun vers son but et son idéal. Plus tard, s'ils se rencontrent, ils se reconnaîtront et s'ils collaboreront ensemble, ils s'entendront. L'Azhar agira-t-il en vue d'un rapprochement dans ce sens ? D'ailleurs, s'il ne désire pas élaguer les programmes des ses écoles primaires et secondaires, par mépris des programmes des écoles primaires et secondaires générales, et par méconnaissance de leurs diplômes de fin d'études dont il considère les titulaires comme trop faibles par rapport à ses élèves, pourquoi ne se soumettra-t-il pas au Ministère de l'Instruction publique, après avoir trié la crème de ses propres programmes d'études primaires et secondaires ?

Ne faudrait-il pas, qu'au lieu de garder pour lui-même son propre apanage, l'Azhar permît au Ministère de l'Instruction Publique de s'inspirer de son exemple et de s'adapter à ses méthodes ? Ainsi les écoles primaires et secondaires répondront à ses vœux et réuniront sur leurs bancs tous les citoyens égyptiens. De là les élèves seront dirigés, les uns vers les Facultés de l'Azhar, les autres vers l'Université. C'est alors seulement qu'ils ne se méconnaîtront plus et ne se mépriseront plus. Protégés contre la différence de culture, ils seront plus à même d'éliminer toute autre divergence. Une telle solution n'est-elle pas de nature à rendre l'Azhar plus fort et sa mission plus durable ? Ne lui permettra-t-elle pas de donner à sa tâche une grande envergure ? Ses efforts seront moins éparpillés ; ses méthodes moins disséminées ; ses richesses ne seront plus semées à tout vent et sa source ne tarira plus.

MESSIEURS,

Au cours du XX^e siècle, l'Azhar est appelé à réaliser une tâche plus lourde que celle dont il s'acquitta pendant tout un millénaire de dix siècles. Il se prépare à lever sur ses épaules un fardeau plus lourd que les montagnes et à accomplir des devoirs plus innombrables que les sables du désert. Aussi, est-il digne de notre patiente assistance et de notre persévérant appui.

CHEIKH ABBAS EL GAMAL.

رسالة الأزهر في القرن العشرين

للاستاذ الشيخ عباس الجبل ، المحامي أمام المحكمة العليا الشرعية

حضرة صاحب المعالي وزير المعارف :

حضرات أصحاب السعادة ، حضرات أصحاب الفضيلة :

سأدتي :

حين كان الناس يطالعون وجه القرن العشرين ، أول ماسفر ، ويستقبلونه وليدا ، أول ماستهل . كان الأزهر المعمور قد أبلى شباب قرنه العاشر خلق أو كهولته ، ثم أجد به العهد شيخا موليا .

ولكن شيخوخة القرن العاشر من حياة الأزهر قد أطاقت في فنائها وذهاها : أن تمتن شبيبة القرن العشرين في فنائها وإقبالها ! ففي زهاء أربعين سنة كان لشيخوخة الأزهر في ذماء قرنه العاشر عنفوان من عنفوان شبيبة القرن العشرين . وغلواء من غلوائها — كأن أصيل قرن الأزهر العاشر كان أخشى من ضحاه ! ؟ وكأن مغربه كان أشرق من شروقه ! ؟

وقد أدى الأزهر في هذه القرون العشرة عشر رسائل ، أولعله أداها رسالة طويلة واحدة تلتقي وجوه أداها أو تفترق ؟ على أنه قد حان للأزهر أن يكتب رسالته الحادية عشرة . وهذا القرن العشرون ما يزال في شرخ الشباب سوف يملئ للأزهر من عمره الطويل بستين سنة . سوف يستملئ بها الأزهر ، فيتسع له ما يشاء لرسائله من جلاء ومضاء ! وسوف يختار ويتأنق في الاختيار ، عاليا لادانيا ، وبعيدا لاقربيا . فلشد ما بعدت الشقة .

وتبددت السبل ، واشد ما استغلقت النفوس وتراكبت الأهواء . وقد رأى الأزهر كيف أخذت مثل الحياة تستعل في كل شيء . وكيف جعلت الآفاق تدسع أمام كل عين ، فهو إن شاء الله محتفل لرسالة الجديدة بما لم يحتفل بمثله ، وهو باذن الله متبدل بوسائله الواهية وأسبابه القصيرة .

أيها السادة :

ليس يغض ماضى الأزهر من الأزهر . فقد ملك الأزهر أن يكون ، وقد ر أن يحو مما كان . وما على الأزهر اذا أحسن في يومه ما كان أساء في أمسه . لكن ما الأزهر ؟ وما رسالة الأزهر ؟

أما باني الأزهر فأحسبه لم يعهد الى الأزهر بالرسالة العقيمة التي يضطلع مذهب الشيعي وأرادها أن تقوم على تعليمه ونشره فتشرب في قلوب المصريين الآن بأدائها . وأظنه إنما بناه مسجدا جامعا ومدرسة عهد إليها حضانة حب الشيعة الفاطمية تمكيننا لملك مواليه خلفاء الفاطميين بناة القاهرة ، ومؤسسى الأزهر .

وقد غلا المصريون في حب آل البيت الفاطمي . وشاعت فيهم قالات الشيعة ، واعتادوا كعادتهم في المحافل والمواسم والمشاهد .

وقد اطمأن الخلفاء الفاطميون وأخفتوا من صلصلة الحديد في مصر إنصاتا الى منطق العواطف . ثم كادوا لا يفرقون بين رعاياهم من المصريين وبين أجنادهم الشيعيين . فان يكن هذا الأثر عن مدرسة الأزهر لقد حملت هذه المدرسة أمانة الفاطميين كما حملوها ! وأدت رسالتها عنهم كما أرادوها .

فكان الأزهر إنما قام لفقه الشيعة ولعقائدهم ونواياهم تشبها لثورة العصبية الشيعية في مصر . وتلويها للعواطف المصرية بلونها الأخضر ، فان

قام الأزهر الى ذلك على شئ من علوم اللسان والمنطق فقيام غير لاه عن رسالة الفاطميين ، ولا وان عن أدائها حتى ضعف سلطانهم . وفقد الأزهر أسناده منهم .

أيها السادة :

تحول الملك في مصر عن الفاطميين الى حكومات غير عربية ، والى حكام ليس لهم عصبية مذهبية وليس لهم في العقائد والعلوم مثل ما ربههم في المال والحروب . لا تستند عروشهم الى حرارة العقيدة ولكن الى دفع الذهب ، والى رهبة السيوف لا الى رغائب الدين . وإذن فهذا الأزهر لعهد الأيوبيين ومن تسلط بعدهم مدرسة لا تجد من يعضدها إلا كما تجد العضد سائر المدارس تنقض حيناً وتتعثّر أحياناً ، وتقوى دهرًا وتضعف أدهارًا . وقد خبت جذوة العلم لا في الأزهر وحده ولا في مصر وحدها بل لعلها انطفأت في سائر الأقطار العربية والإسلامية إلا بصيصاً من نور تحت أغطية الرماد كان يشع في الأزهر وكان بسبيل أن يستحيل ضراماً ، لولا القناعة ! ووقار من في الأزهر : أما الناس في غير الأزهر فقد شدوا أيديهم من العلم على صباية أو شال قد جف مأواها لا يجدون في امتصاصها رياء . ولا لازدراؤها مساعاً .

وأما الأزهر فقد استبق وجده في هذا الفقر المعدم وحنًا على جذوة النار فلم تنطفئ حتى هبت عليها من نوافذ الأزهر رياح رهوة أخذت تلمح الجذوة فأخذت الجذوة تشتعل ؟

وبحسب الأزهر هذا الحفاظ رسالة مؤداة عن الدين وعن العلم حتى القرن الثامن عشر . فقد يكون الأزهر في كل هذه القرون قد حفظ على العرب وعلى المسلمين ما كان عرضة الضياع لولا حفاظ الأزهر ؟

سادتى :

لعل مهيب الرياح التى عابجت جذوة العلم فى الأزهر كان مضارب الحملة الفرنسية، لكن لا يدرى التاريخ أدخل الفرنسيون مصر وللأزهر عند المصريين مرتبة هذه العليا ؟ ولعلمائهم فيهم سلطان كهذا السلطان ؟ أو أن الفرنسيين اصطنعوا صنائع محسوبين على الأزهر فعالوا بمرتبة الأزهر وأذاعوا بسلطانه ليرتفع الأزهر ويعظم سلطانه . ثم تظفر سياستهم بالأزهر وما رفعوا من مكانه وبالصنائع وما كسبوا لها من السلطان ؟

لا ريب أجده أن الأزهر بادر قآمن لنفسه بالمرتبة والسلطان على صورة ما رسم الفرنسيون ، وأن المصريين لم يتوانوا أن تابعوا الأزهر قآمنوا له بما آمن به لنفسه . لكنه كان إيمانا جديدا وكان العهد به حديثا فلم يحسن الفرنسيون من ثمار دعايتهم للأزهر إلا ثمارا بقة لم تتسارف نضجها ، وصنع الله للأزهر فلم يبلغ منه الفرنسيون ما أرادوا . وقعد الأزهر فلم ينهد لرسالتهم إلا همسا متخافتا ولم يجاهر بأدائها عنهم إلا فى لحظة المبتدئ منهم ، أما الذى اقتطف ثمار هذه الدعاية للأزهر ناضجة دانية : فتناولها بيديه قاعدا غير قائم ثم بعث الأزهر فادى عنه رسالة التمكين للملكه والجلب على أعدائه من المماليك ، فهو القائد الظافر القاهر محمد على باشا رأس الدولة العلوية ! فكانت رسالة الأزهر التى أداها له ثانية الرسائل السياسية فى تاريخ الأزهر وفتحها رسائل الأزهر فى القرن التاسع عشر . وللأزهر فى القرن التاسع عشر رسالات غير هذه الرسالة اذا استطعنا أن نرى كيف تأدت عنه أظهرنا ذلك على حقيقة رسالته فى القرن العشرين وأظفرنا ذلك بأوضح مايجها وأبين وجوهها .

سادتي :

نظلم الأزهر اذا تتبعنا رسالته في غير مصر لنرى كيف تأدت عنه الى سائر الأقطار في القرن التاسع عشر ، فان تفقدنا هذه الرسالة في أقطار الأرض واختفاء هذه الآثار حتى لا نراها ليس معناها الحتم أن الأزهر لم يؤد رسالته إليها ، فقد لا نستطيع الآن أن نطالع ما تخفيه ظلمات التاريخ وما طوته صحائف الأعوام في البلاد النائية والقرن الغابر .

أما نحن في مصر فأنما نخصي للأزهر ما أحطنا بعلمه رؤية عين وسماع ثقة . وفي وسعنا الواسع بمصر أن نتابع خطوات الأزهر في القرن التاسع عشر وهو يؤدى رسالته ما كان منها للعلوم والفنون وما كان منها لطوائف الناس في قرى مصر وفي حواضرها .

كانت رسالة الأزهر الى عامة الناس في القرن التاسع عشر توليه إياهم بالمواعظ والنصيحة وكان يؤدى رسالة الأزهر الواعظة الناصحة ، أئمة وخطباء ومدرسون يؤمون المسلمين في صلواتهم ويعظونهم في جمعاتهم . ويعلمونهم فيما بين ذلك آداب الدين في المعاملات والفرائض ، فلم يخل الأزهر من رسله معهدا ولا معقلا حتى الجنود في سفائهم وفي ثكائبهم كان لهم من لدن الأزهر أئمة ومدرسون . ثم تغلغل الأزهر الى غيايات السجون يؤدى الى سكانها رسالته الآمرة بالمعروف الناهية عن المنكر .

فلو أن الأزهر قد اختار هؤلاء الرسل ، ولو أنه أوحى اليهم بالوحي النافع الصادق يبلغونه عنه ، ولو أن طوائف الناس ، في أرجاء مصر قد وعت رسالة الأزهر — ليكونن الأزهر قد دعا الى سبيل ربه ، فأسمع أو أعذر ! وأبلغ أو أقصر :

أما رسالة الأزهر عن العلوم فقد أداها الأزهر لا يجب من يسأل أذكر الأزهر ثروته العلمية ونماها ؟ وهل حاول فيها تشييدا ، وتجديدا ، أو عالجها بتهذيب وتقريب ؟ أليس بحسب السائلين أن الأزهر قد حفظ للعالم الإسلامي في القرن التاسع عشر ما أسأره الزمن ولم تطاير به العواصف من علم اللغة والدين ؟ وأنه صان هذه الآثار وحاطها حتى أسلمها الى القرن العشرين كما تلقاها عن القرن الثامن عشر لا مساس بها ولا تعرض لها ولا تغفل فيها .

أجل لعل هذا كان بحسب الأزهر لو أنه عافى الناس من بلاء ما أسأره هو إلينا من دواوين الخطب المنبرية ومن بعض المتون والشروح والحواشي والتقارير التي أضافها الى تراثه العلمي العظيم .

وكذلك أدى الأزهر رسالة اللغة العربية في القرن التاسع عشر لا يبالي شتى المدارس العالية ولا يمدحها بالأستاذة معلمين ولا يسألها لماذا لا تطلب من لدنه الأستاذة المعلمين ؟ أما المدارس الابتدائية والمدارس الثانوية ، فقد بسطت إلى الأزهر أيديها تستجدي من يعلم ناشئتها المصريين لسانهم العربي وظلت أيديها ممدودة الى الأزهر لا يعني بها الأزهر . لاضنا بموجود ، فله العدم ! ولا استثنائا بغنى فله الفقر ! واضطرت الدولة اضطرارا الى دار العلوم مدرسة تبنيها لإعداد مدرسي اللغة العربية فلما أعدتهم وحملتهم رسالتها أقوياء فيما تعلم ! أمنا فيما تشهد ! رأى الأزهر أنه هو الذي أدى رسالة اللغة العربية الى المدارس الابتدائية والثانوية : وجعل يحتاج على دار العلوم بأن طليعة أسانتها من علمائه وأن طلبه دار العلوم نهسلوا من الأزهر قبل أن يعلوا بدار العلوم ؟

على أن القرن التاسع عشر لم ينته حتى كانت زعامة الأدب العربي في الكتابة والخطابة الى أيمن كتاب العربية " محمد عبده " وإلى أفدر خطبائها

”سعد زغلول“ ولو شاء الأزهر لاحتاز لنفسه هذه الزعامة في العالم العربي بسبب هذين الزعيمين من أبنائه غير مدافع . إلا أن يحاج الأزهر فيهما نصراء الأفغانى جمال الدين وإلا أن يعمدوا فيتحدوا الأزهر ليدلهم على زعيم في الكتاب والخطباء كان للأزهر قبل مقدم جمال الدين الى مصر .

أما الشعر فلا على الأزهر ألا تكون له فيه زعامة أو رسالة مؤداة . فبعض مناحى الشعراء قد ذمها الإسلام ليصرف عنها وعن بعض أفانين الشعر ، وأهل الأزهر في انصرافه عن أفانين الشعر ممدوحها ومذمومها ، إنما كان يتقى لعرضه بعض المذمات ويتورع لدينه عن الشبهات .

أيها السادة :

لست في التماس المعاذير للأزهر ، إذ أتمسها ، متكفأ ما لا أطيق ، فأنما كنت أعتذر للأزهر بما يذر الأزهر نفسه ، أو بما لا بد منه لمن يحاول المعاذير .

أما اذا دهم الخطب فقطع أسنة المعاذير فما أنذا لا أتمس المعذرة ولا استمع لمن يحاول الاعتذار .

لقد عاد الأمر كارثة وطنية ، وبجيعة دنيئة وددت لو دافع الأزهر مصابها ، ووددت لو افتدى الأزهر شرها بكل خير كان أسلفه .

لا أدري أحق أم إلك ما يقال عن طلب الخديو إسماعيل من شيوخ الأزهر أن يشرعوا من مناهل الشريعة الإسلامية قوانين للمحاكم الأهلية ، وأن شيوخ الأزهر أبوا على الخديو إسماعيل إلا أن يأخذ للمحاكم الأهلية من كتب الفقه الحنفى متنا بشروحه وحواشيه : وأن ذلك من الأزهر اضطر الحكومة المصرية الى القوانين الفرنسية : فالمحاكم الأهلية من هذا التاريخ

تقضى في المسلمين وفي المصريين قضاء فرنسا لا يصلح لهم ولا يصلحون عليه إذ ليس يحفظ آداب دينهم ، ولا يقدر محاسن عاداتهم ، ولا يقرمكارم تقاليدهم .

لو أن ذلك كله حق لقد أثم الأزهر الشريف ماثماً لو سال على المدائن لأغرقها ، ولو هب على السفائن لأحرقها ، وإذن فقد عاد الأزهر فثاب الى فرنسا ، وعاد الأزهر فمكن لفرنسا واحتل لها المحاكم المصرية والمدارس المصرية ! ورؤوس الفقهاء المصريين ! حتى دانت مصر كلها في قضائها كله بدين فرنسا ! حققت كلمة الله على مصر الأسيف ، أو على هذا الأزهر الشريف !

إذا لم يكن في الحق أن الحكومة طلبت هذا من الأزهر فأباه عليها الأزهر ، فإن مآثم الأزهر من مآثم دينونة القضاء المصري لقضاء فرنسا . مآثم ثقيل الوزر ، شديد الأضر .

فما كان في مصر من يملك دفاع هذا الخطب غير الأزهر ، وما كان في مصر من يقول للحكومة — لا — فتتزل الحكومة على نبيه غير الأزهر ، لقد مكن الأزهر لمحمد علي فمكن محمد علي والولاية من أبنائه للأزهر . فهذا الأزهر في مكانه ، وهذا شيخ الأزهر في سلطانه ، وهذا مفتي مصر ، وزمام الفتيا في يديه غير مفلت ! وهذه الحكومة لاتهم بأمر حتى تتحسس له مشيئة الأزهر ، وتستفتي علماء الأزهر ، أكانت هذه الحكومة تفاضب هذا الأزهر لو أنه غضب ؟ أو كانت تعصيه في أشد الأمور مساماً بالدين ؟ وهي تطيعه في كل ما يليق عليه شبه الدين ؟ أما لو شاء الأزهر لدفعت هذا الخطب مشيئته ! فاذ لم يشأ وقعد عن أداء رسالة الشريعة الإسلامية إلى الشعب المصري عن طريق المحاكم المصرية فالى من يظن الأزهر أنه أدى إليه هذه الرسالة ؟

لا أغمط الأزهر أنه في القرن التاسع عشر أدى رسالته عن فقه أبي حنيفة إلى المحاكم الشرعية فكان قضائها من الأزهر ، وكانت قوانينها كتب الفقه الذي يدرس الحنفية في الأزهر ، لكن الأزهر على ذلك لا يزال يابى أن يعد من مفاخره في القرن التاسع عشر أداء رسالته للمحاكم الشرعية كأنه يخشى أن يحد من نفوه ، أو يفض من قدره ، قصور المحاكم الشرعية وتفريطها وتخلفها في القرن التاسع عشر حتى اضطرت الدولة والأهليين إلى مجالس الأحكام فإلى صنوف من المحاكم النظامية ثم إلى المحاكم الأهلية فرفعت عن كاهل الأزهر والمحاكم الشرعية عبء رسالة الشريعة الإسلامية وأعباء القضاء بها ووضعت هذه الأعباء كلها على عاتق فرنسا وعلى كاهل المحاكم الأهلية ؛ إلا ما كان من التركات ومسائل الأحوال الشخصية فقد أغمض عنها للمحاكم الشرعية حيناً ، ثم ما لبثت المجالس الحسبية أن استقلت بعبء التركات والمجروا الوصاية . فانتقصت المحاكم الشرعية أطرافها ومن أوساطها وهزلت المحاكم الشرعية والأزهر ينظر ورسالته تتأدى !

هذه الإمامة بالأزهر في القرن التاسع عشر قد صورت للأزهر ورسالاته صوراً ، الأزهر الآن في غناه الواسع ، ووسائله الموفورة ، وفي صحوه المتيقظ وخطوه المتوثب . وكل عيونه المفتحة وآذانه المرهفة ، أقدر ما يكون ، إن شاء على صور أفضل منها وأكمل . وأروع منها وأجمل وعلى رسالات أفصح منها وأنصع ، وأبلغ منها وأنفع .

أيها السادة :

مشى الأزهر ضحوة القرن العشرين كلها مستأنياً ، يتأهب ويستعد ، ويشتد ويمتد ، ويقوى ويغنى ، حتى استجمع لديه كل أسباب القوة ، واستظهر بكل مظاهر الغنى ، وحتى عدم كل معاذيره في القرن التاسع عشر

فهذا المال قد سال بالأزهر سيله المفعم وقد جعلت يدا الملك المفضل ملك مصر تفيضان عليه بالغيوث فتطعمان الأزهر نضارا ، وتكسوان الأزهر حريرا ، وهذا الأزهر المحجور في حجر الباطنية تنعطف عليه الحنى . وتلتوى حوله الدروب ، ولا تستقيم إليه المسالك ، قد انفسحت تحته الميادين ، وشاعت أمامه المذاهب ، واستطرقت إليه الطرق . وما يلبث الأزهر أن يسكن القصور الشم تطاول مآذن الأزهر طولاً . وتعظم جبال المقطم بناء . وتباهى مجالى القاهرة رواء . وقد بسط الأزهر سلطانه ، ومد عمرانه ورمخ أصوله ، وتفرع فروعا ، حتى عادت قلته القليلة كثرة كثيرة ، فعشرات من العلماء صارت مئين الى مئين ، ومئنه من الطلاب أربوا على الآلاف بالآلاف ، والى ذلك أخضع الأزهر لرسائله في القرن العشرين كل ما كشفه العلم واستحدثه العلماء حتى لقد شافه شيخه الأكبر مشارق الأرض ومغاربها وهو في مجلسه من الأزهر ، ثم لقد نظم الأزهر أنظيমে كما ارتضى ، ورسم معاملته ونهايته بيده ، وتفضل صاحب الجلالة الملك أنفذ القانون الذى آثره الأزهر على سائر القوانين فأى عتاد قد اعتد الأزهر لرسائله ؟ وأى رسالة رسالة الأزهر في القرن العشرين ؟

سوف يبدأ الأزهر أداء رسالته في القرن العشرين في طريق مرسومة ، الى غاية معلومة ، قد رسم هذه الطريق وأوضح هذه الغاية قانون الأزهر الذى لم يحف مداده ، فأجاب كل سائل يسأل عن الأزهر ؟ وعن رسالة الأزهر ؟ بأن الجامع الأزهر هو المعهد الدينى العلمى الإسلامى الأكبر وأن الغرض منه هو القيام على حفظ الشريعة الفراء أصولها وفروعها واللغة العربية وعلى نشرهما ، أولا ، وتخريج من يوكل إليهم تعليم علوم الدين واللغة بمختلف المعاهد والمدارس ويلون الوظائف الشرعية فى الدولة ثانيا . إذن فهى رسالة جامعة عميمة ! وإذن فقد عهد الأزهر فى عقدة قانونه

هذا أن سيحفظ شريعة المسلمين موفورة كاملة ؟ وسينشرها بيضاء نقية ؟ كما سيحفظ لغة العرب سليمة صحيحة وينشرها قوية فصيحة ؟ وهل بين الناس والهدى إلا أن يسطع ضياء الشريعة على العاشين عنها والنائين منها . وهل بين الناس والعلم الصحيح والأدب الصريح إلا أن تستقيم لألسنتهم لغات العرب ! والا أن تسفر معانيهم عن وجوهها ؟ وتتفتح كنوزهم عن جواهرها ؟ وإلى هذا عهد قانون الأزهر على الأزهر تخريج من يوكل إليهم تعليم علوم الدين واللغة ، ومن يلون المناصب الشرعية في الدولة — وفي صياغة الأزهر لهذا العهد على الشطر من رسالته مامكر الأزهر وما خدع ، ولكننا مهر وبرع . فهو لم يعهد على نفسه تخريج القادرين على تعليم علوم الدين واللغة ، الصالحين الأكفاء للمناصب الشرعية في الدولة — وإنما عهد على الحكومة لمن يخرجهم أن تكل إليهم تعليم علوم الدين واللغة وأن توليهم المناصب الشرعية في الدولة — وبهذه المهارة الماهرة أطلق الأزهر نفسه ونحريجه من كل قيد وكاد يثقل الدولة بما ألقاه في أيديها وفي أرجلها من أشباه الأغلال والقيود لكن الظن الجميل بالأزهر الجليل ، أن يكون همه بعد تجارب القرن التاسع عشر ، أن يعتبر بالعبر ، وأن يتعظ بالمواعظ ، وألا يضطر الدولة إلى الصبر على المكاره ، وألا يمهّد لاحتلال المحاكم الشرعية على منوال الاحتلال الفرنسي الذي مهد له في المحاكم الأهلية .

أجل والظن الجميل بالأزهر الجليل أن يأسو في القرن العشرين ما جرح في القرن التاسع عشر ، وأن يعتمد إلى ما كان من نقص في رسالته أو وسائله فيستكملها ، وإلى ما كان من ضعف فيستشفي له ، وإلى ما كان من عيب فيستبرئ منه . ومن عناية الله بالأزهر ، وتوفيق الله للأزهر ومن بشار النجح المفاج أن وجد الأزهر مس الحاجة إلى استصلاح يومه ؛ — واستغفار أمسه

وأن أحس الأزهر وهيه عن الوقوف ، وتحلفه عن الصفوف ؛ ولم يستر الأزهر هذا على نفسه فاعترف به أساتته المعالجون ونادوا بذلك في المذكرة التفسيرية لقانونه الوليد فهل اهتدى الأزهر طريقه ؟ وهل يكون شعوره بالنقص أولى خطواته القوية لأول درجة من درجات الكمال ؟

أيها السادة :

إذن سوف لا تخرج رسالة الأزهر من الأزهر حتى تبدأ بنفسها وبناسها فتتأدى الى الأزهر وإلى أهل الأزهر ، لعل أن يتبدل الأزهر أهلا بأهل ، وجيرانا بجيران ! أو لعل أن يتبدل أهل الأزهر أخلاقا بأخلاق وشمائل بشمائل ، فيرى الناس رسل الأزهر بأعينهم ، كما يرونهم بأمازيهم :

علماء ، يؤمنون أن أول حظ العلماء من تراث الأنبياء إنما هو حفظهم من خلائق الكرم ، وخلال الخير ، وخصال البر .

أتقياء ، يعلمون أن التقوى في القلوب لا في الأفواه وأن من الورع ما يمقت الله عليه .

زهادا ، يعرفون أن الزهادة في المهانة لا في الكرامة ، وفي فعل الشر لا في عمل الخير .

عالمين يصفون ألا كبر عن الدنيا ، وألا تواضع في المروءات .

وطنيين ، مصريين ، إذا خافت مصر أمنتهم ، وإذا فزعت مصر وجدتهم .

ولعل رسالة الأزهر إذا تأدت الى الأزهر أن سوف تزكو ثروته العلمية وتتمو وسوف — كما تنص مذكرته التفسيرية — ” توجد كتب في جميع الفنون حديثة على أسلوب عربي صحيح مناسب لأذواق الأجيال الحاضرة

تهذب فيها المسائل على أحسن ما وصل إليه التحقيق العلمى وتحيا الكتب القديمة الجيدة فى الأسلوب والوضع “ .

وسوف ” يحيط الأزهريون علما بكل ما يوجه الى الأديان عامة وإلى الإسلام خاصة من مطاعن “ .

وسوف ” يتصلون بغير الأزهرين اتصالا علميا ويتعرفون اللغات الحية التى يكثر فيها الإنتاج العلمى ويتناول بها العلماء مسائل الإسلام ومسائل اللغة العربية “ .

حتى إذا فرغت رسالة الأزهر فى القرن العشرين من أمر نفسها ومن أمر الأزهر فقد استقام لها أن تتأدى عن الأزهر الى مصر وإلى كل أقطار العالم : شرقه وغربه ، عجمه ، وعربيه ، على اختلاف الألسنة والألوان ، وافتراق المذاهب والأديان .

لكنها عقبه كأداء ! تقوم لرسالة الأزهر فلا تستقيم لرسالة الأزهر إلا طريق عرجاء ظالعة .

وأشهد لقد كان الإمام محمد عبده أول عامل فى الأزهر على تذليل هذه العقبة وأول ضارب بفأسه فى صخرتها ، فأصعب جو الأزهر رنين الفأس وإعوال الأزهر ، فثشى الناس من بعده يحاذرون العقبة وعادت العقبة يستحجر طينها ويخشوشن ملمسها . وفى الحق أن الأزهر ليس هو الذى أوصد باب الاجتهاد فى وجوه العلماء فقد جاء الأزهر وباب الاجتهاد مغلق بغير يده ، وبغير رأيه ، فلم يتوان الأزهر أن قام على حراسة الباب المسدود ، واستوثق من رتاجه ، واستحكم لإغلاقه ، وجعل يذود عنه كل من يحاوله عنيفا ، أو مترفقا . وما زال الأزهر شاهرا سيفه ، مسددا حراجه دون هذا الباب .

فالآن ، ومذكرة الأزهر التفسيرية تريد أن تهذب المسائل على أحسن ما وصل إليه التحقيق العلمى ، هل يكون هذا التحقيق العلمى على عتبة هذا الباب ؟ أو عند أقدام القائلين على حراسته !

لقد عرضت للناس أفضية لم تعرض لأسلافهم ! وقد حدثت أحداث لا عهد للأولين بأشبابها !

فهل تتأدى رسالة الأزهر فى القرن العشرين مغمضة العينين عن هذه الأحداث ؟ معقولة اللسان فى هاته الأفضية ؟

أما مذكرة الأزهر التفسيرية فقد خافت بحديث التطبيق على الجزئيات واستطاعة الاستنباط والتدليل !

وقبل هذه المذكرة وبعدها قام شيخ الأزهر ببعض المقامات فلما خطب جاء فى بعض الخطب لمحات خاطفة ، ولحظات وحية ، تهمس فى الأذان الواعية ، بما يشبه الرضا عن الاجتهاد . والنهى على المقلدين . فهل نحس فى هذه المذكرة وهذه الخطب حس محاولة جديدة فى معالجة الباب المغلق ؟ وتذليل العقبة الكؤود ؟

أجل لعنا قد أحسننا الآن حس محاولة لطيفة الحس ، ناعمة المس ، غضيضة الطرف ، تمشى على استحياء كأنما تتلمس لباب الاجتهاد مفتاحا سحرى ، أو تهى لصخور العقبة محلولا كيماويا تحاذر رنين الفؤوس وعويل الأزهر أن يعودا فيصطحبان ويصطحبان ؟

لكن الأزهر قد رأى أن رسالته فى القرن العشرين لا تستتم تمامها ولا تستكمل كمالها ولا تتأدى بصيرة هادية إلا إذا نقلت معها إلى غير العرب

في سائر العالم معاني القرآن الكريم مترجمة إلى لغاتهم على قدر ما يصل إليه جهد المتفهم لمعاني القرآن ، العالم بأساليب الكلام ، الآخذ بأسباب الفهم ، الحافظ لما فهم ، الأمين على ما أوتمن .

واطمأن إمام الأزهر إلى ما رأى فأقدم لا يحاذر ولا يستتر . فلما أخذته الصيحات من جوانبه لم تفزعه ، ولم ترجعه ، ولم يلبث أن أيقظ على الصائحين به جملة الأشياء من جماعة كبار العلماء ، فتصايحت فتاوى الصائحين وضربت تحريرهم بالتحليل ، ومنعهم بالإذن ، وكراهيتهم بالرضا ، ثم استمر هو في طريقه مستوثقا لرأيه ، مطمئنا إلى صوابه ، فهل تمهد هذه الوثبة البعيدة المدى ، في غير محاذرة ولا مداورة ، إلى وثبة أبعد بعدا ، وأقوى جهدا ، وأشد أيدا . وأعز جندا ، لا تطرق باب الاجتهاد حتى تصدع أغلاقه ، وتكسر أطواقه ، فإذا باب الاجتهاد مفتوح وإذا الاجتهاد مأذون فيه للقادر عليه الموثوق بعلمه ورأيه الموصوف بتقواه وهدية .

وإذا رسالة الأزهر عن هذا الباب المفتوح حرة طليقة تمشى على اليبس والماء ، أو تطير في الهواء . فتتأدى كومض البروق لا مشى المقيد في الوحل ، ألا فليرتفع الأزهر بأئمة وعلمائه ومفتيه وليجتهد الأزهر فيجتهدوا وتجتهد لجنة فتاوى الأزهر وإلا فلا على الناس إذا لم يستفتوا الأزهر ولا على الأزهر ولا على لجنة فتاواه ألا يفتوا الناس . ثم ما قيام لجنة في الأزهر تقلد المالكية والشافعية بجنب مفتى الحنفية إلامضاعفة للمنفقات التي تنفقها الدولة في إظهار الناس على مذاهب الأئمة المجتهدين وآراء أصحاب الرأي من أتباعهم المقلدين .

لكأن الاجتهاد كالحرية يؤخذ ولا يمنح ، هذه لجنة فتاوى الأزهر منحها الحرية الواسعة قرار تأليفها وأوصاها قرار تأليفها أن تهتدى بهدى الكتاب والسنة وأن تصدر عنهما في فتاواها فهو قد دفعها دفعا إلى طريق الاجتهاد فأبته وقامت لا تسير إلا سيرا مخالفا .

هذا آخر عدد من مجلة الأزهر فاقروا في باب الأسئلة والفتاوى السؤال
 عن حلف على المصحف ألا يشرب العرقسوس وانظروا بم أجابت لجنة
 الفتاوى : " فعلى أن الحلف بالمصحف يمين يلزم الحائث أن يكفر ، وعلى
 أنه غير يمين لا يلزمه ذلك " فدعوا أن شرب العرقسوس عزيمة من العظام .
 ودعوا أن يمين العرقسوس من تعقيد الأيمان لا من لغوها . ودعوا ما أمرت
 به لجنة الفتاوى من الاجتهاد وانظروا الى حياتها والى أدها حتى لم تشأ أن
 يكون لها رأى فى ترجيح أحد رأيين وألا يكون لها يد فى تأييد أحد مذهبين ،
 وانظروا إليها تضيق على نفسها وتوسع على السائل ليرجح هو قولاً على قول
 وليأخذ هو بمذهب دون مذهب .

وسائل عن الحالف بالطلاق ثلاثاً ما يزوج بنته بفلان — تجيبه لجنة
 الفتاوى : " اذا تزوجت هذه البنت فلانا بغير ولاية أبيها ولا وكالته فلا يقع
 الطلاق " فدعوا عنكم أن القانون رقم ٢٥ لسنة ١٩٢٩ منع وقوع الطلاق
 غير المنجز اذا قصد به الحمل على شيء أو تركه . ودعوا أن لجنة الفتاوى
 تقلد الآن من تحررت منه المحاكم الشرعية منذ زمان ودعوا كبرياء لجنة
 الفتاوى عن علم ما صار عليه قضاء المحاكم وانظروا الى لجنة الفتاوى اذ تدفع
 الى العقوق لا تبالى ببناء الأمرة ولا صلاح ما بين الرجل وبنته فتبيع لها أن
 تتزوج على رغم أبيها بغير ولايته ولا وكالته ، وتفقى بأن هذا هو المخلص حتى
 لا يقع اليمين ، فماذا تصنع لجنة الفتاوى اذا راجع الحالف نفسه وظهر له
 الصواب فى العدول عن إصراره . فاستصلح أمر بنته وزوجها الخاطب
 الكف . فقالت لجنة الفتاوى : لقد وقع الطلاق ثلاثاً ، وقال له القانون :
 لم يقع الطلاق لا ثلاثاً ولا واحدة .

إن تقليد الأزهر وبلجنة الفتاوى بالأزهر منع مجلة الأزهر أن ترتقي مرتقى مجلة المنار لا في باب الفتاوى وحده ولكن في كل الأبواب والفصول . فاعجب لعالم واحد لا تجرى عليه الحكومة رزقا واحدا يعجز جهده جهود ميزانية الأزهر ، وعلماء الأزهر ، في بعض ما تتأدى فيه رسالة الأزهر ! وكذلك أعجز تقليد الأزهر جهودا جاهدة تظاهرت كلها على علاج شكوى القضاة والناس من بعض أحكام الأحوال الشخصية التي تقضى بها المحاكم الشرعية . فلما لم تجد هذه الجهود علاجا حاسما عمدت الى التخدير فمنعت القضاة من سماع الدعوى في كل ما أعيأ عليها فامتلات اللاتعة والقوانين في المحاكم الشرعية بالنهى عن سماع الدعاوى فكانما بذلت هذه الجهود لترم الجروح على فسادها ؟ أولتقر الحقوق وتسد الطريق إليها ؟ أما لو اجتهد الأزهر لهذه العلل لشفاها ومحاسها ولو اجتهد الأزهر لأضاءت ظلمات وتكشفت غمات واوجد لرسالته بلاغا ولأمانته أداء .

أما بعد فما يزال سائل آمن بالأزهر كما أوحى اليه الأزهر ، وصدق برسالة الأزهر كما شاء أن يضطامع بها الأزهر — لا يزال هذا السائل يسأل : ما حاجة الأزهر الى هذه الآلاف المؤلفة تغص بها معاهده وكتباته وأقسامه على حين قد بلغ امتلاء المعاهد والمحاكم والمنابر والمآذن حد الكظة وعلى حين لا يجد رسل الأزهر متأدى يتأدون فيه عن الأزهر إلا بعد ما شاء الله أن ينقضى من عمر الزمان .

أليس أنفذ رسالة الأزهر وأحفظ وأقوى ألا تشيع جهود الأزهر وألا تنتثر هذا التثار ميزانية الأزهر ؟

ثم أليس بحسب الأزهر خيزته من هذه الخلائق .

وبحسب الناس رشقات حلوة من هذا الخضم ؟

لهذا السائل زعم قانون الأزهر أنه في المادتين ٨٢ و ٨٣ لا يجوز للطالب في الدراسة العالية وما بعدها أن يعيد في أكثر من فرقتين ولا أن يبقى في فرقة أكثر من سنتين إلا أن يشاء شيخ الأزهر .

ولهذا السائل زعم قانون الأزهر أنه في المادة ٩٨ جعل للمجلس الأعلى أن يحدد من يقبل من الطلاب في السنة الأولى من القسم الابتدائي . ونظر قانون الأزهر بعد كل هذا مقتبضا راضيا ، فاذا السائل في مقامه لا يزال يلح في مسأله ولا ينفك يردد في أمنيه : أليس بحسب الأزهر حيزته من هذه الخلائق ؟ وبحسب الناس رشقات حلوة من هذا الخضم ؟ .

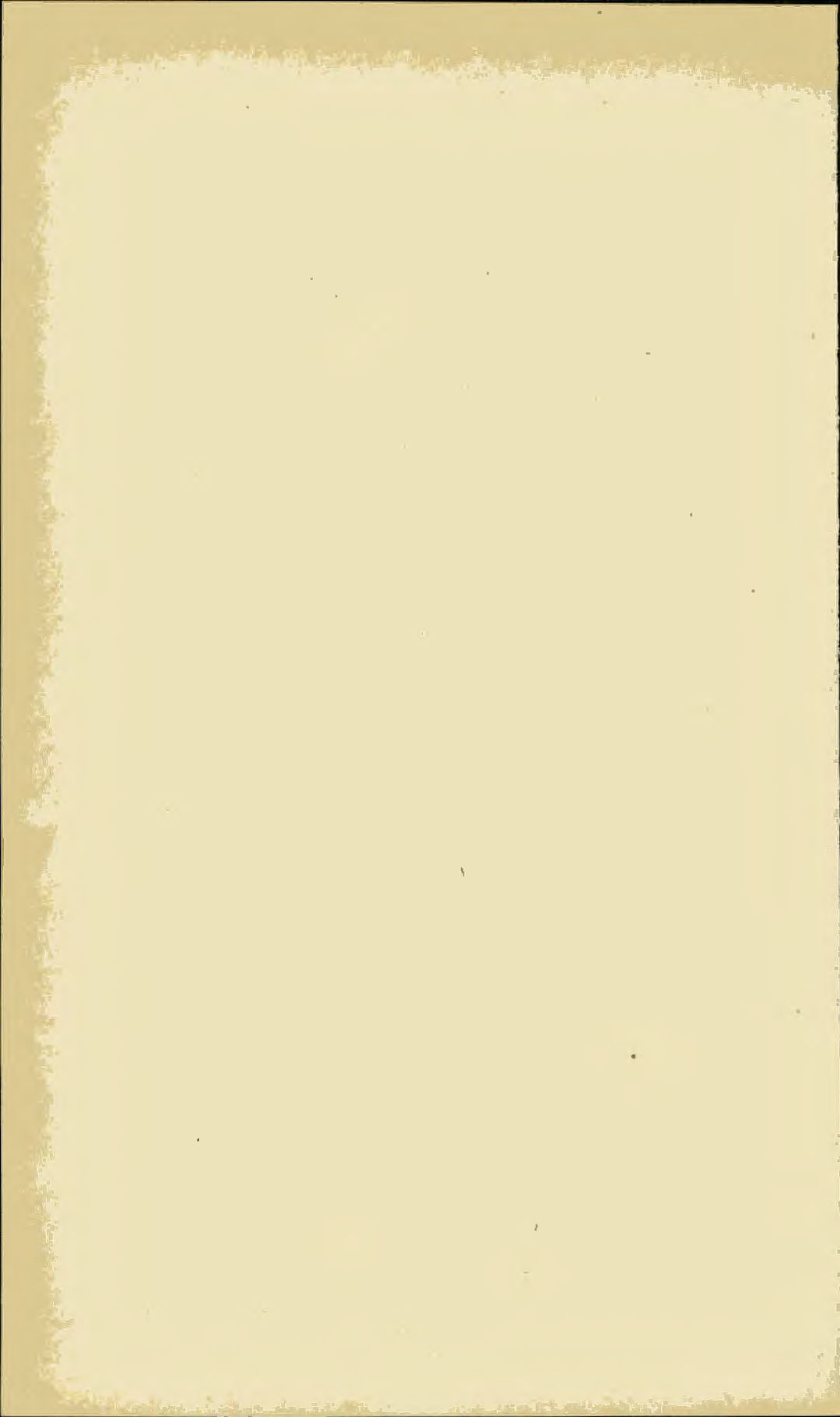
وسؤال ثان لا يسكت سائله ولا يرجع جوابه : ما حص الأزهر على التفرقة بين الإخوة المصريين حتى لينظر المثقف في غير الأزهر إلى الأزهرين كأنهم من غير مصره ؟ ومن غير عصره وحتى كان الأزهر كما تقول مذكرته التفسيرية . " لا يرى أحدا أهلا للعلم غيره " ولا يرى أحدا يصح أن يطلق عليه لقب عالم غيره . لقد فرقت ثقافة الأزهر وثقافة المدارس بين الأخوين الشقيقين والجارين المتجاورين وبين اللات والأتارب : أليس بحسب مصر كل عوامل الخلاف والفرقة بين المصريين ، حتى يكون لها من لون الثقافات أسباب خلاف وتفرق ؟ ماذا ضر الأزهر ، وماذا يؤدي رسالة الأزهر لو مشى الأخوة المصريون فوردوا موردا واحدا ، ونهلوا من منهل واحد ، حتى اذا بلغوا الرى ، صدروا أشناتا كل الى غايته ومعينه . فاذا التقوا بعد ذلك تلاقوا متعارفين ، واذا تعاونوا تعاونوا متساندين . لعل الأزهر مقرب شقة هذا الخلاف . فان لم ير أن يتخفف من أقسامه الابتدائية وأقسامه الثانوية مخططة لبرامج المدارس الابتدائية والثانوية . وتكذيبا لشهادتي الدراسة الابتدائية والثانوية — واستضعافا لحملتهما عن

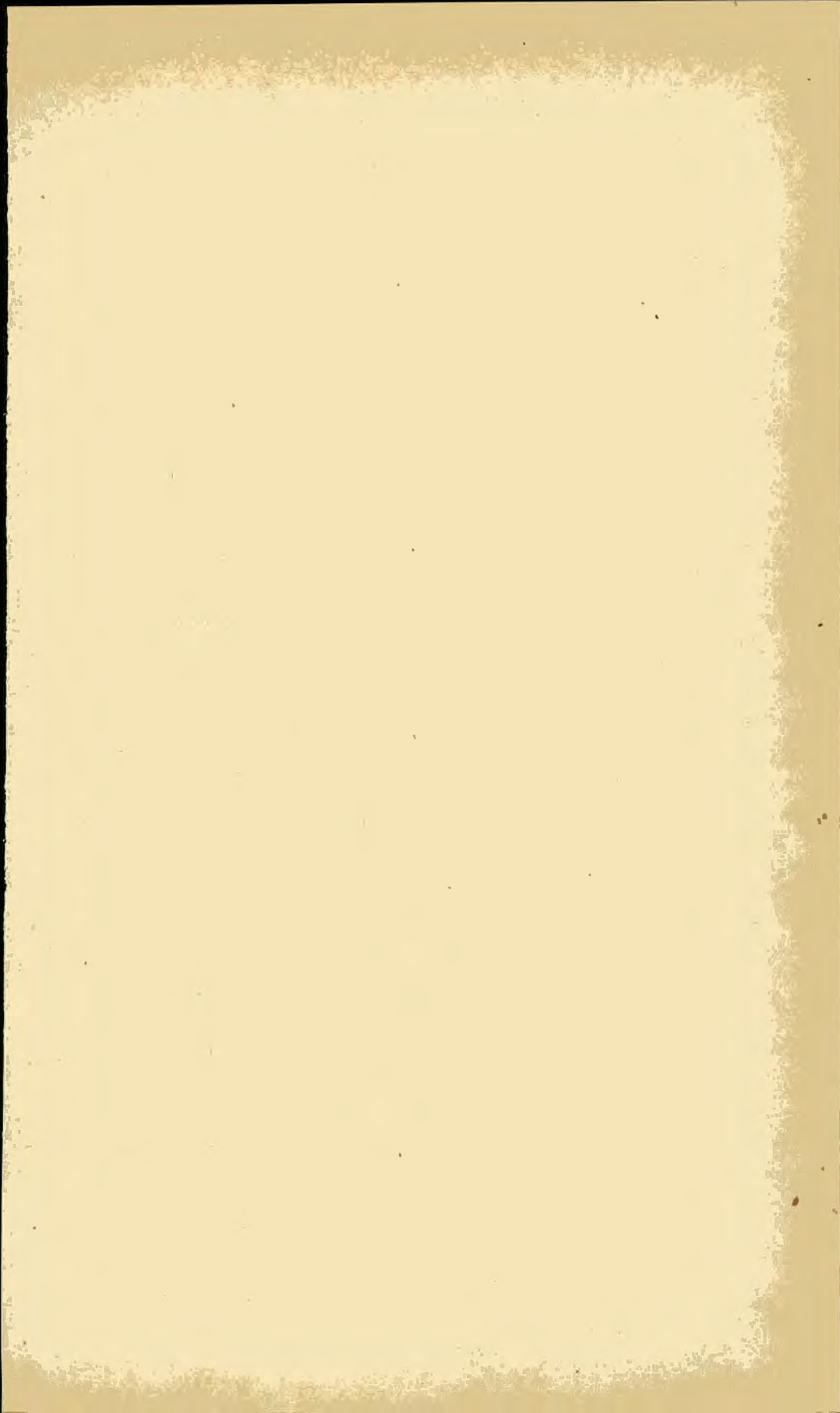
ورد موارده ، فما أولى الأزهر أن يرضخ لوزارة المعارف يخير من خير ما في أقسامه الابتدائية ونفع من نفع ما في أقسامه الثانوية .

وما أولى الأزهر أن يفضل ولا يستأثر فتأخذ وزارة المعارف عنه ، وتحذو حذوه ، وتنهج نهجه ، فتصبح جميع المدارس الابتدائية والمدارس الثانوية كما يجب ويرضى الأزهر ، يلتقى فيها الأخوة المصريون جميعا . ثم يوجهون بعدها : فاما الى كليات الأزهر ، وإما الى كليات الجامعة ، حيث لا يتنكر بعضهم لبعض ، ولا يزرى بعضهم على بعض ، قد وقاهم الله خلاف الثقافة ، وفرقة الثقافة ، وأقدرهم على محو كل خلاف غيره ، وكل فرقة سواها ، أليس هذا أبقى على الأزهر ؟ وأقوى للأزهر ؟ وأولى أن يتوافر به الأزهر لأداء رسالته في اختيار ، واقتدار ؟ لاتشيع جهوده ، ولا تشعب طرائقه ، ولا ينتثر نثاره ، ولا ينضب معينه .

أيها السادة :

إن الأزهر يضطلع للقرن العشرين وحده ، بما لم يضطلع به من قبل لألف سنة في عشرة قرون . وانه ليستنهض لأعباء في وزن الجبال ، ومواجب في عدد الرمال . فما أخلقه منا بالمعونة والنصر ، وما أخلقنا له بالأناة والصبر .







إذا لم يطالب الأعضاء والمشترون بأعداد المجلة التي لم تصلهم في خلال شهر من تاريخ صدورها وجب عليهم دفع ثمنها .

ليست الجمعية مسئولة عن الآراء الصادرة من المشتركين في تحرير المجلة .
لا يجوز نقل المقالات المنشورة في هذه المجلة أو ترجمتها إلا بعد الحصول مقدما على تصريح من الجمعية .

أصول المقالات المسلمة إلى مجلة "مصر المعاصرة" تصبح ملكا للجمعية .

فهرس

أبحاث إقتصادية وقانونية

صحيفة

الأستاذ الشيخ محمد سليمان — بأى شرع نحكم ٢٨٩ — ٣٦٥

الأستاذ الشيخ عباس الجبل — رسالة الأزهر في القرن العشرين ٣٨٥ — ٤٣٠

العدد ١٦٣

أبريل ١٩٣٦

مجلة

مصر المعاصرة

تصدرها

الجمعية الملكية للاقتصاد السيامي

والاحصاء والتشريع

المجلد السابع والعشرون



القاهرة

طبعت بالمطبعة الأميرية ببولاق

١٩٣٦